HISTOIRE

DU CONSULAT

ET

DE L'EMPIRE

Par Adolphe Thiers.

TOME QUATORZIÈME.

BRUXELLES,
ALPH. LEBÈGUE ET SACRÉ FILS,
PLACE DES BARRICADES, 12.

1845

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET

DE L'EMPIRE.

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET

DE L'EMPIRE,

PAR

M. Ad. Thiers,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, ANCIEN MINISTRE, ETC., ETC., ETC.

TOME QUATORZIÈME.

BRUXELLES,
ALPH. LEBÈGUE ET SACRÉ FILS,
PLACE DES BARRICADES, 12.

1847

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

ULM ET TRAFALGAR.

Conséquences de la réunion de Gênes à l'Empire. — Cette réunion, quoiqu'elle soit une faute, a cependant des résultats heureux. — Vaste champ qui s'ouvre aux combinaisons militaires de Napoléon. — Quatre attaques dirigées contre la France. — Napoléon s'occupe sérieusement d'une seule, et, par la manière dont il entend la repousser, se propose de faire tomber les trois autres. — Exposition de son plan. — Mouvement des six corps d'armée des bords de l'Océan aux sources du Danube. — Napoléon garde un profond secret sur ses dispositions, et ne les communique qu'à l'électeur de Bavière, afin de s'attacher ce prince en le rassurant. — Précautions qu'il prend pour la conservation de la flotte. — Son retour à Paris. — Altération de l'opinion publique à son égard. — Reproches qu'on lui adresse. — État des finances. — Commencement d'arriéré. — Situation difficile des principales places commerçantes. — Disette de numéraire. — Efforts du commerce pour se procurer des métaux précieux. — Association de la compagnie des *Négociants réunis* avec la cour d'Espagne. — Spéculation sur les piastres. — Danger de cette spéculation. — La compagnie des *Négociants réunis*, ayant confondu dans ses mains les affaires de la France et de l'Espagne, rend communs à l'une les embarras de l'autre. — Conséquences de cette situation pour la Banque de France. — Irritation de Napoléon contre les gens d'affaires. — Importantes sommes en argent et en or envoyées à Strasbourg et en Italie. — Levée de la conscrip-

tion par un décret du Sénat. — Organisation des réserves. — Emploi des gardes nationales. — Séance du Sénat. — Froideur témoignée à Napoléon par le peuple de Paris. — Napoléon en éprouve quelque peine, mais il part pour l'armée, certain de changer bientôt cette froideur en transports d'enthousiasme. — Dispositions des coalisés. — Marche de deux armées russes, l'une en Gallicie pour secourir les Autrichiens, l'autre en Pologne pour menacer la Prusse. — L'empereur Alexandre à Pulawi. — Ses négociations avec la cour de Berlin. — Marche des Autrichiens en Lombardie et en Bavière. — Passage de l'Inn par le général Mack. — L'électeur de Bavière, après de grandes perplexités, se jette dans les bras de la France, et s'enfuit à Würtzbourg avec sa cour et son armée. — Le général Mack prend position à Ulm. — Conduite de la cour de Naples. — Commencement des opérations militaires du côté des Français. — Organisation de la grande armée. — Passage du Rhin. — Marche de Napoléon avec six corps, le long des Alpes de Souabe, pour tourner le général Mack. — Le 6 et le 7 octobre, Napoléon atteint le Danube vers Donauwerth, avant que le général Mack ait eu aucun soupçon de la présence des Français. — Passage général du Danube. — Le général Mack est enveloppé. — Combat de Wertingen et de Günzberg. — Napoléon à Augsbourg fait ses dispositions dans le double but d'investir Ulm et d'occuper Munich, afin de séparer les Russes des Autrichiens. — Erreur commise par Murat. — Danger de la division Dupont. — Combat de Haslach. — Napoléon accourt sous les murs d'Ulm, et répare les fautes commises. — Combat d'Elchingen livré le 14 octobre. — Investissement d'Ulm. — Désespoir du général Mack, et retraite de l'archiduc Ferdinand. — L'armée autrichienne réduite à capituler. — Triomphe inouï de Napoléon. — Il a détruit en vingt jours une armée de 80,000 hommes, sans livrer bataille. — Suite des opérations navales depuis le retour de l'amiral Villeneuve à Cadix. — Sévérité de Napoléon envers cet amiral. — Envoi de l'amiral Rosily pour le remplacer, et ordre à la flotte de sortir de Cadix afin d'entrer dans la Méditerranée. — Douleur de l'amiral Villeneuve, et sa résolution de livrer une bataille désespérée. — État de la flotte franco-espagnole et de la flotte anglaise. — Instructions de Nelson à ses capitaines. — Sortie précipitée de l'amiral Villeneuve. — Rencontre des

deux flottes au cap Trafalgar. — Attaque des Anglais formés en deux colonnes. — Rupture de notre ligne de bataille. — Combats héroïques du *Redoutable*, du *Bucentaure*, du *Fougueux*, de *l'Algésiras*, du *Pluton*, de *l'Achille*, du *Prince des Asturies*. — Mort de Nelson, captivité de Villeneuve. — Défaite de notre flotte après une lutte mémorable. — Affreuse tempête à la suite de la bataille. — Les naufrages succèdent aux combats. — Conduite du gouvernement impérial à l'égard de la marine française. — Silence ordonné sur les derniers événements. — Ulm fait oublier Trafalgar.

C'était une faute grave que de réunir Gênes à la France la veille même de l'expédition d'Angleterre, et de fournir ainsi à l'Autriche la dernière raison qui devait la décider à la guerre. C'était provoquer et attirer sur soi une redoutable coalition, dans le moment où l'on aurait eu besoin d'un repos absolu sur le continent, pour avoir toute sa liberté d'action contre l'Angleterre. Napoléon, il est vrai, n'avait pas prévu les conséquences de la réunion de Gênes; son erreur avait consisté à trop mépriser l'Autriche, et à la croire incapable d'agir, quelque liberté qu'il prît avec elle. Cependant, quoique cette réunion, opérée en de telles circonstances, lui ait été justement reprochée, elle fut, en réalité, un événement heureux. Sans doute, si l'amiral Villeneuve eût été capable de faire voile vers la Manche et de paraître devant Boulogne, il faudrait regretter à jamais le trouble apporté à l'exécution du plus vaste projet; mais, cet amiral n'arrivant pas, Napoléon réduit encore une fois à l'inaction, à moins qu'il n'eût la témérité de franchir le détroit sans la protection d'une flotte, Napo-

léon se serait trouvé dans un extrême embarras. Cette expédition, si souvent annoncée, manquant trois fois de suite, aurait fini par l'exposer à une sorte de ridicule, et par le constituer, aux yeux de l'Europe, dans un véritable état d'impuissance vis-à-vis de l'Angleterre. La coalition continentale, en lui fournissant un champ de bataille qui lui manquait, répara la faute qu'il avait commise, en venant elle-même en commettre une, et le tira fort à propos d'une situation indécise et fâcheuse. La chaîne qui lie entre eux les événements de ce monde est quelquefois bien étrange! Souvent, ce qui est sage combinaison échoue, ce qui est faute réussit. Ce n'est pas un motif toutefois pour déclarer toute prudence vaine, et pour lui préférer les impulsions du caprice dans le gouvernement des empires. Non, il faut toujours préférer le calcul à l'entraînement dans la conduite des affaires; mais on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'au-dessus des desseins de l'homme planent les desseins de la Providence, plus sûrs, plus profonds que les siens. C'est une raison de modestie, non d'abdication pour la sagesse humaine.

Il faut avoir vu de près les difficultés du gouvernement, il faut avoir senti combien il est difficile de prendre de grandes déterminations, de les préparer, de les accomplir, de remuer les hommes et les choses, pour apprécier la résolution que Napoléon prit en cette circonstance. La douleur de voir échouer l'expédition de Boulogne une fois passée, il se livra tout entier à son nouveau projet de guerre continentale. Jamais il n'a-

vait disposé de plus grandes ressources; jamais il n'avait vu s'ouvrir devant lui un champ d'opérations plus étendu. Quand il commandait l'armée d'Italie, il rencontrait pour limite à ses mouvements la plaine de la Lombardie et le cercle des Alpes; et, s'il songeait à porter ses vues au delà de ce cercle, la prudence alarmée du directeur Carnot venait l'arrêter dans ses combinaisons. Lorsque, Premier Consul, il concevait le projet de la campagne de 1800, il était obligé de ménager des lieutenants qui étaient encore ses égaux; et si, par exemple, il imaginait pour Moreau un plan qui aurait pu avoir les plus heureuses conséquences, il était arrêté par la timidité d'esprit de ce général; il était réduit à le laisser agir à sa manière, manière sûre mais bornée, et à se renfermer lui-même dans le champ isolé du Piémont. Il est vrai qu'il y signalait sa présence par une opération qui restera comme un prodige de l'art de la guerre, mais toujours son génie, en voulant se déployer, avait trouvé des obstacles. Pour la première fois, il était libre, libre comme l'avaient été César et Alexandre. Ceux de ses compagnons d'armes que leur jalousie ou leur réputation rendaient incommodes, s'étaient exclus eux-mêmes de la lice par une conduite imprudente et coupable. Il ne lui restait que des lieutenants soumis à sa volonté, et réunissant au plus haut degré toutes les qualités nécessaires pour l'exécution de ses desseins. Son armée, fatiguée d'une longue inaction, ne respirant que gloire et combats, formée par dix ans de guerre et trois ans de campement, était préparée aux plus difficiles entre-

prises, aux marches les plus audacieuses. L'Europe entière était ouverte à ses combinaisons. Il était à l'occident, sur les bords de la mer du Nord et de la Manche, et l'Autriche, aidée des forces russes, suédoises, italiennes et anglaises, était à l'orient, poussant sur la France les masses qu'une sorte de conspiration européenne avait mises à sa disposition. La situation, les moyens, tout était grand. Mais si jamais on ne s'était trouvé plus en mesure de faire face à de subits et graves périls, jamais aussi la difficulté n'avait été égale. Cette armée, tellement préparée qu'on peut dire que dans aucun temps il n'y en eut une pareille, cette armée était au bord de l'Océan, loin du Rhin, du Danube, des Alpes, ce qui explique comment les puissances continentales en avaient souffert la réunion sans réclamer, et il fallait la transporter tout à coup au centre du continent. Là était le problème à résoudre. On va juger comment Napoléon s'y prit pour franchir l'espace qui le séparait de ses ennemis, et se placer au milieu d'eux, sur le point le plus propre à dissoudre leur formidable coalition.

Bien qu'il se fût obstiné à croire la guerre moins prochaine qu'elle n'était, il en avait parfaitement discerné les préparatifs et le plan. La Suède faisait des armements à Stralsund, dans la Poméranie suédoise; la Russie à Revel, dans le golfe de Finlande. On annonçait deux grandes armées russes qui se concentraient, l'une en Pologne afin d'entraîner la Prusse, l'autre en Gallicie afin de secourir l'Autriche. On ne se bornait pas à soupçonner, on connaissait avec certitude la

formation de deux armées autrichiennes, l'une de 80,000 hommes en Bavière, l'autre de 100,000 hommes en Italie, toutes deux liées par un corps de 25,000 à 30,000 en Tyrol. Enfin des Russes réunis à Corfou, des Anglais à Malte, des symptômes d'agitation dans la cour de Naples, ne permettaient plus de douter d'une tentative vers le midi de l'Italie.

Quatre attaques se préparaient donc (voir la carte n° 27) : la première au nord par la Poméranie, sur le Hanovre et la Hollande, devant être exécutée par des Suédois, des Russes, des Anglais; la seconde à l'est par la vallée du Danube, confiée aux Russes et aux Autrichiens combinés; la troisième en Lombardie, réservée aux Autrichiens seuls; la quatrième au midi de l'Italie, devant être entreprise un peu plus tard par une réunion de Russes, d'Anglais, de Napolitains.

Napoléon avait saisi ce plan tout aussi bien que s'il avait assisté aux conférences militaires de M. de Vintzingerode à Vienne, que nous avons rapportées antérieurement. Il n'y avait qu'une circonstance encore inconnue pour lui comme pour ses ennemis : entraînerait-on la Prusse? Napoléon ne le croyait pas. Les puissances coalisées espéraient y parvenir en intimidant le roi Frédéric-Guillaume. Dans ce cas l'attaque du nord, au lieu d'être une tentative accessoire, fort gênée par la neutralité prussienne, serait devenue une entreprise menaçante contre l'empire, depuis Cologne jusqu'aux bouches du Rhin. Cependant cela était peu probable, et Napoléon ne considérait comme sérieuses que les deux grandes attaques

par la Bavière et la Lombardie, et regardait comme tout au plus dignes de quelques précautions celles qu'on préparait en Poméranie et vers le royaume de Naples.

Il résolut de porter le gros de ses forces dans la vallée du Danube, et de faire tomber toutes les attaques secondaires par la manière dont il repousserait la principale. Sa profonde conception reposait sur un fait fort simple, l'éloignement des Russes, qui les exposait à venir tard au secours des Autrichiens. Il pensait que les Autrichiens, impatients de se porter en Bavière, et d'occuper, suivant leur coutume, la fameuse position d'Ulm, ajouteraient en agissant de la sorte à la distance qui les séparait naturellement des Russes, que ceux-ci dès lors se présenteraient tardivement en ligne, en remontant le Danube avec leur principale armée réunie aux réserves autrichiennes. En frappant les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, Napoléon se proposait de courir ensuite sur les Russes privés du secours de la principale armée de l'Autriche, et voulait user du moyen très-facile en théorie, très-difficile dans la pratique, de battre ses ennemis les uns après les autres.

Pour réussir, ce plan exigeait une façon toute particulière de se transporter sur le théâtre des opérations, c'est-à-dire dans la vallée du Danube. (Voir la carte nº 28.) Si, à l'exemple de Moreau, Napoléon remontait le Rhin pour le passer de Strasbourg à Schaffouse, s'il venait ensuite par les défilés de la forêt Noire déboucher entre les Alpes de Souabe et le lac de Constance, et atta-

quait ainsi de front les Autrichiens établis derrière l'Iller, d'Ulm à Memmingen, il ne remplissait pas complétement son but. Même en battant les Autrichiens, comme il en avait plus que jamais la certitude avec l'armée formée au camp de Boulogne, il les poussait devant lui sur les Russes, et les conduisait, affaiblis seulement, à la jonction avec leurs alliés du nord. Il fallait, comme à Marengo, et plus qu'à Marengo même, tourner les Autrichiens, et ne pas se borner à les battre, mais les envelopper, de manière à les envoyer tous prisonniers en France. Alors Napoléon pouvait se jeter sur les Russes n'ayant plus pour soutien que les réserves autrichiennes.

Pour cela une marche toute simple s'offrit à son esprit. L'un de ses corps d'armée, celui du maréchal Bernadotte, était en Hanovre; un second, celui du général Marmont, en Hollande; les autres à Boulogne. (Voir la carte n° 28.) Il imagina de faire descendre le premier à travers la Hesse en Franconie, sur Würtzbourg et le Danube; de faire avancer le second le long du Rhin, en usant des facilités que procurait ce fleuve, et de le réunir par Mayence à Würtzbourg au corps venu du Hanovre. Tandis que ces deux grands détachements allaient descendre du nord au midi, Napoléon résolut de porter par un mouvement de l'ouest à l'est, de Boulogne à Strasbourg, les corps campés au bord de la Manche, de feindre avec ces derniers une attaque directe par les défilés de la forêt Noire, mais en réalité de laisser cette forêt à droite, de passer à gauche, à travers le Wurtemberg, pour se joindre en Franconie aux

corps de Bernadotte et de Marmont, de franchir le Danube au-dessous d'Ulm, aux environs de Donauwerth, de se placer ainsi derrière les Autrichiens, de les cerner, de les prendre, et, après s'être débarrassé d'eux, de marcher sur Vienne à la rencontre des Russes.

La position du maréchal Bernadotte venant du Hanovre, du général Marmont venant de la Hollande, était un avantage, car il ne fallait à l'un que dix-sept jours, à l'autre que quatorze ou quinze, pour se transporter à Würtzbourg, sur le flanc de l'armée ennemie campée à Ulm. Le mouvement des troupes partant de Boulogne pour Strasbourg exigeait environ vingt-quatre jours, et celui-là devait fixer l'attention des Autrichiens sur le débouché ordinaire de la forêt Noire. Dans l'espace de vingt-quatre jours, c'est-à-dire vers le 25 septembre, Napoléon pouvait donc être rendu sur le point décisif. En prenant son parti sur-le-champ, en cachant ses mouvements le plus longtemps possible par sa présence prolongée à Boulogne, en semant de faux bruits, en dérobant ses intentions avec cet art d'abuser l'ennemi qu'il possédait au plus haut degré, il pouvait avoir passé le Danube sur les derrières des Autrichiens avant qu'ils se fussent doutés de sa présence. S'il réussissait, il était dès le mois d'octobre débarrassé de la première armée ennemie, il employait le mois de novembre à marcher sur Vienne, et se rencontrait dans les environs de cette capitale avec les Russes, qu'il n'avait jamais vus, qu'il savait être des fantassins solides, mais non point invincibles, car Moreau et Masséna les avaient

déjà battus, et il se promettait de les battre encore plus rudement. Arrivé à Vienne, il avait dépassé de beaucoup la position de l'armée autrichienne d'Italie, ce qui devenait pour celle-ci un motif pressant de retraite. (Voir les cartes n°s 28 et 31.) Le projet de Napoléon était de confier à Masséna, le plus vigoureux de ses lieutenants, et celui qui connaissait le mieux l'Italie, le commandement de l'armée française sur l'Adige. Elle ne devait être que de 50.000 hommes, mais des meilleurs, car ils avaient fait toutes les campagnes au delà des Alpes, depuis Montenotte jusqu'à Marengo. Pourvu que Masséna pût arrêter l'archiduc Charles sur l'Adige pendant un mois, ce qui semblait hors de doute avec des soldats habitués à vaincre les Autrichiens, quel que fût leur nombre, et sous un général qui ne reculait jamais, Napoléon, parvenu à Vienne, dégageait la Lombardie, comme il avait dégagé la Bavière. Il attirait l'archiduc Charles sur lui, mais il attirait en même temps Masséna; et, joignant alors aux 150,000 hommes avec lesquels il aurait marché le long du Danube les 50,000 venus des bords de l'Adige, il devait se trouver à Vienne à la tête de 200,000 Français victorieux. Disposant directement d'une telle masse de forces, ayant déjoué les deux principales attaques, celle de Bavière et de Lombardie, qu'importaient les deux autres, préparées au nord et au midi, vers le Hanovre et vers Naples? L'Europe entière fût-elle en armes, il n'avait rien à craindre de l'universalité de ses forces.

Toutefois il ne négligea pas de prendre certaines précautions à l'égard de la basse Italie. Le général

Saint-Cyr occupait la Calabre avec 20,000 hommes. Napoléon lui donna pour instruction de se porter sur Naples, et de s'emparer de cette capitale au premier symptôme d'hostilité. Sans doute il eût été plus conforme à ses principes de ne pas couper en deux l'armée d'Italie, de ne point placer 50,000 hommes sous Masséna au bord de l'Adige, 20,000 sous le général Saint-Cyr en Calabre, de réunir le tout au contraire en une seule masse de 70,000 hommes, laquelle, certaine de vaincre au nord de l'Italie, aurait eu peu à craindre du midi. Mais il jugeait que Masséna, avec 50,000 hommes et son caractère, suffirait pour arrêter l'archiduc Charles pendant un mois, et il regardait comme dangereux de permettre aux Russes, aux Anglais de prendre pied à Naples, et de fomenter dans la Calabre une guerre d'insurrection difficile à éteindre. C'est pourquoi il laissa le général Saint-Cyr et 20,000 hommes dans le golfe de Tarente, avec ordre de marcher au premier signal sur Naples, et de jeter les Russes et les Anglais à la mer, avant qu'ils eussent le temps de s'établir sur le continent d'Italie. Quant à l'attaque préparée dans le nord de l'Europe, et si distante des frontières de l'Empire, Napoléon se borna, pour y faire face, à continuer la négociation entreprise à Berlin, relativement au royaume de Hanovre. Il avait fait offrir ce royaume à la Prusse pour prix de son alliance; mais, n'espérant guère une alliance formelle de la part d'une cour aussi timide, il lui proposa de mettre le Hanovre en dépôt dans ses mains, si elle ne voulait pas le recevoir à titre de don définitif. Dans tous les cas,

elle était obligée d'en éloigner les troupes belligérantes, et sa neutralité suffisait dès lors pour couvrir le nord de l'Empire.

Tel fut le plan conçu par Napoléon. Portant ses corps d'armée, par une marche rapide et imprévue, du Hanovre, de la Hollande, de la Flandre, au centre de l'Allemagne, passant le Danube au-dessous d'Ulm, séparant les Autrichiens des Russes, enveloppant les premiers, culbutant les seconds, s'enfonçant ensuite dans la vallée du Danube jusqu'à Vienne, et dégageant par ce mouvement Masséna en Italie, il devait avoir bientôt repoussé les deux principales attaques dirigées contre son Empire. Ses armées victorieuses étant ainsi réunies sous les murs de Vienne, il n'avait plus à s'inquiéter d'une tentative au midi de l'Italie, que le général Saint Cyr d'ailleurs devait rendre vaine, et d'une autre au nord de l'Allemagne, que la neutralité prussienne allait gêner de toutes parts.

Jamais aucun capitaine, dans les temps anciens ou modernes, n'avait conçu, exécuté des plans sur une pareille échelle. C'est que jamais un esprit plus puissant, plus libre de ses volontés, disposant de moyens plus vastes, n'avait eu à opérer sur une telle étendue de pays. Que voit-on en effet la plupart du temps? Des gouvernements irrésolus qui délibèrent quand ils devraient agir, des gouvernements imprévoyants qui songent à organiser leurs forces quand déjà elles devraient être sur le champ de bataille, et au-dessous d'eux des généraux subordonnés, qui peuvent à peine se mouvoir sur le théâtre circonscrit assigné à leurs

opérations. Ici au contraire, génie, volonté, prévoyance, liberté absolue d'action, tout concourait dans le même homme au même but. Il est rare que de telles circonstances se rencontrent, mais, quand elles se trouvent réunies, le monde a un maître.

Dans les derniers jours du mois d'août, les Autrichiens étaient déjà sur les bords de l'Adige et de l'Inn, les Russes à la frontière de Gallicie. Il semblait qu'ils dussent surprendre Napoléon; mais il n'en fut rien. Il donna tous ses ordres à Boulogne dans la journée même du 26 août, avec la recommandation cependant de ne les émettre que le 27, à dix heures du soir. Il voulait ainsi se ménager toute la journée du 27, avant de renoncer définitivement à sa grande expédition maritime. Le courrier, parti le 27, ne devait arriver que le 1er septembre à Hanovre. Le maréchal Bernadotte, déjà prévenu, devait commencer son mouvement le 2 septembre, avoir assemblé son corps le 6 à Gœttingue, et être rendu à Würtzbourg le 20. (Voir la carte n° 28.) Il avait ordre de réunir dans la place forte d'Hameln l'artillerie enlevée aux Hanovriens, des munitions de tout genre, les malades, les dépôts de son corps d'armée, et une garnison de 6,000 hommes commandée par un officier énergique, sur lequel on pût compter. Cette garnison devait être approvisionnée pour un an. Si l'on convenait d'un arrangement avec la Prusse pour le Hanovre, les troupes laissées à Hameln rejoindraient immédiatement le corps de Bernadotte; sinon, elles resteraient dans cette place, et la défendraient jusqu'à la mort, dans le cas où les Anglais feraient une expédition par le

Weser, ce que la neutralité prussienne ne pouvait pas empêcher. — « Je serai, écrivit Napoléon, » aussi prompt que Frédéric, lorsqu'il allait de » Prague à Dresde et à Berlin. J'accourrai bientôt » au secours des Français défendant mes aigles » en Hanovre, et je rejetterai dans le Weser les » ennemis qui en seraient venus. » — Bernadotte avait ordre de traverser les deux Hesses, en disant aux gouvernements de ces deux principautés qu'il rentrait en France par Mayence, de forcer le passage s'il était refusé, de marcher du reste l'argent à la main, de tout payer, d'observer une exacte discipline.

Le même soir du 27 août, un courrier porta au général Marmont l'ordre de se mettre en mouvement avec 20,000 hommes et 40 pièces de canon bien attelées, de suivre les bords du Rhin jusqu'à Mayence, de se rendre par Mayence et Francfort à Würtzbourg. L'ordre devait parvenir à Utrecht le 30 août. Le général Marmont, ayant déjà reçu un premier avis, devait se mettre en mouvement le 1er septembre, être arrivé à Mayence le 15 ou le 16, et le 18 ou le 19 à Würtzbourg. (Voir la carte n° 28.) Ainsi, ces deux corps de Hanovre et de Hollande devaient être rendus au milieu des principautés franconiennes de l'électeur de Bavière, du 18 au 20 septembre, et y présenter une force de 40,000 hommes. Comme on avait recommandé à l'électeur de s'enfuir à Würtzbourg, si les Autrichiens essayaient de lui faire violence, il était assuré de trouver là un secours tout préparé pour sa personne et pour son armée.

Enfin, le 27 au soir, furent émis les ordres pour

les camps d'Ambleteuse, de Boulogne et de Montreuil. Ces ordres devaient commencer à s'exécuter le 29 août au matin. Le premier jour, devaient partir, par trois routes différentes, les premières divisions de chaque corps, le deuxième jour les secondes divisions, le troisième jour les dernières. Elles se suivaient par conséquent à vingt-quatre heures de distance. Les trois routes indiquées étaient, pour le camp d'Ambleteuse : Cassel, Lille, Namur, Luxembourg, Deux-Ponts, Manheim; pour le camp de Boulogne : Saint-Omer, Douai, Cambrai, Mézières, Verdun, Metz, Spire; pour le camp de Montreuil : Arras, la Fère Reims, Nancy, Saverne, Strasbourg. Comme il fallait vingt-quatre marches, l'armée pouvait être transportée tout entière sur le Rhin, entre Manheim et Strasbourg, du 21 au 24 septembre. Cela suffisait pour qu'elle y fût en temps utile, car les Autrichiens, voulant garder quelque mesure, afin de mieux surprendre les Français, étaient restés au camp de Wels près Lintz, et ne pouvaient dès lors être en ligne avant Napoléon. D'ailleurs, plus ils s'engageraient sur le haut Danube, plus ils s'approcheraient de la frontière de France, entre le lac de Constance et Schaffouse, plus Napoléon aurait de chances de les envelopper. Des officiers envoyés avec des fonds, sur les routes que les troupes devaient parcourir, étaient chargés de faire préparer des vivres dans chaque lieu d'étape. Des ordres formels, et plusieurs fois réitérés, comme tous ceux que donnait Napoléon, enjoignaient de fournir à chaque soldat une capote et deux paires de souliers.

Napoléon, gardant profondément son secret, qui ne fut confié qu'à Berthier et à M. Daru, dit autour de lui qu'il envoyait 30,000 hommes sur le Rhin. Il l'écrivit ainsi à la plupart de ses ministres. Il ne s'ouvrit pas davantage envers M. de Marbois, et se borna à lui enjoindre de réunir dans les caisses de Strasbourg le plus d'argent possible, ce qui s'expliquait suffisamment par la nouvelle avouée de l'envoi de 30,000 hommes en Alsace. Il prescrivit à M. Daru de partir sur-le-champ pour Paris, de se rendre chez M. Dejean, ministre du matériel de la guerre, d'expédier de sa propre main tous les ordres accessoires qu'exigeait le déplacement de l'armée, et de ne pas mettre un seul commis dans sa confidence. Napoléon voulut rester lui-même six à sept jours de plus à Boulogne, pour mieux tromper le public sur ses projets.

Comme tous ces corps allaient traverser la France, excepté celui du maréchal Bernadotte, qui devait s'annoncer en Allemagne comme un corps destiné à repasser la frontière, il faudrait qu'ils fussent déjà en pleine marche pour donner des signes de leur présence, que ces signes fussent transmis à Paris, de Paris à l'étranger, et que bien des jours s'écoulassent avant que l'ennemi apprît la levée du camp de Boulogne. D'ailleurs les nouvelles de ces mouvements pouvant s'expliquer par l'envoi, qu'on ne cachait pas, de 30,000 hommes sur le Rhin, laisseraient dans le doute les esprits les plus prévoyants, et il y avait grande chance de se trouver sur le Rhin, le Necker ou le Mein, quand on serait encore supposé sur les bords de

la Manche. Napoléon fit en même temps partir Murat, ses aides de camp Savary et Bertrand, pour la Franconie, la Souabe et la Bavière. Ils avaient ordre d'explorer toutes les routes qui du Rhin aboutissaient au Danube, d'observer la nature de chacune de ces routes, les positions militaires qu'on y rencontrait, les moyens de vivre qu'elles présentaient, enfin tous les points convenables pour traverser le Danube. Murat devait voyager sous un nom supposé, et, son exploration terminée, revenir à Strasbourg, afin d'y prendre le commandement des premières colonnes rendues sur le Rhin.

Pour laisser le plus longtemps possible les Autrichiens dans l'ignorance de ses résolutions, Napoléon recommanda en outre à M. de Talleyrand de différer le manifeste destiné au cabinet de Vienne, et ayant pour but de sommer ce cabinet de s'expliquer définitivement. Il n'en attendait que des mensonges en réponse à ses sommations, et, quant à le convaincre de duplicité à la face de l'Europe, il lui suffisait de le faire au moment des premières hostilités. Il expédia pour Carlsruhe M. le général Thiard, passé au service de France depuis la rentrée des émigrés, et le chargea de négocier une alliance avec le grand-duché de Baden. Il adressa des offres de même nature au Wurtemberg, alléguant qu'il prévoyait la guerre, à en juger par les préparatifs de l'Autriche, mais ne disant jamais à quel point il était prêt à la commencer. Enfin il ne livra le secret entier de ses projets qu'à l'électeur de Bavière. Ce malheureux prince, hésitant entre l'Autriche qui était

son ennemie, et la France qui était son amie, mais l'une proche, l'autre éloignée, se souvenant aussi que dans les guerres antérieures, constamment foulé par les uns et les autres, il avait toujours été oublié à la paix, ce malheureux prince ne savait à qui s'attacher. Il comprenait bien qu'en se donnant à la France, il pourrait espérer des agrandissements de territoire ; mais, ignorant encore la levée du camp de Boulogne, il la voyait, à l'époque dont il s'agit, tout occupée de sa lutte contre l'Angleterre, importunée de ses alliés d'Allemagne, et n'étant pas en mesure de les secourir. Aussi ne cessait-il de parler d'alliance à notre ministre, M. Otto, sans jamais oser conclure. Cet état de choses changea bientôt par suite des lettres de Napoléon. Celui-ci écrivit directement à l'électeur, et lui annonça (en lui disant que c'était un secret d'État confié à son honneur) qu'il ajournait ses projets contre l'Angleterre, et marchait immédiatement avec 200,000 hommes au centre de l'Allemagne. « Vous serez secouru à temps, lui mandait-il, et la maison d'Autriche vaincue sera forcée de vous composer un État considérable avec les débris de son patrimoine. » Napoléon tenait à gagner cet électeur, qui comptait 25,000 soldats bien organisés, et qui avait en Bavière des magasins très-bien fournis. C'était un avantage important que d'arracher ces 25,000 soldats à la coalition, et de se les donner à soi. Du reste, le secret n'était pas en péril, car ce prince éprouvait une véritable haine pour les Autrichiens, et, une fois rassuré, ne demanderait pas mieux que de se lier à la France.

Napoléon s'occupa ensuite de l'armée d'Italie, Il ordonna de réunir sous les murs de Vérone les troupes dispersées entre Parme, Gênes, le Piémont, la Lombardie. Il retira le commandement de ces troupes au maréchal Jourdan, en observant les plus grands ménagements envers ce personnage, pour lequel il avait de l'estime, mais dont il ne trouvait pas le caractère au niveau des circonstances, et qui en outre n'avait aucune connaissance du pays compris entre le Pô et les Alpes. Il lui promit de l'employer sur le Rhin, où il avait toujours combattu, et enjoignit à Masséna de partir sans délai. La distance à laquelle était l'Italie rendait la divulgation de ces ordres peu dangereuse, car elle ne pouvait être que tardive.

Ces dispositions terminées, il consacra le temps qu'il devait passer encore à Boulogne, à prescrire lui-même les précautions les plus minutieuses afin de mettre la flottille à l'abri de toute attaque de la part des Anglais. Il était naturel de penser que ceux-ci profiteraient du départ de l'armée pour tenter un débarquement, et incendier le matériel accumulé dans les bassins. Napoléon, qui ne renonçait pas à revenir bientôt sur les côtes de l'Océan, après une guerre heureuse, et qui ne voulait pas d'ailleurs se laisser faire un outrage aussi grave que l'incendie de la flottille, ordonna les précautions suivantes aux ministres Decrès et Berthier. Les divisions d'Étaples et de Wimereux durent être réunies à celles de Boulogne, et toutes placées dans le fond du bassin de la Liane, hors de la portée des projectiles de l'ennemi. On ne pouvait en faire autant pour la flottille hollandaise,

qui était à Ambleteuse, mais tout fut disposé pour que les troupes stationnés à Boulogne pussent accourir sur cet autre point en deux ou trois heures. Des filets d'une espèce particulière, attachés à de fortes ancres, empêchaient l'introduction des machines incendiaires qui auraient pu être lancées sous la forme de corps flottants.

Trois régiments entiers, y compris leur troisième bataillon, furent laissés à Boulogne. Il y fut ajouté douze troisièmes bataillons des régiments partis pour l'Allemagne. Les matelots appartenant à la flottille furent formés en 15 bataillons de 1,000 hommes chacun. On les arma de fusils, et on leur donna des officiers d'infanterie pour les instruire. Ils devaient alternativement faire le service ou à bord des bâtiments restés à la voile, ou autour de ceux qui étaient échoués dans le port. Cette réunion de troupes de terre et de mer présentait une force de 36 bataillons, commandés par des généraux et un maréchal, le maréchal Brune, celui qui avait, en 1799, jeté les Russes et les Anglais à la mer. Napoléon ordonna la construction de retranchements en terre, tout autour de Boulogne, pour couvrir la flottille et les immenses magasins qu'il avait formés. Il voulut que des officiers de choix fussent attachés à chaque position retranchée, et conservassent toujours le même poste, afin que, répondant de sa sûreté, ils s'étudiassent sans cesse à en perfectionner la défense.

Il chargea ensuite M. Decrès d'assembler les officiers de mer, le maréchal Berthier d'assembler les officiers de terre, d'expliquer aux uns et aux autres l'importance du poste confié à leur honneur,

de les consoler de rester dans l'inaction tandis que leurs camarades allaient combattre, de leur promettre qu'ils seraient employés à leur tour, qu'ils auraient même bientôt la gloire de concourir à l'expédition d'Angleterre, car après avoir puni le continent de son agression Napoléon reparaîtrait aux bords de la Manche, peut-être au printemps suivant.

Napoléon assista de sa personne au départ de toutes les divisions de l'armée. On se ferait difficilement une idée de leur joie, de leur ardeur, quand elles apprirent qu'elles allaient entreprendre une grande guerre. Il y avait cinq ans qu'elles n'avaient combattu; il y en avait deux et demi qu'elles attendaient vainement l'occasion de passer en Angleterre. Vieux et jeunes soldats, devenus égaux par une vie commune de plusieurs années, confiants dans leurs officiers, enthousiastes du chef qui devait les conduire à la victoire, espérant les plus hautes récompenses sous un régime qui avait mené au trône un soldat heureux, pleins enfin du sentiment qui à cette époque avait remplacé tous les autres, l'amour de la gloire, tous, vieux et jeunes, appelaient de leurs vœux, la guerre, les combats, les périls, les expéditions lointaines. Ils avaient vaincu les Autrichiens, les Prussiens, les Russes; ils méprisaient tous les soldats de l'Europe, et n'imaginaient pas qu'il y eût une armée au monde capable de leur résister. Rompus à la fatigue comme de vraies légions romaines, ils voyaient sans effroi de longues routes qui devaient les mener à la conquête du continent. Ils partaient en chantant, en criant *vive l'Empereur!* en de-

mandant la plus prochaine rencontre avec l'ennemi. Sans doute il y avait, dans ces cœurs bouillants de courage, moins de pur patriotisme que chez les soldats de 92; il y avait plus d'ambition, mais une noble ambition, celle de la gloire, des récompenses légitimement acquises, et une confiance, un mépris des périls et des difficultés, qui constituent le soldat destiné aux grandes choses. Les volontaires de 92 voulaient défendre leur patrie contre une injuste invasion; les soldats aguerris de 1805 voulaient la rendre la première puissance de la terre. N'établissons pas de distinctions entre de tels sentiments : il est beau de courir à la défense de son pays en péril; il est beau également de se dévouer pour qu'il soit grand et glorieux.

Après avoir vu de ses yeux son armée en marche, Napoléon partit de Boulogne le 2 septembre, et arriva le 3 à la Malmaison. Personne n'était informé de ses résolutions; on le croyait toujours occupé de ses projets contre l'Angleterre; on s'inquiétait seulement des intentions de l'Autriche, et on expliquait les déplacements de troupes dont il commençait à être question, par l'envoi déjà publié d'un corps de 30,000 hommes qui devait surveiller les Autrichiens sur le haut Rhin.

Le public, ne connaissant pas exactement les faits, ignorant à quel point une profonde intrigue anglaise avait serré les nœuds de la nouvelle coalition, reprochait à Napoléon d'avoir poussé l'Autriche à bout, en mettant la couronne d'Italie sur sa tête, en réunissant Gênes à l'empire, en donnant Lucques à la princesse Élisa. On ne cessait pas de l'admirer, on se trouvait toujours fort heu-

reux de vivre sous un gouvernement aussi ferme, aussi juste que le sien, mais on lui reprochait l'amour excessif de ce qu'il faisait si bien, l'amour de la guerre. Personne ne pouvait croire qu'elle fût malheureuse sous un capitaine tel que lui, mais on entendait parler de l'Autriche, de la Russie, d'une partie de l'Allemagne, soldées par l'Angleterre; on ne savait pas si cette nouvelle lutte serait de courte ou de longue durée, et on se rappelait involontairement les angoisses des premières guerres de la révolution. Toutefois, la confiance l'emportait de beaucoup sur les autres sentiments; mais un léger murmure d'improbation, très-sensible pour les fines oreilles de Napoléon, ne laissait pas de se faire entendre.

Ce qui contribuait surtout à rendre plus pénibles les sensations qu'éprouvait le public, c'était une extrême gêne financière. Des causes diverses l'avaient produite. Napoléon avait persisté dans son projet de ne jamais emprunter. « De mon vivant, écrivait-il à M. de Marbois, je n'émettrai aucun papier. » (Milan, 18 mai 1805.) En effet, le discrédit produit par les assignats, par les mandats, par toutes les émissions de papier, durait encore, et tout puissant, tout redouté qu'était alors l'empereur des Français, il n'aurait pas fait accepter une rente de cinq francs pour un capital de plus de cinquante francs, ce qui aurait constitué un emprunt à dix pour cent. Cependant il résultait de graves embarras de cette situation, car le pays le plus riche ne saurait suffire aux charges de la guerre, sans en rejeter une partie sur l'avenir.

Nous avons déjà fait connaître l'état des bud-

gets. Celui de l'an XII (septembre 1803 à septembre 1804), évalué à 700 millions (sans les frais de perception), s'était élevé à 762. Heureusement les impôts avaient reçu de la prospérité publique, que la guerre n'interrompait pas sous ce gouvernement puissant, un accroissement d'environ 40 millions. Le produit de l'enregistrement figurait pour 18 millions, celui des douanes pour 16, dans cet accroissement du revenu. Il restait à combler un déficit de vingt et quelques millions.

L'exercice de l'an XIII (septembre 1804 à septembre 1805), qui se terminait en ce moment, présentait des insuffisances plus grandes encore. Les constructions navales étant en partie achevées, on avait cru d'abord que la dépense de cet exercice pourrait être fort réduite. Quoique celui de l'an XII se fût élevé à 72 millions, on avait espéré solder celui de l'an XIII avec une somme de 684 millions. Mais les mois écoulés jusqu'ici révélaient une dépense mensuelle de 60 millions environ, ce qui supposait une dépense annuelle de 720. On avait, pour y faire face, les impôts et les ressources extraordinaires. Les impôts, qui produisaient 500 millions en 1801, s'étaient élevés, par le seul effet de l'aisance générale, et sans aucun changement dans les tarifs, à un produit de 560 millions. Les contributions indirectes, récemment établies, ayant rapporté près de 25 millions cette année, les dons volontaires des communes et des départements, convertis en centimes additionnels, fournissant encore une vingtaine de millions à peu près, on était arrivé à 600 millions de revenu permanent. Il fallait donc trouver

120 millions pour compléter le budget de l'an XIII. Le subside italien de 22 millions en devait procurer une partie. Mais le subside espagnol de 48 millions avait cessé en décembre 1804, par suite de la brutale déclaration de guerre que l'Angleterre avait faite à l'Espagne. Celle-ci servant désormais la cause commune par ses flottes, n'avait plus à la servir par ses finances. Le fonds américain, prix de la Louisiane, était dévoré. Pour suppléer à ces ressources, on avait ajouté au subside italien de 22 millions une somme de 36 millions en nouveaux cautionnements, espèce d'emprunt dont nous avons expliqué ailleurs le mécanisme, puis une aliénation de biens nationaux d'une vingtaine de millions, et enfin quelques remboursements dus par le Piémont, et montant à 6 millions. Le tout faisait, avec les impôts ordinaires, 684 millions. Restait donc une insuffisance de 36 à 40 millions pour arriver à 720.

Ainsi on était arriéré de 20 millions pour l'an XII, et de 40 pour l'an XIII. Mais ce n'était pas tout. La comptabilité, encore peu perfectionnée, ne révélant pas comme aujourd'hui tous les faits à l'instant même, on venait de découvrir quelques restes de dépenses non acquittées, et quelques non-valeurs dans les recettes, se rapportant aux exercices antérieurs, ce qui constituait encore une charge d'une vingtaine de millions. En additionnant ces divers déficit, 20 millions pour l'an XII, 40 pour l'an XIII, 20 de découverte récente, on pouvait évaluer à 80 millions environs l'arriéré qui commençait à se former depuis le renouvellement de la guerre.

Différents moyens avaient été employés pour y pourvoir. D'abord on s'était endetté avec la caisse d'amortissement. On aurait dû rembourser à cette caisse, à raison de 5 millions par an, les cautionnements dont il avait été fait ressource. On aurait dû lui verser, à raison de 10 millions par an, les 70 millions de la valeur des biens nationaux, que la loi de l'an IX lui avait attribués pour compenser l'augmentation de la dette publique. On ne lui avait remis aucune de ces deux sommes. Il est vrai qu'on l'avait nantie en biens nationaux, et qu'elle n'était pas un créancier bien exigeant. Le trésor lui devait une trentaine de millions à la fin de l'année XIII (septembre 1805).

On avait trouvé quelques autres ressources dans plusieurs perfectionnements apportés au service du trésor. Si l'État n'inspirait pas en général une grande confiance sous le rapport financier, certains agents des finances, dans les limites de leur service, en inspiraient beaucoup. Ainsi le caissier central du trésor, établi à Paris, chargé de tous les mouvements de fonds entre Paris et les provinces, émettait sur lui-même, ou sur les comptables ses correspondants, des traites qui étaient toujours acquittées à bureau ouvert, parce que les payements s'exécutaient, même au milieu de ces embarras, avec une parfaite exactitude. Cette espèce de banque avait pu mettre en circulation jusqu'à 15 millions de traites acceptées comme argent comptant.

Enfin une amélioration véritable dans le service des receveurs généraux avait procuré une ressource à peu près égale. Pour les contributions directes,

reposant sur la terre et les propriétés bâties, dont la valeur était connue d'avance, et l'échéance fixe comme une rente, on faisait souscrire à ces comptables des effets payables mois par mois à leur caisse, sous le titre souvent rappelé d'*obligations des receveurs généraux*. Mais pour les contributions indirectes, qui s'acquittent irrégulièrement, au fur et à mesure des consommations ou des transactions sur lesquelles elles reposent, on attendait que le produit fût réalisé pour tirer sur les receveurs généraux des effets appelés *bons à vue*. Ils jouissaient ainsi de cette partie des fonds de l'État pendant environ cinquante jours. Il fut établi qu'à l'avenir le trésor tirerait d'avance sur eux, et tous les mois, les mandats pour les deux tiers de la somme connue des contributions indirectes (cette somme était de 190 millions), que le dernier tiers resterait dans leurs mains pour faire face aux variations des rentrées, et n'arriverait au trésor que par la forme anciennement usitée des *bons à vue*. Ce versement plus prompt d'une partie des fonds de l'État répondait à un secours d'environ 15 millions.

Ainsi en s'endettant avec la caisse d'amortissement, en créant les traites du caissier central du trésor, en accélérant certaines rentrées, on avait trouvé des ressources pour une soixantaine de millions. Si on suppose le déficit de 80 ou 90, il devait manquer encore une trentaine de millions. On y avait suffi, soit en s'arriérant avec les fournisseurs, c'est-à-dire avec la fameuse compagnie des *Négociants réunis*, dont on ne payait pas les fournitures exactement, soit en escomptant d'avance

une somme d'*obligations des receveurs généraux* plus grande qu'on ne l'aurait dû.

Napoléon, qui ne voulait pas s'engager trop avant dans cette voie de l'arriéré, avait imaginé, pendant qu'il se trouvait en Italie, une opération qui, selon lui, n'avait rien de commun avec une émission de papier. Des 300 ou 400 millions de biens nationaux existant en 1800, il ne restait rien en 1805, non pas qu'on eût dépensé tout entière cette précieuse valeur, mais au contraire, parce que, dans le but de la conserver, on en avait fait la dotation de la caisse d'amortissement, du sénat, de la Légion d'honneur, des invalides, de l'instruction publique. Les quelques portions qu'on voyait figurer encore dans les budgets composaient un dernier reste qu'on livrait à la caisse d'amortissement, en acquittement de ce qu'on lui devait et de ce qu'on ne lui payait pas. Napoléon eut l'idée de reprendre à la Légion d'honneur et au sénat les domaines nationaux qu'il leur avait attribués, de leur donner en place des rentes, et de disposer de ces domaines pour une opération avec les fournisseurs. Effectivement, on délivra des rentes au sénat et à la Légion d'honneur en échange de leurs immeubles. Pour 1,000 francs de revenu en terre, on leur accorda 1,750 francs de revenu en rentes, afin de compenser la différence entre le prix des unes et des autres. Le sénat et la Légion d'honneur y gagnèrent ainsi une augmentation de dotation annuelle. On reprit ensuite les biens nationaux, et on commença à en livrer aux fournisseurs à un prix convenu. Ceux-ci, obligés d'emprunter à des capitalistes qui leur prêtaient les

fonds dont ils avaient besoin, trouvaient dans les immeubles un gage à l'aide duquel ils obtenaient du crédit, et se procuraient le moyen de continuer leur service. Ce fut la caisse d'amortissement qu'on chargea de toute cette opération, et qui prit sur les rentes rachetées la somme nécessaire pour indemniser le sénat et la Légion d'honneur. L'État, à son tour, dut la dédommager en créant à son profit une somme de rentes correspondante à celle dont elle venait de se dépouiller. C'est avec ces divers expédients, les uns légitimes, comme les améliorations de service, les autres fâcheux, comme les retards de payement aux fournisseurs et la reprise des biens donnés à divers établissements, c'est avec ces expédients, disons-nous, qu'on était parvenu à faire face au déficit qui s'était produit depuis deux années. De notre temps, la dette flottante, à laquelle on pourvoit avec les *bons royaux*, permettrait de supporter une charge quatre ou cinq fois plus considérable.

Tout cela n'eût présenté qu'un médiocre embarras, si la situation du commerce eût été bonne; mais il n'en était pas ainsi. Les négociants français, en 1802, croyant à la durée de la paix maritime, s'étaient engagés dans des opérations considérables, et avaient fait des expéditions pour tous les pays. La conduite violente de l'Angleterre, courant sur notre pavillon avant aucune déclaration de guerre, leur avait causé des pertes immenses, Beaucoup de maisons avaient dissimulé leur détresse, et, en se résignant à de grands sacrifices, en s'aidant les unes les autres de leur crédit, avaient supporté le premier coup. Mais la nouvelle secousse résul-

tant de la guerre continentale devait achever leur ruine. Déjà les banqueroutes commençaient dans les principales places de commerce et y produisaient un trouble général. Ce n'était pas là l'unique cause de gêne dans les affaires. Depuis la chute des assignats, le numéraire, quoiqu'il eût promptement reparu, était toujours demeuré insuffisant, par une cause facile à comprendre. Le papier-monnaie, tout en étant discrédité dès le premier jour de son émission, avait néanmoins fait l'office de numéraire, pour une partie quelconque des échanges, et avait expulsé de France une partie des espèces métalliques. La prospérité publique, subitement restaurée sous le Consulat, n'avait cependant pas assez duré pour ramener l'or et l'argent sortis du pays. On en manquait dans toutes les transactions. S'en procurer était, à cette époque, l'un des soucis constants du commerce. La banque de France, qui avait pris un rapide développement, parce qu'elle fournissait, au moyen de ses billets parfaitement accrédités, un supplément de numéraire, la banque de France avait la plus grande peine à maintenir dans ses caisses une réserve métallique proportionnée à l'émission de ses billets. Elle avait fait, sous ce rapport, de louables efforts, et tiré d'Espagne une somme énorme de piastres. Malheureusement, une voie d'écoulement, ouverte alors au numéraire, en laissait échapper autant qu'on pouvait en amener, c'était le payement des denrées coloniales. Autrefois, c'est-à-dire en 1788 et 1789, quand nous possédions Saint-Domingue, la France retirait de ses colonies, en sucre, café et autres produits

coloniaux, jusqu'à 220 millions de francs par an, dont elle consommait 70 ou 80, et exportait jusqu'à 150, particulièrement sous forme de sucre raffiné. Si on songe à la différence des valeurs entre ce temps et le nôtre, différence qui est du double au moins, on jugera quelle immense source de prosperité se trouvait tarie. Il fallait aller chercher hors de chez nous, et recevoir de nos propres ennemis, les denrées coloniales que, vingt ans auparavant, nous vendions à toute l'Europe. Une portion considérable de notre numéraire était transportée à Hambourg, Amsterdam, Gênes, Livourne, Venise, Trieste, pour payer les sucres et les cafés que les Anglais y faisaient entrer par le commerce libre ou par la contrebande. On envoyait en Italie fort au delà des 22 millions que nous payait cette contrée. Tous les commerçants du temps se plaignaient de cet acte de choses, et ce sujet était journellement discuté à la banque par les négociants les plus éclairés de France.

C'était à l'Espagne que toute l'Europe avait l'habitude de demander des métaux. Cette célèbre nation, à laquelle Colomb avait procuré des siècles d'une riche et fatale oisiveté, en lui ouvrant les mines de l'Amérique, s'était laissé obérer à force d'ignorance et de désordre. Les malheurs de la guerre s'ajoutant à une mauvaise administration, elle était alors la plus gênée des puissances, et donnait le spectacle toujours si triste du riche réduit à la misère. Les galions, arrêtés par la marine anglaise, faisaient faute, non-seulement à l'Espagne, mais à toute l'Europe. Bien que la sortie des piastres fût interdite dans la Péninsule,

la France les en faisait sortir par la contrebande, grâce à une longue contiguïté de territoire, et les pays voisins les emportaient souvent de France par le même moyen. Ce commerce interlope était aussi établi, aussi étendu qu'un commerce licite. Mais il était à cette époque fort contrarié par l'interruption des arrivages d'Amérique, et, chose singulière, l'Angleterre elle-même en souffrait. Habituée à puiser aux sources de la France et de l'Espagne, elle subissait la privation commune dont elle était la cause. L'argent qui s'accumulait dans les caves des gouverneurs espagnols du Mexique et du Pérou ne venait plus ni à Cadix, ni à Bayonne, ni à Paris, ni à Londres. L'Angleterre manquait de métaux pour tous les besoins, mais surtout pour le payement de la coalition européenne, car les denrées coloniales et les marchandises qu'elle fournissait soit à la Russie, soit à l'Autriche, ne suffisaient plus pour acquitter les subsides qu'elle avait pris l'engagement de leur fournir. M. Pitt avait lui-même allégué cette raison, pour contester aux puissances coalisées une partie des sommes qu'elles exigeaient. Après avoir donné presque pour rien des masses énormes de sucre et de café aux coalisés, le cabinet britannique leur envoyait, au lieu d'argent, des billets de la banque d'Angleterre. On venait d'en trouver dans les mains des officiers autrichiens.

Telles étaient les causes principales de la détresse commerciale et financière. Si la compagnie des *Négociants réunis*, qui faisait alors toutes les affaires du Trésor, fourniture des vivres, escompte

des *obligations*, escompte du subside espagnol, s'était bornée au service dont elle était chargée, bien qu'avec peine, elle aurait pu en supporter le fardeau. Elle ne trouvait plus à escompter à 1/2 pour 100 par mois (6 pour 100 par an) les *obligations des receveurs généraux;* c'est tout au plus si elle trouvait des capitalistes qui les lui escomptassent à elle-même à 3/4 pour 100 par mois (9 pour 100 par an), ce qui l'exposait à une perte énorme. Toutefois, le Trésor, en transigeant avec elle, et en l'indemnisant de l'usure exercée par les capitalistes, aurait eu le moyen de lui faciliter la continuation de son service. Mais son principal directeur, M. Ouvrard, avait basé sur cette situation un plan immense, fort ingénieux assurément, fort avantageux même, si ce plan avait joint au mérite de l'invention le mérite plus nécessaire encore de la précision du calcul. Ainsi qu'on l'a vu, les trois contractants qui formaient la compagnie des *Négociants réunis* s'étaient partagé les rôles. M. Desprez, ancien garçon de caisse, enrichi par une rare habileté dans le commerce du papier, était chargé de l'escompte des valeurs du Trésor. M. Vanlerberghe, fort entendu dans le commerce du blé, était chargé de la fourniture des vivres. M. Ouvrard, le plus hardi des trois, le plus fertile en ressources, s'était réservé les grandes spéculations. Ayant accepté de la France les valeurs avec lesquelles l'Espagne payait son subside, et ayant promis de les escompter, ce qui avait séduit M. de Marbois, il avait été amené à l'idée de nouer de grandes relations avec l'Espagne, cette souveraine du Mexique et du Pérou,

des mains de laquelle sortaient les métaux, objet de l'ambition universelle. Il s'était rendu à Madrid, où il avait trouvé une cour attristée par la guerre, par la fièvre jaune, par une disette affreuse, et par les exigences de Napoléon, dont elle était la débitrice. Rien de tout cela n'avait paru surprendre ou embarrasser M. Ouvrard. Il avait charmé par sa facilité, par son assurance, les vieilles gens qui régnaient à l'Escurial, comme il avait charmé M. de Marbois lui-même, en lui procurant les ressources que celui-ci ne savait pas trouver. Il avait offert d'abord d'acquitter le subside dû à la France pour la fin de 1803, et pour toute l'année 1804, ce qui était un premier soulagement qui venait fort à propos. Puis il avait fourni quelques secours immédiats d'argent, dont la cour éprouvait un pressant besoin. Il s'était chargé en outre de faire arriver des blés dans les ports d'Espagne, et de procurer aux escadres espagnoles les vivres dont elles manquaient. Tous ces services avaient été agréés avec une vive reconnaissance. M. Ouvrard avait écrit sur-le-champ à Paris, et par M. de Marbois, dont il possédait la faveur, il avait obtenu la permission, ordinairement refusée, de laisser sortir de France quelques chargements de blé pour les envoyer en Espagne. Ces arrivages subits avaient mis un terme à l'accaparement des grains dans les ports de la Péninsule; et en faisant cesser la disette, qui consistait plutôt dans une élévation factice des prix que dans le défaut des céréales, M. Ouvrard avait soulagé comme par enchantement les plus poignantes misères du peuple espagnol. Il n'en fallait pas

tant pour séduire et entraîner les administrateurs peu clairvoyants de l'Espagne.

On se demande naturellement avec quelles ressources la cour de Madrid pouvait payer M. Ouvrard de tous les services qu'elle en recevait. Le moyen était simple. M. Ouvrard voulait qu'on lui abandonnât l'extraction des piastres du Mexique. Il obtint, en effet, le privilége de les tirer des colonies espagnoles, au prix de 3 francs 75 centimes, tandis qu'elles valaient en France, en Hollande, en Espagne, 5 francs au moins. C'était un bénéfice extraordinaire, mais bien mérité assurément, si M. Ouvrard parvenait à tromper les croisières anglaises, et à transporter du nouveau monde dans l'ancien ces métaux devenus si précieux. L'Espagne, qui succombait sous la misère, était très-heureuse, avec l'abandon du quart de ses richesses, de réaliser les trois autres quarts. Les fils de famille oisifs et prodigues ne traitent pas toujours aussi avantageusement avec les intendants qui rançonnent leur prodigalité.

Mais comment faire venir ces piastres malgré M. Pitt et les flottes anglaises? M. Ouvrard ne fut pas plus embarrassé de cette difficulté que des autres. Il imagina de se servir de M. Pitt lui-même, au moyen de la plus singulière des combinaisons. Il y avait des maisons hollandaises, celle de M. Hope notamment, qui étaient établies à la fois en Hollande et en Angleterre. Il eut l'idée de leur vendre des piastres espagnoles, à un prix qui assurait encore à sa compagnie un bénéfice assez considérable. C'était à ces maisons à obtenir de M. Pitt qu'il les laissât venir du Mexique.

Comme M. Pitt en avait besoin pour son propre compte, il était possible que, dans le désir de s'en procurer, il en laissât passer une certaine somme, quoiqu'il sût qu'il devait la partager avec ses ennemis. C'était une espèce de contrat tacite dont les maisons hollandaises associées des maisons anglaises, devaient être les intermédiaires. L'expérience prouva plus tard que ce contrat était réalisable pour une partie, sinon pour le tout. M. Ouvrard songea aussi à se servir des maisons américaines, qui, avec sa délégation et grâce au pavillon neutre, pouvaient aller chercher des piastres dans les colonies espagnoles pour les rapporter en Europe. Mais la question était de savoir combien M. Pitt laisserait passer de ces piastres, combien les Américains pourraient en transporter à la faveur de la neutralité. Si on avait eu du temps, une pareille spéculation aurait pu réussir, rendre d'importants services à la France et à l'Espagne, et procurer à la compagnie d'abondants et légitimes profits. Malheureusement les besoins étaient bien urgents. Sur 80 ou 90 millions d'arriéré, auxquels il fallait que le Trésor français fît face avec des expédients, il y avait 30 millions environ qu'il devait à la compagnie des *Négociants réunis*, et qu'il lui payait avec des immeubles. Elle avait donc à supporter cette première charge. Elle avait à fournir en outre à ce même Trésor français la valeur d'une année au moins du subside espagnol, c'est-à-dire 40 à 50 millions; elle avait à lui escompter *les obligations des receveurs généraux;* elle avait enfin à payer les blés envoyés dans les ports de la Péninsule, et les vivres

procurés aux flottes espagnoles. C'était là une situation qui ne permettait guère d'attendre le succès de spéculations hasardeuses et lointaines. Jusqu'à ce succès la compagnie était réduite à vivre d'expédients. Elle avait engagé à des prêteurs les immeubles reçus en payement. Ayant réussi, grâce à la complaisance de M. de Marbois, à se saisir presque complétement du portefeuille du Trésor, elle y puisait à pleines mains des *obligations des receveurs généraux*, qu'elle confiait à des capitalistes prêtant leur argent sur gage, à un prix usuraire. Elle faisait escompter une partie de ces mêmes *obligations* par la Banque de France, qui, entraînée par son intimité avec le gouvernement, ne refusait rien de ce qui était réclamé au nom du service public. La compagnie recevait la valeur de ces escomptes en billets de la Banque, et la situation se résolvait dès lors en une émission, chaque jour plus considérable, de ces billets. Mais la réserve métallique n'augmentant pas en proportion de la masse des billets émis, il en résultait un véritable danger; et c'était la Banque en réalité qui allait bientôt supporter le poids des embarras de tout le monde. Aussi des voix s'étaient-elles élevées dans le sein du conseil de régence, pour demander qu'on mît un terme aux secours accordés à M. Desprez, représentant de la compagnie des *Négociants réunis*. Mais d'autres voix moins prudentes et plus patriotiques, celle de M. Perregaux surtout, s'étaient prononcées contre une telle proposition, et avaient fait accorder les secours réclamés par M. Desprez.

Le Trésor français, le Trésor espagnol, la com-

pagnie des *Négociants réunis* qui leur servait de lien, se conduisaient comme ces maisons embarrassées, qui se prêtent leur signature, et s'aident les unes les autres d'un crédit qu'elles n'ont pas. Mais il faut reconnaître que le Trésor français était la moins gênée de ces trois maisons associées, et qu'il était exposé à souffrir beaucoup d'une pareille communauté d'affaires ; car, au fond, c'était avec ses seules ressources, c'est-à-dire avec les *obligations des receveurs généraux* escomptées par la Banque, qu'on faisait face à tous les besoins, et qu'on nourrissait les armées espagnoles aussi bien que les armées françaises. Au surplus le secret de cette situation extraordinaire n'était pas connu. Les associés de M. Ouvrard, dont les engagements avec lui n'ont jamais été bien définis, quoique ces engagements aient été le sujet de longs procès, ne savaient pas eux-mêmes toute l'étendue du fardeau qui allait peser sur eux. Éprouvant déjà beaucoup de gêne, ils appelaient M. Ouvrard à grands cris, et ils lui avaient fait donner par M. de Marbois l'ordre de revenir immédiatement à Paris. M. de Marbois, peu capable de juger par ses yeux de tous les détails d'un vaste maniement de fonds, trompé de plus par un commis infidèle, ne soupçonnait pas à quel point les ressources du Trésor étaient abandonnées à la compagnie. Napoléon lui-même, quoiqu'il étendît sur toutes choses son infatigable vigilance, ne voyant dans les services qu'une insuffisance réelle d'une soixantaine de millions, à laquelle on pouvait suppléer avec des biens nationaux et divers expédients, ignorant la confusion qui s'était établie entre les

opérations du Trésor et celles des *Négociants réunis*, ne saisissait pas la véritable cause des embarras et des inquiétudes qui commençaient à se produire. Il attribuait la gêne dont on souffrait partout aux fausses spéculations du commerce français, à l'usure que les possesseurs de capitaux cherchaient à exercer, et se plaignait des gens d'affaires, à peu près comme il se plaignait des idéologues quand il rencontrait des idées qui le contrariaient. Quoi qu'il en soit, il ne voulait pas qu'on tirât de cet état de choses des objections à l'exécution de ses ordres. Il avait demandé 12 millions en espèces à Strasbourg, et les avait demandés si impérieusement qu'on avait eu recours aux moyens les plus extrêmes pour les trouver. Il avait exigé 10 autres millions en Italie, et la compagnie, réduite à les acheter à Hambourg, les faisait passer à Milan soit en argent, soit en or, en traversant le Rhin et les Alpes. Napoléon, d'ailleurs, comptait avoir frappé de tels coups avant quinze ou vingt jours, qu'il aurait mis un terme à tous les embarras. — « Avant quinze jours, disait-il, j'aurai battu les Russes, les Autrichiens et les joueurs à la baisse. »

Ces ressources bien ou mal obtenues du Trésor, il s'occupa de la conscription et de l'organisation de sa réserve. Le contingent annuel se divisait alors en deux moitiés de 30,000 hommes chacune, la première appelée à un service actif, la seconde laissée dans le sein de la population, mais pouvant être réunie sous les drapeaux sur un simple appel du gouvernement. Il restait encore une grande partie du contingent des années IX, X,

XI, XII et XIII. C'étaient des hommes d'un âge fait, dont le gouvernement pouvait disposer par décret. Napoléon les appela tous; mais il voulut en outre devancer la levée de l'an XIV, comprenant les individus qui devaient atteindre l'âge requis, du 23 septembre 1805 au 23 septembre 1806; et comme le calendrier grégorien allait être remis en usage au 1[er] janvier suivant, il fit ajouter à cette levée les jeunes gens qui auraient atteint l'âge légal du 23 septembre au 31 décembre 1806. Il résolut donc de comprendre en une seule levée de quinze mois tous les conscrits auxquels la loi serait applicable, depuis le mois de septembre 1805 jusqu'au mois de décembre 1806. Cette mesure devait lui fournir 80,000 hommes, dont les derniers ne compteraient pas tout à fait vingt ans révolus. Mais il ne songeait pas à les employer tout de suite à un service de guerre. Il se proposait de les préparer au métier des armes, en les plaçant dans les troisièmes bataillons, qui composaient le dépôt de chaque régiment. Ces hommes auraient ainsi un an ou deux, soit pour s'instruire, soit pour se renforcer, et fourniraient dans quinze ou dix-huit mois d'excellents soldats, presque aussi bien formés que ceux du camp de Boulogne. C'était là une combinaison bonne à la fois pour la santé des hommes et pour leur instruction militaire, car le conscrit de vingt ans, s'il entre immédiatement en campagne, va bientôt finir à l'hôpital. Mais cette combinaison n'était possible qu'à un gouvernement qui, ayant une armée tout organisée à présenter à l'ennemi, n'avait besoin du contingent annuel qu'à titre de réserve.

Le corps législatif n'étant pas assemblé, il fallait perdre du temps pour le convoquer. Napoléon ne consentit point à un tel retard, et imagina de s'adresser au sénat, en se fondant sur deux motifs : le premier, l'irrégularité d'un contingent qui comprenait plus de douze mois, et quelques conscrits de moins de vingt ans; le second, l'urgence des circonstances. On sortait de la légalité en agissant ainsi, car le sénat ne pouvait voter ni la contribution en argent, ni la contribution en hommes. Il était chargé de fonctions d'un autre ordre, comme d'empêcher l'adoption des lois inconstitutionnelles, de remplir les lacunes de la constitution, et de veiller sur les actes du gouvernement entachés d'arbitraire. Au corps législatif seul appartenait le vote des impôts et des levées d'hommes. C'était une faute que de violer cette constitution, déjà si flexible, et de la rendre par trop illusoire, en négligeant si facilement d'en observer les formes. C'était une autre faute de ne pas ménager davantage l'emploi du sénat, dont on avait fait la ressource ordinaire de tous les cas difficiles, et d'indiquer trop clairement que l'on comptait sur sa docilité beaucoup plus que sur celle du corps législatif. L'archichancelier Cambacérès, n'aimant pas les excès de pouvoir qui n'étaient pas indispensables, fit ces remarques, et soutint qu'il faudrait au moins, pour l'observation des formes, attribuer par une mesure organique le vote des contingents au sénat. Napoléon, qui, sans méconnaître les vues de prudence, les remettait à un autre temps quand il était pressé, ne voulut ni poser de règle générale, ni différer

la levée du contingent. En conséquence, il ordonna de préparer pour la levée de la conscription de 1806 un sénatus-consulte fondé sur deux considérations extraordinaires : l'irrégularité du contingent, embrassant plus d'une année entière, et l'urgence des circonstances, qui ne permettait pas d'attendre la réunion du corps législatif.

Il songea également à recourir aux gardes nationales instituées en vertu des lois de 1790, 1791 et 1795. Cette troisième coalition ayant tous les caractères des deux premières, bien que les temps fussent changés, bien que l'Europe en voulût moins aux principes de la France, et beaucoup plus à sa grandeur, il pensait que la nation devait à son gouvernement un concours aussi énergique, aussi unanime qu'autrefois. Il ne pouvait pas attendre le même élan, car le même enthousiasme révolutionnaire ne subsistait plus; mais il pouvait compter sur une parfaite soumission à la loi de la part des citoyens, et sur un profond sentiment d'honneur chez ceux d'entre eux que la loi appellerait. Il ordonna donc la réorganisation des gardes nationales, mais en s'attachant à les rendre plus obéissantes et plus militaires. Pour cela il fit préparer un sénatus-consulte, qui l'autorisait à régler leur organisation par des décrets impériaux. Il résolut de s'attribuer la nomination des officiers, et de réunir dans les compagnies de chasseurs et de grenadiers, la portion la plus jeune et la plus guerrière de la population. Il la destinait à la défense des places fortes, et à certaines réunions accidentelles sur les points menacés, tels que Boulogne, Anvers, la Vendée.

Ces divers éléments furent disposés de la manière suivante. Près de 200.000 soldats marchaient en Allemagne; 70,000 défendaient l'Italie; vingt et un bataillons d'infanterie plus quinze bataillons de marine gardaient Boulogne. On a déjà vu que les régiments étaient composés de trois bataillons, deux de guerre, un de dépôt, ce dernier chargé de recevoir les soldats malades ou convalescents, d'instruire les conscrits. Déjà un certain nombre de ces troisièmes bataillons avaient été placés à Boulogne. Tous les autres furent établis de Mayence à Strasbourg. On dirigea vers ces trois points les hommes restant à lever sur les années IX, X, XI, XII, XIII, et les 80,000 conscrits de 1806. Ils devaient être versés dans les troisièmes bataillons, pour s'y exercer et y acquérir des forces. Les plus âgés, lorsqu'ils seraient formés, viendraient plus tard, organisés en corps de marche, remplir les vides que la guerre aurait opérés dans les rangs de l'armée C'était une réserve de 150,000 hommes au moins, gardant la frontière, et assurant le recrutement des corps. Les gardes nationales, appuyant cette réserve, devaient être organisées dans le nord et l'ouest pour accourir à la défense des côtes, surtout pour se rendre à Boulogne ou Anvers, si les Anglais essayaient de brûler la flottille, ou de détruire les chantiers élevés sur l'Escaut. Déjà le maréchal Brune avait été chargé de commander à Boulogne. Le maréchal Lefebvre dut commander à Mayence, le maréchal Kellermann à Strasbourg. Ces nominations attestaient le tact parfait de Napoléon. Le maréchal Brune avait une réputation acquise en 1799,

pour avoir repoussé une descente des Russes et des Anglais. Les maréchaux Lefebvre et Kellermann, vieux soldats, qui avaient reçu pour prix de leurs services une place au sénat et le bâton de maréchal honoraire, étaient propres à veiller à l'organisation de la réserve, pendant que leurs compagnons d'armes, plus jeunes, feraient la guerre active. Ils devenaient en même temps l'occasion d'une dérogation à la loi qui interdisait aux sénateurs les fonctions publiques. Cette loi déplaisait fort au sénat, et on y dérogeait très-adroitement, en appelant quelques-uns de ses membres à former l'arrière-ban de la défense nationale.

Ces dispositions terminées, Napoléon fit porter au sénat les mesures que nous venons d'énumérer, et les présenta lui-même dans une séance impériale, tenue au Luxembourg le 23 septembre. Il y parla en termes précis et fermes de la guerre continentale qui venait de le surprendre, tandis qu'il était occupé de l'expédition d'Angleterre, des explications demandées à l'Autriche, des réponses ambiguës de cette cour, de ses mensonges aujourd'hui démontrés, puisque ses armées avaient passé l'Inn le 8 septembre, au moment où elle protestait le plus fortement de son amour pour la paix. Il fit appel au dévouement de la France, et promit d'avoir anéanti bientôt la nouvelle coalition. Les sénateurs lui donnèrent de grandes marques d'assentiment, bien qu'au fond du cœur ils attribuassent aux réunions d'États opérées en Italie la nouvelle guerre continentale. Dans les rues que le cortége impérial eut à parcourir, du Luxembourg aux Tuileries, l'enthou-

siasme populaire, comprimé par la souffrance, fut moins expressif que de coutume. Napoléon s'en aperçut, en fut piqué, et en témoigna quelque humeur à l'archichancelier Cambacérès. Il y voyait une injustice du peuple parisien envers lui; mais il parut en prendre son parti, se promettant d'exciter bientôt des cris d'enthousiasme, plus grands, plus vifs que ceux qui avaient retenti tant de fois à ses oreilles, et il reporta sa pensée, qui n'avait le temps de séjourner sur aucun sujet, vers les événements qui se préparaient aux bords du Danube. Pressé de partir, il fit un règlement pour l'organisation du gouvernement en son absence. Son frère Joseph eut la mission de présider le sénat; son frère Louis, en qualité de connétable, dut s'occuper des levées d'hommes et de la formation des gardes nationales. L'archichancelier Cambacérès fut chargé de la présidence du conseil d'État. Toutes les affaires devaient être traitées dans un conseil, composé des ministres et des grands dignitaires, présidé par le grand électeur Joseph. Il fut établi que par des courriers partant tous les jours on ferait parvenir à Napoléon un rapport sur chaque affaire, avec l'avis personnel de l'archichancelier Cambacérès. Celui-ci, craignant que Joseph Bonaparte, présidant le conseil du gouvernement, ne fût blessé du rôle de critique suprême attribué à l'un des membres de ce conseil, en fit l'observation à Napoléon. Mais Napoléon l'interrompit brusquement, en lui disant que, pour ménager les vanités, il ne voulait pas se priver des lumières les plus précieuses pour lui. Il persista. Ses décisions devaient revenir à

Paris à la suite du rapport envoyé par l'archichancelier. Il n'y avait que les cas d'urgence, dans lesquels le conseil fût autorisé à devancer la volonté de l'Empereur, et à donner des ordres, que chaque ministre exécutait, sous sa responsabilité personnelle. Ainsi, Napoléon se réservait la décision de toutes choses, même en son absence, et faisait de l'archichancelier Cambacérès l'œil de son gouvernement, pendant qu'il serait loin du centre de l'Empire.

Tout ce qui l'entourait le vit partir avec chagrin. On n'avait pas le secret de son génie, on ne savait pas combien il abrégerait la guerre. On craignait qu'elle ne fût longue, et on était assuré qu'elle serait sanglante. On se demandait quel serait le sort de la France si une pareille tête venait à être frappée par le boulet qui perça la poitrine de Turenne, ou par la balle qui brisa le front de Charles XII. D'ailleurs, ceux qui l'approchaient, tout brusque, tout absolu qu'il était, ne pouvaient s'empêcher de le chérir. Ce fut donc avec un vif regret qu'ils le virent s'éloigner. Il consentit à être accompagné jusqu'à Strasbourg par l'impératrice, qui lui était toujours plus attachée, à mesure qu'elle avait plus de craintes pour la durée de son union avec lui. Il emmenait le maréchal Berthier, laissant à M. de Talleyrand l'ordre de suivre le quartier général à une certaine distance et avec quelques commis. Parti le 24 de Paris, Napoléon était arrivé le 26 à Strasbourg.

Déjà, au grand étonnement de l'Europe, l'armée, qui vingt jours auparavant se trouvait sur les bords de l'Océan, était au centre de l'Allemagne;

sur les bords du Mein, du Necker et du Rhin. Jamais marche plus secrète, plus rapide, n'avait eu lieu dans aucun temps. Les têtes de colonne s'apercevaient partout, à Würtzbourg, à Mayence, à Strasbourg. La joie des soldats était au comble, et quand ils voyaient Napoléon, ils l'accueillaient par les cris de *vive l'Empereur!* mille fois répétés. Cette foule innombrable de troupes d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, subitement réunies; ces convois de vivres, de munitions, formés à la hâte; ces longues files de chevaux, achetés en Suisse et en Souabe; tous ces mouvements enfin d'une armée qu'on n'attendait pas quelques jours auparavant, et qui était subitement apparue, présentaient un spectacle unique, relevé encore par la présence d'une cour militaire à la fois sévère et brillante, et par une immense affluence de curieux accourus pour voir l'empereur des Français partant pour la guerre.

La coalition s'était hâtée de son côté, mais elle n'était pas si bien préparée que Napoléon, et surtout pas si active, quoique animée des passions les plus ardentes. Il avait été convenu entre les puissances coalisées qu'elles porteraient leurs forces principales vers le Danube, avant l'hiver, afin que Napoléon ne pût pas profiter de la difficulté des communications pendant la mauvaise saison, pour écraser l'Autriche isolée de ses alliés. Tous les ordres de mouvement avaient donc été donnés pour la fin d'août et le commencement de septembre. En agissant ainsi, les coalisés croyaient être fort en avance sur Napoléon, et se flattaient de pouvoir commencer les hostilités au moment

qu'ils jugeraient le plus opportun. Ils ne s'attendaient pas à trouver les Français rendus sitôt sur le théâtre de la guerre.

Un rassemblement russe se formait à Revel, et s'embarquait dans les premiers jours de septembre pour Stralsund. Il se composait de 16,000 hommes sous le commandement du général Tolstoy. Douze mille Suédois les avaient déjà précédés à Stralsund. Ils devaient tous ensemble se rendre par le Mecklembourg en Hanovre, et s'y joindre à 15,000 Anglais, débarqués par l'Elbe à Cuxhaven. (Voir la carte n° 28.) C'était une armée de 43,000 hommes destinée à exécuter l'attaque par le nord. Cette attaque devait être ou principale ou accessoire, suivant que la Prusse s'y joindrait ou ne s'y joindrait pas.

Deux grandes armées russes, de 60,000 hommes chacune, s'avançaient l'une par la Gallicie, sous le général Kutusof, l'autre par la Pologne, sous le général Buxhoewden. La garde russe, sous l'archiduc Constantin, forte de 22,000 hommes d'élite, suivait la seconde. Une armée de réserve sous le général Michelson se formait à Wilna. Le jeune empereur Alexandre, entraîné à la guerre par légèreté, assez clairvoyant pour apercevoir sa faute, mais point assez résolu pour en revenir, ou pour la corriger par l'énergie de l'exécution, l'empereur Alexandre, dominé, sans se l'avouer, par une crainte secrète, ne s'était décidé que fort tard à faire les derniers préparatifs. Le corps de Gallicie, qui, sous le général Kutusof, devait venir au secours des Autrichiens, n'avait atteint la frontière d'Autriche que vers la fin d'août. Il avait à tra-

verser la Gallicie de Brody à Olmutz, la Moravie d'Olmutz à Vienne, l'Autriche et la Bavière de Vienne à Ulm. (Voir la carte n° 28.) C'était beaucoup plus de chemin que les Français n'en avaient à parcourir de Boulogne à Ulm, et les Russes ne savaient pas franchir les distances comme les Français. L'Europe, qui a vu marcher nos soldats, sait bien que jamais il n'en exista d'aussi rapides. La prévision de Napoléon s'accomplissait donc, et déjà les Russes étaient en retard.

La seconde armée russe, placée entre Varsovie et Cracovie (voir la carte n° 28), aux environs de Pulawi, forte, avec les gardes russes, de 70,000 hommes, attendait l'arrivée de l'empereur Alexandre pour recevoir ses directions à l'égard de la Prusse. Ce monarque avait voulu voir l'embarquement de ses troupes à Revel, avant de partir pour l'armée de Pologne, et s'était rendu à Pulawi, belle demeure de l'illustre famille des Czartoryski, à quelque distance de Varsovie. Il était là chez son jeune ministre des affaires étrangères, le prince Adam Czartoryski, pour communiquer de plus près avec la cour de Berlin.

A côté d'Alexandre se trouvait le prince Pierre Dolgorouki, officier débutant dans la carrière des armes, plein de présomption et d'ambition, ennemi de la coterie des jeunes gens d'esprit qui gouvernait l'empire, cherchant à persuader à l'empereur que ces jeunes gens étaient des Russes infidèles, qui, dans l'intérêt de la Pologne, trahissaient la Russie. La mobilité d'Alexandre donnait au prince Dolgorouki plus d'une chance de succès. Il était

faux que le prince Adam, le plus honnête des hommes, fût capable de trahir Alexandre. Mais il haïssait la cour de Prusse, dont il prenait la faiblesse pour de la duplicité; il souhaitait, par un sentiment tout polonais, que le projet de violenter cette cour si elle n'adhérait pas aux vues de la coalition, s'accomplît à la rigueur, que l'on rompît avec elle, et que, passant sur le corps de ses armées à peine formées, on lui enlevât Varsovie et Posen, pour proclamer Alexandre roi de la Pologne reconstituée. C'était là un vœu tout naturel chez un Polonais, mais peu réfléchi chez un homme d'État russe. Napoléon seul suffisait pour battre la coalition : que serait-ce si on lui donnait l'alliance forcée de la Prusse?

Au surplus, c'était beaucoup trop exiger du caractère irrésolu d'Alexandre. Il avait envoyé son ambassadeur à Berlin, M. d'Alopeus, pour faire appel à l'amitié de Frédéric-Guillaume, pour lui demander d'abord le passage d'une armée russe, à travers la Silésie, et pour lui insinuer ensuite qu'on ne doutait pas du concours de la Prusse pour l'œuvre si méritoire de la délivrance européenne. Le négociateur était même autorisé à déclarer au cabinet prussien qu'il n'y avait pas à balancer, que la neutralité était impossible, que si le passage n'était pas accordé de bonne grâce, on le prendrait de force. M. d'Alopeus devait être secondé par le prince Dolgorouki, l'aide de camp d'Alexandre. Celui-ci était chargé de laisser voir clairement à Berlin le parti pris d'entraîner la Prusse par des caresses, ou de la décider par la violence. On avait même poussé les choses à Pu-

lawi, jusqu'à rédiger le manifeste qui précéderait les hostilités.

Tandis que ces vives instances étaient adressées à la Prusse par les agents russes, elle se trouvait en présence des négociateurs français MM. Duroc et de Laforest, chargés par Napoléon de lui offrir le Hanovre. On doit se souvenir que le grand maréchal du palais Duroc était parti de Boulogne avec mission de porter cette offre à Berlin. La probité du jeune roi n'y avait pas tenu; et les sentiments de M. de Hardenberg, qu'on appelait en Europe le ministre bien pensant, n'y avaient pas tenu davantage. M. de Hardenberg ne voyait dans cette affaire qu'une difficulté, c'était de trouver une forme qui sauvât l'honneur de son maître aux yeux de l'Europe. Deux mois avaient été employés, juillet et août, à chercher cette forme. On en avait imaginé une qui ne laissait pas d'être assez ingénieuse. C'était la même que la coalition avait imaginée de son côté pour commencer la guerre contre Napoléon, c'est-à dire une médiation armée. Le roi de Prusse devait, dans l'intérêt de la paix, qui était, disait-on, un besoin de toutes les puissances, déclarer à quelles conditions l'équilibre de l'Europe lui semblerait suffisamment garanti, énoncer ces conditions, et donner ensuite à comprendre qu'il se prononcerait pour ceux qui les admettraient contre ceux qui refuseraient de les admettre, ce qui signifiait qu'il ferait la guerre de moitié avec la France, afin de gagner le Hanovre. Il devait adopter, en effet, dans sa déclaration, la plupart des conditions de Napoléon, telles que la création du royaume d'Ita-

lie, avec séparation des deux couronnes à l'époque de la paix générale, la réunion du Piémont et de Gênes à l'empire, la libre disposition de Parme et de Plaisance laissée à la France, l'indépendance de la Suisse et de la Hollande, enfin l'évacuation de Tarente et du Hanovre à la paix. Il n'y avait de difficulté que sur la manière d'entendre l'indépendance de la Suisse et de la Hollande. Napoléon, qui n'avait alors aucune vue sur ces deux pays, ne voulait cependant pas garantir leur indépendance dans des termes qui permissent aux ennemis de la France d'y opérer une contre-révolution. Les contestations sur ce sujet s'étaient prolongées jusqu'à la fin du mois de septembre, et le jeune roi de Prusse allait finir par se résigner à la violence qu'on voulait lui faire, quand il reconnut clairement, à la marche des armées russes, autrichiennes et françaises, que la guerre était inévitable et prochaine. Saisi de crainte à cet aspect, il se rejeta en arrière, et ne parla plus ni de médiation armée, ni d'acquisition du Hanovre pour prix de cette médiation. Il rentra dans son système ordinaire de neutralité du nord de l'Allemagne. Alors MM. Duroc et de Laforest, d'après les ordres de Napoléon, lui offrirent ce que le cabinet de Berlin avait tant de fois demandé lui-même, la remise du Hanovre à la Prusse, à titre de dépôt, à condition que celle-ci en assurerait la possession à la France. Mais, quelque plaisir que fissent éprouver au roi Frédéric-Guillaume la retraite des Français et la remise d'un dépôt si précieux, il vit qu'il faudrait s'opposer à l'expédition du nord, et il refusa encore.

Il fit mille protestations d'attachement à Napoléon, à sa dynastie, à son gouvernement, ajoutant que, s'il ne cédait pas à ses sympathies, c'est qu'il était sans défense contre la Russie du côté de la Pologne. A cela MM. Duroc et de Laforest répliquèrent par l'offre d'une armée de 80,000 Français prête à se joindre aux Prussiens. Mais c'était encore la guerre, et Frédéric-Guillaume la repoussa sous cette nouvelle forme. C'est dans ce moment que M. d'Alopeus et le prince Dolgorouki arrivèrent à Berlin afin de demander à la Prusse de se prononcer pour la coalition. Le roi ne fut pas moins effrayé des demandes des uns que des propositions des autres. Il répondit par des protestations exactement semblables à celles qu'il adressait aux négociateurs français. Il était, disait-il, plein d'attachement pour le jeune ami dont il avait fait la connaissance à Memel, mais il serait le premier en butte aux coups de Napoléon, et il ne pouvait pas exposer ses sujets à de si grands périls, sans se rendre coupable envers eux. Les envoyés russes, insistant, lui dirent que le rassemblement formé entre Varsovie et Cracovie était justement placé là pour le secourir, que c'était une amicale prévoyance de l'empereur Alexandre, que les 70,000 Russes composant ce rassemblement allaient traverser la Silésie et la Saxe, pour se porter sur le Rhin, et recevoir le premier choc des armées françaises. Ces raisons n'entraînèrent pas Frédéric-Guillaume. Alors on alla plus loin, et on lui laissa entendre qu'il était trop tard, que, ne doutant pas de son adhésion, on avait déjà ordonné aux troupes russes de franchir le territoire prus-

sien. A cette espèce de violence, Frédéric-Guillaume ne se contint plus. On s'était trompé sur son caractère. Il était irrésolu, ce qui lui donnait souvent l'apparence de la faiblesse et de la duplicité, mais, poussé à bout, il devenait opiniâtre et colère. Il s'emporta, convoqua un conseil auquel furent appelés le vieux duc de Brunswick et le maréchal de Mollendorf, et se décida, malgré sa parcimonie, à mettre l'armée prussienne sur le pied de guerre. Se voyant sur le point d'être violenté par les uns ou par les autres, il résolut de prendre ses précautions, et ordonna la réunion de 80,000 hommes, ce qui devait lui coûter 16 millions d'écus prussiens (64 millions de francs), à prélever, partie sur les revenus de l'État, partie sur le trésor du grand Frédéric, trésor dissipé sous le règne précédent, et refait pendant le règne actuel à force d'économies.

M. d'Alopeus, effrayé de ces dispositions, se hâta d'écrire à Pulawi, pour conseiller à son empereur, avec les plus vives instances, de ménager le roi de Prusse, si on ne voulait avoir toutes les forces de la monarchie prussienne sur les bras.

Quand ces nouvelles arrivèrent à Pulawi, elles ébranlèrent la résolution d'Alexandre. Le prince Adam Czartoryski l'avait vivement pressé de se décider, de ne pas donner à la Prusse le temps de se mettre en garde, et d'enlever le passage au lieu de le solliciter si longuement. Si la Prusse tournait à la guerre, disait le prince Adam, on déclarerait Alexandre roi de Pologne et on organiserait ce royaume sur les derrières des armées russes. Si au contraire elle se rendait, on aurait réalisé le

plan des coalisés, et conquis un allié de plus. Mais Alexandre, éclairé par la correspondance de M. d'Alopeus, résista aux conseils de son jeune ministre, renvoya son aide de camp Dolgorouki à Berlin, pour affirmer à son royal ami qu'il n'avait jamais eu l'intention de contraindre sa volonté, qu'au contraire il venait de donner ordre à l'armée russe de s'arrêter sur la frontière prussienne, qu'il en agissait ainsi par déférence pour lui, mais que de si grandes affaires ne pouvaient pas se traiter par intermédiaires, et qu'il lui demandait une entrevue. Frédéric Guillaume craignant d'être violenté par les caresses d'Alexandre, autant qu'il aurait pu l'être par ses armées, ne se sentait aucun goût pour une telle entrevue. Cependant la cour, qui penchait pour la coalition et pour la guerre, la reine dont les sentiments étaient d'accord avec ceux du jeune empereur, lui persuadèrent qu'il ne pouvait pas refuser. L'entrevue fut accordée pour les premiers jours d'octobre. En attendant, MM. de Laforest et Duroc étaient à Berlin, recevant de leur côté toute sorte d'assurances de neutralité.

Tandis que les Russes employaient ainsi le mois de septembre, l'Autriche faisait un meilleur usage de ce temps précieux. Pendant qu'elle chargeait M. de Cobentzel de répéter sans cesse à Paris que son unique désir était de négocier et d'obtenir des garanties pour l'état futur de l'Italie, elle mettait à profit les subsides anglais avec la plus extrême activité. Elle avait réuni d'abord 100,000 hommes en Italie, sous l'archiduc Charles. C'était là qu'elle plaçait son meilleur général, sa plus

forte armée, afin de recouvrer ses provinces les plus regrettées. Vingt-cinq mille hommes, sous l'archiduc Jean, celui qui commandait à Hohenlinden, gardaient le Tyrol; 80 à 90,000 hommes étaient destinés à envahir la Bavière, à se porter en Souabe, et à prendre la fameuse position d'Ulm, où M. de Kray, en 1800, avait retenu si longtemps le général Moreau. Les 50 ou 60,000 Russes du général Kutusof, venant se joindre à l'armée autrichienne, devaient former une masse de 140,000 combattants, avec laquelle on espérait donner assez d'occupation aux Français pour procurer aux autres armées russes le temps d'arriver, à l'archiduc Charles le temps de reconquérir l'Italie, et aux troupes envoyées en Hanovre et à Naples le temps de produire une diversion utile. C'était le fameux général Mack, celui qui avait été le rédacteur de tous les plans de campagne contre la France, et qui venait, avec beaucoup d'activité et une certaine intelligence des détails militaires, de remettre l'armée autrichienne sur le pied de guerre, c'était ce même général qu'on avait chargé du commandement de l'armée de Souabe, de moitié avec l'archiduc Ferdinand.

On avait profité des villes appartenant à l'Autriche dans cette contrée, pour préparer des magasins entre le lac de Constance et le haut Danube. La ville de Memmingen, placée sur l'Iller, et formant la gauche de la position dont Ulm forme la droite, était une de ces villes. On y avait réuni des approvisionnements immenses, et élevé quelques retranchements, ce qu'il n'était pas possible de faire à Ulm, qui appartenait à la Bavière.

Tout cela s'était exécuté dans les derniers jours d'août. Mais l'Autriche, par une précipitation qui ne lui était pas ordinaire, commit ici une faute grave. On ne pouvait occuper cette position d'Ulm sans franchir la frontière bavaroise. De plus, la Bavière possédait une armée de 25,000 hommes, de grands magasins, la ligne de l'Inn, et on avait ainsi toute sorte de raisons pour être les premiers à se saisir d'une si riche proie. On imagina d'agir avec elle comme la Russie avec la Prusse, c'est-à-dire de la surprendre et de l'entraîner. C'était plus facile, il est vrai, mais les conséquences, si on échouait, devaient être fâcheuses.

Le général Mack étant arrivé sur les bords de l'Inn, le prince de Schwartzenberg fut envoyé à Munich, pour faire à l'électeur les instances les plus vives de la part de l'empereur d'Allemagne. Il était chargé de lui demander de se prononcer en faveur de la coalition, de joindre ses troupes à celles de l'Autriche, de consentir à ce qu'elles fussent incorporées dans l'armée impériale, dispersées régiment par régiment dans les divisions autrichiennes, de livrer son territoire, ses magasins aux coalisés, de se joindre en un mot à cette nouvelle croisade contre l'ennemi commun de l'Allemagne et de l'Europe. Le prince de Schwartzenberg était autorisé, s'il le fallait, à offrir à la Bavière, dans le pays de Salzbourg, dans le Tyrol même, les plus beaux agrandissements, pourvu que, l'Italie étant reconquise par les armes communes, on pût reporter dans cette contrée les branches collatérales de la maison impériale qui en avaient été éloignées.

Tandis que le prince de Schwartzenberg arrivait à Munich, l'électeur se trouvait dans une situation assez semblable à celle de la Prusse elle-même. M. Otto, celui qui, en 1801, avait si habilement négocié la paix de Londres, était notre ministre à Munich. Affectant, au milieu de cette capitale, d'être négligé par la cour, il avait néanmoins de secrètes entrevues avec l'électeur, et s'efforçait de lui démontrer que la Bavière n'existait que par la protection de Napoléon. Il est certain que, dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, elle ne pouvait se sauver de la convoitise autrichienne qu'en s'appuyant sur la France. Si, même en 1803, elle avait obtenu une raisonnable part des indemnités germaniques, elle ne le devait qu'à l'intervention française. M. Otto, en insistant sur ces considérations, avait mis un terme aux hésitations de l'électeur, et l'avait amené à se lier, le 24 août, par un traité d'alliance. Le plus profond secret avait été promis et gardé. Ce fut quelques jours après, le 7 septembre, que parut à Munich le prince de Schwartzenberg. L'électeur, qui était très-faible, avait auprès de lui une nouvelle cause de faiblesse dans l'électrice sa femme, l'une de ces trois belles princesses de Baden, qui étaient montées sur les trônes de Russie, de Suède, de Bavière, et qui toutes trois se signalaient par leur passion contre la France. Des trois, l'électrice de Bavière était la plus vive. Elle s'agitait, pleurait, témoignait le plus grand chagrin de voir son époux enchaîné à Napoléon, et le rendait plus malheureux encore qu'il ne l'eût été naturellement par ses propres agitations.

M. de Schwartzenberg, suivi à deux marches par l'armée autrichienne, secondé par les larmes de l'électrice, parvint à ébranler l'électeur, et lui arracha la promesse de se donner à l'Autriche. Ce prince toutefois, effrayé des conséquences de ce brusque changement, craignant le général Mack, qui était près, mais aussi Napoléon, quoiqu'il fût loin, crut devoir prévenir M. Otto, s'excuser de sa conduite en alléguant le malheur de sa position, et solliciter l'indulgence de la France. M. Otto, averti par cet aveu, courut auprès de l'électeur, lui montra le danger d'une telle défection, et la certitude d'avoir bientôt Napoléon victorieux à Munich, faisant la paix par le sacrifice de la Bavière à l'Autriche. Certaines circonstances secondaient les raisonnements de M. Otto. La demande de disloquer l'armée, pour la disperser dans les divisions autrichiennes, avait indigné les généraux et les officiers bavarois. On apprenait en même temps que les Autrichiens, sans attendre le consentement demandé à Munich, avaient passé l'Inn, et l'opinion publique était révoltée d'une pareille violation de territoire. On disait tout haut que, si Napoléon était ambitieux, M. Pitt ne l'était pas moins; que celui-ci avait acheté le cabinet de Vienne, et que, grâce à l'or de l'Angleterre, l'Allemagne allait être de nouveau foulée aux pieds par les soldats de toute l'Europe. Indépendamment de ces circonstances favorables à M. Otto, l'électeur avait un ministre habile, M. de Montgelas, dévoré d'ambition pour son pays, rêvant pour la Bavière, dans le XIX[e] siècle, les agrandissements que la Prusse avait acquis dans le XVIII[e],

cherchant sans cesse si c'était à Vienne ou à Paris qu'il y avait plus de chance de les obtenir, et ayant fini par croire que ce serait avec la puissance la plus novatrice, c'est-à-dire avec la France. Il avait donc opiné pour le traité d'alliance signé avec M. Otto. Touché cependant des offres du prince de Schwartzenberg, il fut ébranlé un instant sous l'influence de l'ambition comme son maître sous celle de la faiblesse. Mais il fut bientôt ramené, et les instances de M. Otto, secondées par l'opinion publique, par l'irritation de l'armée bavaroise, par les conseils de M. de Montgelas, l'emportèrent encore une fois L'électeur fut rendu à la France. Dans le désordre d'esprit où était ce prince, on lui fit accepter tout ce qu'on voulut. On lui proposa de se réfugier à Würtzbourg, évêché sécularisé pour la Bavière en 1803, et de s'y faire suivre par son armée. Il accueillit cette proposition. Afin de gagner du temps, il annonça à M. de Schwartzenberg qu'il envoyait à Vienne un général bavarois, M. de Nogarola, partisan connu de l'Autriche, et chargé de traiter avec elle. Cela fait, l'électeur partit avec toute sa cour dans la nuit du 8 au 9 septembre, se rendit d'abord à Ratisbonne, et de Ratisbonne à Würtzbourg, où il arriva le 12 septembre. Les troupes bavaroises, réunies à Amberg et à Ulm, reçurent l'ordre de se concentrer à Würtzbourg. L'électeur, en quittant Munich, publia un manifeste, pour dénoncer à la Bavière et à l'Allemagne la violence dont il venait d'être la victime.

M. de Schwartzenberg et le général Mack, qui avaient passé l'Inn, virent ainsi l'électeur, sa cour,

son armée leur échapper, et le ridicule les atteindre autant que l'indignation. Les Autrichiens s'avancèrent à marches forcées sans pouvoir joindre les Bavarois, et trouvèrent partout l'opinion du pays soulevée contre eux. Une circonstance contribua surtout à irriter le peuple en Bavière. Les Autrichiens avaient les mains pleines d'un papier-monnaie qui n'avait cours à Vienne qu'avec une grande perte. Ils obligeaient les habitants à prendre comme argent ce papier discrédité. Un grave dommage pécuniaire se joignait donc à tous les sentiments nationaux froissés pour révolter les Bavarois.

Le général Mack, après cette triste expédition, dont au reste il était moins responsable que le négociateur autrichien, se porta sur le haut Danube, et prit la position qui lui était depuis longtemps assignée, la droite à Ulm, la gauche à Memmingen, le front couvert par l'Iller, qui passe par Memmingen pour se jeter à Ulm dans le Danube. (Voir les cartes n° 28 et 29.) Les officiers de l'état-major autrichien n'avaient cessé de vanter cette position depuis quelques années, comme la meilleure qu'on pût occuper pour tenir tête aux Français débouchant de la forêt Noire. On y avait l'une de ses ailes appuyée au Tyrol, l'autre au Danube. On se croyait donc bien garanti des deux côtés, et, quant à ses derrières, on n'y songeait point, n'imaginant pas que les Français pussent jamais arriver autrement que par la route ordinaire. Le général Mack avait attiré à lui le général Jellachich, avec la division du Vorarlberg. Il avait 65,000 hommes directement sous sa main, et sur

ses derrières, pour se lier avec les Russes, le général Kienmayer à la tête de 20,000 hommes. C'était un total de 85,000 combattants.

Le général Mack était donc où Napoléon l'avait supposé et désiré, c'est-à-dire sur le haut Danube, séparé des Russes par la distance de Vienne à Ulm. L'électeur de Bavière était à Würtzbourg, avec sa cour éplorée, avec son armée indignée contre les Autrichiens, et dans l'attente de la prochaine arrivée des Français.

Il ne reste plus, pour avoir une idée complète de la situation de l'Europe pendant cette grande crise, qu'à jeter un instant les yeux sur ce qui se passait dans le midi de l'Italie. Les conseillers suprêmes de la coalition ne voulant pas que la cour de Naples, observée par les vingt mille Français du général Saint-Cyr, se compromît trop tôt, lui avaient suggéré une vraie trahison, qui ne devait guère coûter à une cour aveuglée et démoralisée par la haine. On lui avait conseillé de signer avec la France un traité de neutralité, afin d'obtenir la retraite du corps qui était à Tarente. Quand ce corps se serait retiré, la cour de Naples, moins surveillée, aurait, lui disait-on, le temps de se déclarer, et de recevoir les Russes et les Anglais. Le général russe Lascy, homme prudent et avisé, était à Naples, chargé de tout préparer en secret, et d'amener les coalisés quand le moment serait jugé opportun. Il y avait 12,000 Russes à Corfou, outre une réserve à Odessa, et 6,000 Anglais à Malte. On comptait encore sur 36,000 Napolitains, un peu moins mal organisés que de

coutume, et sur la levée en masse des brigands de la Calabre.

Ce traité, proposé à Napoléon à la veille de son départ de Paris, lui avait paru acceptable, car il ne croyait pas qu'une cour aussi faible s'exposât avec lui aux conséquences d'une trahison. Il se figurait que le terrible exemple qu'il avait fait de Venise en 1797 avait dû guérir les gouvernements italiens de leur penchant à la fourberie. Il trouvait, dans un traité de neutralité qui excluait les Russes et les Anglais du midi de l'Italie, l'avantage de pouvoir donner 20,000 hommes de plus à Masséna, si les 50,000 dont celui-ci disposait n'étaient pas suffisants pour défendre l'Adige.

Il accepta donc cette proposition, et, par traité signé à Paris le 21 septembre, il consentit à retirer ses troupes de Tarente, sur la promesse que lui fit la cour de Naples de ne souffrir aucun débarquement des Russes et des Anglais. A cette condition, le général Saint-Cyr eut ordre de s'acheminer vers la Lombardie, et la reine Caroline, ainsi que son faible époux, purent en liberté préparer une soudaine levée de boucliers sur les derrières des Français.

Telle était, du 20 au 25 septembre, la situation des puissances coalisées. Les Russes et les Suédois, chargés de l'attaque du nord, se réunissaient à Stralsund, pour se combiner avec un débarquement d'Anglais aux bouches de l'Elbe; une armée russe s'organisait à Wilna, sous le général Michelson; l'empereur Alexandre, avec le corps de ses gardes et l'armée de Buxhoewden, était à Pulawi sur la Vistule, sollicitant une en-

trevue du roi de Prusse; une autre armée russe, sous le général Kutusof, avait pénétré par la Gallicie en Moravie, pour se joindre aux Autrichiens. Celle-ci était à la hauteur de Vienne, et allait remonter le Danube. Le général Mack, plus avancé de cent lieues, avait pris position à Ulm, à la tête de 85,000 hommes, attendant les Français au débouché de la forêt Noire. L'archiduc Charles était avec 100,000 hommes sur l'Adige. La cour de Naples méditait une surprise qui devait s'exécuter avec les Russes de Corfou et les Anglais de Malte.

Napoléon, comme on l'a déjà vu, était arrivé à Strasbourg le 26 septembre. Ses colonnes avaient suivi exactement ses ordres, et parcouru les routes qu'il leur avait tracées. (Voir la carte n° 28.) Le maréchal Bernadotte, après avoir pourvu la place d'Hameln de munitions, de vivres, et d'une forte garnison, après y avoir déposé les hommes les moins capables de faire campagne, était parti de Goettingue avec 17,000 soldats, tous propres aux plus dures fatigues. Il avait prévenu l'électeur de Hesse de son passage, en y mettant les formes prescrites par Napoléon. Il avait d'abord rencontré un consentement, puis un refus, dont il n'avait tenu aucun compte, et avait traversé la Hesse sans éprouver de résistance. Des officiers d'administration, précédant le corps d'armée, commandaient des vivres à chaque station, et, payant tout argent comptant, trouvaient des spéculateurs empressés de satisfaire aux besoins de nos troupes. Une armée qui porte avec elle un pécule peut vivre sans magasins, sans perte de temps, sans vexations pour le pays qu'elle traverse, pour peu

que ce pays soit abondant en denrées alimentaires. Bernadotte avec ce moyen traversa sans difficulté les deux Hesses, la principauté de Fulde, les États du prince archichancelier, et la Bavière. Il marchait perpendiculairement du nord au midi. Il arriva le 17 septembre près de Cassel, le 20 à Giessen, le 27 à Würtzbourg, à la grande joie de l'électeur de Bavière, qui se mourait d'épouvante au milieu des nouvelles contradictoires des Autrichiens et des Français. Un ministre de l'empereur d'Allemagne était accouru auprès de ce prince, pour lui présenter des excuses sur ce qui s'était passé, et pour essayer de le ramener. Le ministre autrichien ne connut la marche du corps de Bernadotte que, lorsque la cavalerie française parut sur les hauteurs de Würtzbourg. Il partit sur-le-champ, nous laissant l'électeur pour toujours, c'est-à-dire pour toute la durée de notre prospérité.

M. de Montgelas, afin de mieux colorer la conduite de son maître, nous demanda une précaution peu honorable pour la Bavière, c'était d'altérer la date du traité d'alliance conclu avec la France. Ce traité avait été signé en réalité le 24 août, M. de Montgelas exprima le désir de lui attribuer une autre date, celle du 23 septembre. On y consentit, et il put soutenir à ses confédérés de Ratisbonne, qu'il ne s'était donné à la France que le lendemain des violences de l'Autriche.

Le général Marmont remontant le Rhin, et s'en servant pour transporter son matériel, s'était mis en marche par la belle route que Napoléon avait ouverte le long de la rive gauche du fleuve, et qui est l'un des ouvrages mémorables de son

règne. Il était le 12 septembre à Nimègue, le 18 à Cologne, le 25 à Mayence, le 26 à Francfort, le 29 aux environs de Würtzbourg. (Voir la carte n° 28.) Il amenait un corps de 20,000 hommes, un parc de 40 bouches à feu bien attelé, et des munitions considérables. Dans ces 20,000 hommes se trouvait comprise une division de troupes hollandaises, commandée par le général Dumonceau. Quant aux 15,000 Français qui composaient ce corps, un fait sans exemple dans l'histoire de la guerre donnera une juste idée de leur qualité. Ils venaient de traverser une partie de la France et de l'Allemagne, et de marcher vingt jours de suite sans s'arrêter : il y manquait neuf hommes en tout, en arrivant à Würtzbourg. Il n'y a pas de général qui ne se fût regardé comme heureux s'il en avait perdu deux ou trois cents seulement, car c'est à l'entrée en campagne, et par l'effet des premières marches, que les tempéraments faibles se déclarent et restent en arrière.

Vers la fin de septembre, Napoléon avait donc au centre de la Franconie, à six journées du Danube, et menaçant le flanc des Autrichiens, le maréchal Bernadotte avec 17,000 hommes, le général Marmont avec 20,000. Il faut ajouter à ces forces 25,000 Bavarois, réunis à Würtzbourg, et animés d'un véritable enthousiasme pour la cause des Français devenue la leur dans le moment. Ils battaient des mains en voyant paraître nos régiments.

Le maréchal Davoust avec le corps parti d'Ambleteuse, le maréchal Soult avec celui qui était parti de Boulogne, le maréchal Ney avec celui qui

était parti de Montreuil, traversant la Flandre, la Picardie, la Champagne et la Lorraine, étaient sur le Rhin du 23 au 24 septembre, précédés par la cavalerie, que Napoléon avait mise en mouvement quatre jours avant l'infanterie. Tous avaient marché avec une ardeur sans pareille. La division Dupont, en traversant le département de l'Aisne, avait laissé en arrière une cinquantaine d'hommes appartenant à ce département. Ils étaient allés visiter leurs familles, et le surlendemain ils avaient tous rejoint. Après avoir fait cent cinquante lieues au milieu de l'automne, sans se reposer un seul jour, cette armée n'avait ni malades, ni traînards : exemple unique, dû à l'esprit des troupes et à un long campement.

Le maréchal Augereau avait formé ses divisions en Bretagne. Partant de Brest, passant par Alençon, Sens, Langres, Béfort, il avait la France à traverser dans sa plus grande étendue, et devait être sur le Rhin une quinzaine de jours après les autres corps. Aussi était-il destiné à servir de réserve.

Jamais étonnement ne fut égal à celui qu'inspira dans toute l'Europe l'arrivée imprévue de cette armée. On la croyait aux bords de l'Océan, et en vingt jours, c'est-à-dire dans le temps à peine nécessaire pour que le bruit de sa marche commençât à se répandre, elle apparaissait sur le Rhin, et inondait l'Allemagne méridionale. C'était l'effet d'une extrême promptitude à se résoudre, et d'un art profond à cacher les déterminations prises.

La nouvelle de l'apparition des Français se ré-

pandit à l'instant même, et ne fit naître chez les généraux allemands d'autre idée que celle-ci : c'est que le principal théâtre de la guerre serait en Bavière et non en Italie, puisque Napoléon et l'armée de l'Océan s'y rendaient. Il n'en résulta que la demande d'augmenter les forces autrichiennes en Souabe, et l'ordre, qui déplut fort à l'archiduc Charles, d'envoyer un détachement de l'Italie dans le Tyrol, afin de venir par le Vorarlberg au secours du général Mack. Mais le véritable dessein de Napoléon resta profondément caché. Les troupes réunies à Würtzbourg parurent avoir pour mission unique de recueillir les Bavarois et de protéger l'électeur. Le rassemblement principal placé sur le haut Rhin, à l'entrée des défilés de la forêt Noire, sembla destiné à s'y engager. Le général Mack se confirma donc chaque jour dans son idée de garder la position d'Ulm, qui lui avait été assignée.

Napoléon, ayant réuni toute son armée, lui donna une organisation qu'elle a toujours conservée depuis, et un nom qu'elle gardera perpétuellement dans l'histoire, celui de la GRANDE ARMÉE.

Il la distribua en sept corps. Le maréchal Bernadotte, avec les troupes amenées de Hanovre, formait le premier corps, fort de 17,000 hommes. Le général Marmont, avec les troupes venues de Hollande, formait le second, qui comptait 20,000 soldats présents au drapeau. Les troupes du maréchal Davoust, campées à Ambleteuse, et occupant la troisième place le long des côtes de l'Océan, avaient reçu le titre de troisième corps, et s'élevaient à un effectif de 26,000 combattants. Le

maréchal Soult, avec le centre de la grande armée de l'Océan, campé à Boulogne; et composé de 40,000 fantassins et artilleurs, formait le quatrième corps La division Suchet devait bientôt en être détachée pour faire partie du cinquième corps, avec la division Gazan et les grenadiers d'Arras, connus dorénavant sous le titre de grenadiers Oudinot, du nom de leur brave chef. Indépendamment de la division Suchet, ce cinquième corps devait s'élever à 18,000 hommes. Il était destiné au fidèle et héroïque ami de Napoléon, au maréchal Lannes, qui avait été rappelé du Portugal pour prendre part à la périlleuse expédition de Boulogne, et qui maintenant allait suivre l'Empereur jusqu'aux bords de la Morawa, de la Vistule et du Niémen. Sous l'intrépide Ney, le camp de Montreuil composait le sixième corps, et s'élevait à 24,000 soldats. Augereau, avec deux divisions fortes tout au plus de 14,000 hommes, placé le dernier sur la ligne des côtes (il était à Brest), composa le septième corps. Le titre de huitième corps fut donné plus tard aux troupes d'Italie lorsqu'elles vinrent agir en Allemagne. Cette organisation était celle de l'armée du Rhin, mais avec d'importantes modifications, adaptées au génie de Napoléon et nécessaires à l'exécution des grandes choses qu'il méditait.

Dans l'armée du Rhin, chaque corps, complet en toutes armes, présentait à lui seul une petite armée, se suffisant à elle-même, et capable de livrer bataille. Aussi ces corps tendaient-ils à s'isoler, surtout sous un général comme Moreau, qui ne commandait qu'en proportion de son es-

prit et de son caractère. Napoléon avait organisé son armée de manière à ce qu'elle fût tout entière dans sa main. Chaque corps était complet seulement en infanterie; il avait en artillerie le nécessaire, et en cavalerie tout juste ce qu'il fallait pour se bien garder, c'est-à-dire quelques escadrons de hussards ou de chasseurs. Napoléon se réservait ensuite de les compléter en artillerie et en cavalerie, à l'aide d'une réserve de ces deux armes, dont il disposait seul. Suivant le terrain et les occurrences, il retirait à l'un pour le donner à l'autre, ou un renfort de bouches à feu, ou une masse de cuirassiers.

Il avait tenu surtout à réunir sous un même chef, et dans une dépendance immédiate de sa volonté, la masse principale de sa cavalerie. Comme c'est avec elle qu'on observe l'ennemi en courant sans cesse autour de lui, qu'on achève sa défaite quand il est ébranlé, qu'on le poursuit et l'enveloppe quand il est en fuite, Napoléon avait voulu se réserver exclusivement ce moyen de préparer la victoire, de la décider et d'en recueillir les fruits. Il avait donc réuni en un seul corps la grosse cavalerie, composée des cuirassiers et des carabiniers, commandés par les généraux Nansouty et d'Hautpoul; il y avait ajouté les dragons tant à pied qu'à cheval, sous les généraux Klein, Walther, Beaumont, Bourcier et Baraguey-d'Hilliers, et avait confié le tout à son beau-frère Murat, qui était l'officier de cavalerie le plus entraînant de cette époque, et qui sous ses ordres représentait le *magister equitum* des armées romaines. Des batteries d'artillerie volante suivaient cette

cavalerie, et lui procuraient, outre la puissance des sabres, celle des feux. On la verra bientôt se répandre dans la vallée du Danube, culbuter les Autrichiens et les Russes, entrer pêle-mêle avec eux dans Vienne étonnée, puis, se reportant dans les plaines de la Saxe et de la Prusse, poursuivre jusqu'aux bords de la Baltique, enlever tout entière l'armée prussienne, ou, se précipitant à Eylau sur l'armée russe, sauver la fortune de Napoléon par l'un des chocs les plus impétueux que jamais les masses armées aient donnés ou reçus. Cette réserve comptait 22,000 cavaliers, dont 6 000 cuirassiers, 9,000 à 10,000 dragons à cheval, 6,000 dragons à pied, un millier d'artilleurs à cheval.

Enfin la réserve générale de la grande armée était la garde impériale, corps d'élite le plus beau de l'univers, servant tout à la fois de moyen d'émulation et de moyen de récompense pour les soldats qui se distinguaient, car on ne les introduisait dans les rangs de cette garde que lorsqu'ils avaient fait leurs preuves. La garde impériale se composait, ainsi que la garde consulaire, de grenadiers et de chasseurs à pied, de grenadiers et de chasseurs à cheval, à peu près comme un régiment dont on n'aurait conservé que les compagnies d'élite. Elle comprenait en outre un beau bataillon italien, représentant la garde royale du roi d'Italie, un superbe escadron de mameluks, dernier souvenir de l'Égypte, et deux escadrons de gendarmerie d'élite pour faire la police du quartier général, en tout 7,000 hommes. Napoléon y avait ajouté en grande proportion l'arme qu'il

aimait, parce que dans certaines occasions elle suppléait à toutes les autres, l'artillerie. Il avait formé un parc de 24 pièces de canon, armé et attelé avec un soin particulier, ce qui faisait à peu près quatre pièces par mille hommes.

La garde ne quittait guère le quartier général; elle marchait presque toujours à côté de l'Empereur, avec Lannes et les grenadiers d'Oudinot.

Telle était la grande armée. Elle présentait une masse de 186,000 combattants réellement présents sous les drapeaux. On y comptait 38,000 cavaliers et 340 bouches à feu. Si on y ajoute les 50,000 hommes de Masséna, les 20,000 du général Saint-Cyr, on aura un total de 256,000 Français, répandus depuis le golfe de Tarente jusqu'aux bouches de l'Elbe, avec une réserve d'environ 150,000 jeunes soldats dans l'intérieur. Si on y ajoute encore 25,000 Bavarois, 7,000 à 8,000 sujets des souverains de Bade et de Wurtemberg, prêts à entrer en ligne, on peut dire que Napoléon allait, avec 250.000 Français, 30 et quelques mille Allemands, combattre environ 500,000 coalisés, dont 250,000 Autrichiens, 200,000 Russes, 50,000 Anglais, Suédois, Napolitains, ayant aussi leur réserve dans l'intérieur de l'Autriche, de la Russie et sur les flottes anglaises. La coalition espérait y joindre 200,000 Prussiens. Ce n'était pas impossible, si Napoléon ne se hâtait de vaincre.

Il était pressé, en effet, d'entrer en action, et il ordonna le passage du Rhin pour le 25 et le 26 septembre, après avoir sacrifié deux ou trois jours à faire reposer les hommes, à réparer quelques dommages dans le harnachement de la ca-

valerie et de l'artillerie, à échanger quelques chevaux blessés ou fatigués contre des chevaux frais, dont on avait réuni un grand nombre en Alsace, à préparer enfin le grand parc et des quantités considérables de biscuit. Voici quelles furent ses dispositions pour tourner la forêt Noire, derrière laquelle le général Mack, campé à Ulm, attendait les Français.

En fixant les yeux sur cette contrée si souvent parcourue par nos armées, et par ce motif si souvent décrite dans cette histoire (voir les cartes nos 28 et 29), on voit le Rhin sortir du lac de Constance, couler à l'ouest jusqu'à Bâle, puis se redresser tout à coup pour couler presque directement au nord. On voit le Danube, au contraire, issu de quelques faibles sources, assez près du point où le Rhin sort du lac de Constance, se jeter à l'est, et suivre cette direction, avec très-peu de déviations, jusqu'à la mer Noire. C'est une chaîne de montagnes fort médiocres, très-improprement appelées Alpes de Souabe, qui sépare ainsi les deux fleuves, et verse le Rhin dans les mers du Nord et le Danube dans les mers de l'Orient. Ces montagnes montrent à la France leurs sommets les plus escarpés, et vont, en s'abaissant insensiblement, finir dans les plaines de la Franconie, entre Nordlingen et Donauwerth. De leur flanc entr'ouvert et revêtu de forêts, qu'on appelle du nom général de forêt Noire, coulent à gauche, c'est-à dire vers le Rhin, le Necker et le Mein, à droite le Danube, qui longe leur revers presque dépouillé de bois et dessiné en terrasses. Elles sont percées de défilés étroits, qu'il faut

nécessairement traverser pour aller du Rhin au Danube, à moins qu'on n'évite ces montagnes, soit en remontant le Rhin jusqu'au-dessus de Schaffouse, soit en parcourant leur pied de Strasbourg à Nordlingen, jusqu'aux plaines de la Franconie où elles disparaissent. Dans les guerres antérieures, les Français avaient alternativement suivi deux routes. Tantôt débouchant du Rhin entre Strasbourg et Huningue, ils avaient traversé les défilés de la forêt Noire; tantôt remontant le Rhin jusqu'à Schaffouse, ils avaient franchi ce fleuve près du lac de Constance, et s'étaient ainsi trouvés aux sources du Danube, en évitant le passage des défilés.

Napoléon, voulant se placer entre les Autrichiens qui étaient postés à Ulm, et les Russes qui arrivaient à leur secours, dut suivre une tout autre route. S'étudiant d'abord à fixer l'attention des Autrichiens vers les défilés de la forêt Noire, par le spectacle de ses colonnes prêtes à s'y engager, il dut ensuite côtoyer les Alpes de Souabe sans les franchir, les côtoyer jusqu'à Nordlingen, tourner, avec tous ses corps réunis, leur extrémité abaissée, et passer le Danube à Donauwerth. Par ce mouvement, il ralliait, chemin faisant, les corps de Bernadotte et de Marmont déjà rendus à Würtzbourg, il débordait la position d'Ulm, débouchait sur les derrières du général Mack, et réalisait le plan arrêté depuis longtemps dans son esprit, et duquel il attendait les plus vastes résultats.

Le 25 septembre, il enjoignit à Murat et à Lannes de passer le Rhin à Strasbourg, avec la

réserve de cavalerie, les grenadiers Oudinot et la division Gazan. (Voir la carte n° 29.) Murat devait porter ses dragons d'Oberkirch à Freudenstadt, d'Offenbourg à Rothweil, de Fribourg à Neustadt, et le présenter ainsi à la tête des principaux défilés, de manière à faire supposer que l'armée elle-même allait les traverser. Des vivres étaient commandés sur cette direction pour compléter l'illusion de l'ennemi. Lannes devait appuyer ces reconnaissances par quelques bataillons de grenadiers : mais en réalité, placé avec le gros de son corps en avant de Strasbourg, sur la route de Stuttgard, il avait ordre de couvrir le mouvement des maréchaux Ney, Soult et Davoust, chargés de franchir le Rhin au-dessous. Le général Songis, qui commandait l'artillerie, avait jeté deux ponts de bateaux, le premier entre Lauterbourg et Carlsruhe pour le corps du maréchal Ney, le second aux environs de Spire pour le corps du maréchal Soult. Le maréchal Davoust avait à sa disposition le pont de Manheim. Ces maréchaux devaient parcourir transversalement les vallées qui descendent de la chaîne des Alpes de Souabe, et côtoyer cette chaîne, en s'appuyant les uns aux autres, de façon à pouvoir se secourir en cas d'apparition subite de l'ennemi. Ordre leur était donné à tous d'avoir quatre jours de pain dans le sac des soldats, et quatre jours de biscuit dans des fourgons, pour le cas où il faudrait exécuter des marches forcées. Napoléon ne quitta Strasbourg que lorsqu'il vit en mouvement ses parcs et ses réserves sous l'escorte d'une division d'infanterie. Il passa le Rhin le 1er octobre, accompagné de sa garde, après avoir

fait ses adieux à l'Impératrice, qui continua de séjourner à Strasbourg, avec la cour impériale et la chancellerie de M. de Talleyrand.

Arrivé sur le territoire du grand-duché de Baden, Napoléon y trouva la famille régnante, accourue pour lui rendre hommage. Le vieil électeur s'y présenta entouré de trois générations de princes. Il avait voulu, comme tous les souverains d'Allemagne de second et troisième ordre, obtenir le bienfait de la neutralité : véritable chimère en de telles circonstances, car, lorsque les petites puissances allemandes n'ont pas su empêcher la guerre en résistant aux grandes puissances qui la désirent, elles ne doivent pas se flatter d'en écarter les malheurs par une neutralité qui est impossible, puisqu'elles sont presque toutes sur la route obligée des armées belligérantes. Napoléon, au lieu de la neutralité, leur avait offert son alliance, promettant de terminer à leur profit les questions de territoire ou de souveraineté qui les séparaient de l'Autriche, depuis les arrangements inachevés de 1803. Le grand-duc de Baden finit par accepter cette alliance, et promit de fournir 3,000 hommes, plus des vivres et des moyens de transport, qu'on devait solder sur le pays même. Napoléon, après avoir couché à Ettlingen, se mit en route le 2 octobre pour Stuttgard. Avant son arrivée, une collision avait failli éclater entre l'électeur de Wurtemberg et le maréchal Ney. Cet électeur, connu en Europe par l'extrême vivacité de son esprit et de son caractère, discutait en ce moment avec le ministre de France les conditions d'une alliance qui ne lui plaisait guère. Mais il ne vou-

lait pas qu'en attendant une conclusion on fît entrer des troupes, soit à Louisbourg qui était sa maison de plaisance, soit à Stuttgard qui était sa capitale. Le maréchal Ney consentit bien à ne pas entrer à Louisbourg, mais il fit braquer son artillerie sur les portes de Stuttgard, et obtint par ce moyen qu'elles lui fussent ouvertes. Napoléon arriva fort à propos pour calmer la colère de l'électeur. Il en fut reçu avec beaucoup de magnificence, et stipula avec lui une alliance, qui a fait la grandeur de cette maison, comme elle a fait celle de tous les princes du midi de l'Allemagne. Le traité fut signé le 5 octobre, et contint l'engagement, du côté de la France, d'agrandir la maison de Wurtemberg, et, du côté de cette maison, de fournir 10,000 hommes, plus des vivres, des chevaux, des charrois, qu'on devait payer en les prenant.

Napoléon demeura trois ou quatre jours à Louisbourg, pour ménager à ses corps de gauche le temps d'arriver en ligne. C'était une position des plus délicates que celle de côtoyer, pendant une quarantaine de lieues, un ennemi fort de 80,000 à 90,000 hommes, sans lui donner trop d'éveil, et sans s'exposer à le voir déboucher à l'improviste sur l'une de ses ailes. Napoléon y pourvut avec un art et une prévoyance admirables. Trois routes traversaient le Wurtemberg, et aboutissaient à ces extrémités abaissées des Alpes de Souabe qu'il s'agissait d'atteindre pour arriver au Danube, entre Donauwerth et Ingolstadt. (Voir la carte n° 29.) La principale était celle de Pforzheim, Stuttgard et Heidenheim, qui longeait le flanc même des montagnes, et qui était par une

foule de défilés en communication avec la position des Autrichiens à Ulm. C'était celle qu'il fallait parcourir avec le plus de précautions, à cause du voisinage de l'ennemi. Napoléon l'occupait avec la cavalerie de Murat, le corps du maréchal Lannes, celui du maréchal Ney, et la garde. La seconde, celle qui, partant de Spire, passait par Heilbronn, Hall, Ellewangen, pour aboutir dans la plaine de Nordlingen, était occupée par le corps du maréchal Soult. La troisième, partant de Manheim, passant par Heidelberg, Neckar-Elz, Ingelfingen, aboutissait à Œttingen. C'est celle que parcourait le maréchal Davoust. Elle se rapprochait de la direction que les corps de Bernadotte et Marmont devaient suivre pour se rendre de Würtzbourg sur le Danube. Napoléon disposa la marche de ces diverses colonnes de manière qu'elles arrivassent toutes du 6 au 7 octobre dans la plaine qui s'étend au bord du Danube, entre Nordlingen, Donauwerth et Ingolstadt. Mais dans ce mouvement de conversion, sa gauche pivotant sur sa droite, celle-ci avait à décrire un cercle moins étendu que celle-là. Il fit donc ralentir le pas à sa droite, pour donner aux corps de Marmont et de Bernadotte, qui formaient l'extrême gauche, au maréchal Davoust qui venait après eux, enfin au maréchal Soult qui venait après le maréchal Davoust, et les liait tous au quartier général, le temps d'achever leur mouvement de conversion.

Après avoir suffisamment attendu, Napoléon se mit en marche, le 4 octobre, avec toute la droite. Murat, galopant sans cesse à la tête de sa cavalerie, paraissait tour à tour à l'entrée de chacun des

défilés qui traversent les montagnes, ne faisait que s'y montrer, et puis en retirait ses escadrons, dès que les parcs et les bagages étaient assez avancés pour n'avoir plus rien à craindre. Napoléon, avec les corps de Lannes, de Ney, et la garde, suivait la route de Stuttgard, prêt à se porter avec cinquante mille hommes au secours de Murat, si l'ennemi paraissait en force dans l'un des défilés. Quant aux corps de Soult, Davoust, Marmont et Bernadotte, formant le centre et la gauche de l'armée, le danger ne commençait pour eux que lorsque le mouvement qu'on exécutait en parcourant le pied des Alpes de Souabe serait achevé, et qu'on déboucherait dans la plaine de Nordlingen. Il se pouvait, en effet, que le général Mack, averti assez tôt, se repliât d'Ulm sur Donauwerth, passât le Danube, et vînt combattre dans cette plaine de Nordlingen, pour y arrêter les Français. Napoléon avait tout disposé pour que Murat, Ney, Lannes, et avec eux les corps des maréchaux Soult et Davoust au moins, convergeassent ensemble le 6 octobre, entre Heidenheim, OEttingen et Nordlingen, de manière à pouvoir présenter une masse imposante à l'ennemi. Mais jusque-là ses soins tendaient toujours à tromper le général Mack assez longtemps pour qu'il ne songeât point à décamper, et qu'on pût atteindre le Danube à Donauwerth avant qu'il eût quitté sa position d'Ulm. Le 4 et le 6 octobre, tout continuait à présenter le meilleur aspect. Le temps était superbe; les soldats, bien pourvus de souliers et de capotes, marchaient gaiement. Cent quatre-vingt mille Français s'avançaient ainsi sur une ligne de bataille de 26 lieues, la droite touchant aux

montagnes, la gauche convergeant vers les plaines du haut Palatinat, pouvant en quelques heures se trouver réunis au nombre de 90,000 ou 100,000 hommes sur l'une ou l'autre de leurs ailes, et, ce qui est plus extraordinaire, sans que les Autrichiens eussent la moindre idée de cette vaste opération.

« Les Autrichiens, écrivait Napoléon à M. de » Talleyrand et au maréchal Augereau, sont sur » les débouchés de la forêt Noire. Dieu veuille » qu'ils y restent! Ma seule crainte est que nous » ne leur fassions trop de peur .. S'ils me laissent » gagner quelques marches, j'espère les avoir tour- » nés, et me trouver avec toute mon armée entre » le Lech et l'Isar. » — Il écrivait au ministre de la police : « Faites défense aux gazettes du Rhin » de parler de l'armée, pas plus que si elle n'exis- » tait pas. »

Pour arriver au point qui leur était indiqué, les corps de Bernadotte et de Marmont devaient traverser l'une des provinces que la Prusse possédait en Franconie, celle d'Anspach. A la rigueur, en les resserrant sur le corps du maréchal Davoust, Napoléon aurait pu les ramener vers lui, et éviter ainsi de toucher au territoire prussien. Mais déjà les chemins étaient encombrés; y accumuler de nouvelles troupes eût été un inconvénient pour l'ordre des mouvements et pour les vivres. De plus, en rétrécissant le cercle décrit par l'armée, on aurait eu moins de chances d'envelopper l'ennemi. Napoléon voulait dans son mouvement embrasser le cours du Danube jusqu'à Ingolstadt, pour déboucher le plus loin possible sur les der-

rières des Autrichiens, et pouvoir les arrêter dans le cas où ils auraient rétrogradér de l'Ille jusqu'au Lech. N'imaginant pas, dans l'état de ses relations avec la Prusse, qu'elle pût se montrer difficile à son égard, comptant sur l'usage établi dans les dernières guerres de traverser les provinces prussiennes de Franconie, parce qu'elles étaient hors de la ligne de neutralité, n'ayant reçu aucun avertissement qu'il dût en être autrement cette fois, Napoléon ne se fit nul souci d'emprunter le territoire d'Anspach, et en donna l'ordre aux corps de Marmont et de Bernadotte. Les magistrats prussiens se présentèrent à la frontière pour protester au nom de leur souverain contre la violence qui leur était faite. On leur répondit par la production des ordres de Napoléon, et on passa outre, en soldant en argent tout ce qu'on prenait, et en observant la plus exacte discipline. Les sujets prussiens, bien payés du pain et de la viande fournis à nos soldats, ne parurent pas fort irrités de la prétendue violation de leur territoire.

Le 6 octobre, nos six corps d'armée étaient arrivés sans accident au delà des Alpes de Souabe, le maréchal Ney à Heidenheim, le maréchal Lannes à Neresheim, le maréchal Soult à Nordlingen, le maréchal Davoust à OEttingen, le général Marmont et le maréchal Bernadotte sur la route d'Aichstedt, tous en vue du Danube, fort au delà de la position d'Ulm.

Que faisaient pendant ce temps le général Mack, l'archiduc Ferdinand et tous les officiers de l'état-major autrichien? Très-heureusement l'intention de Napoléon ne s'était point révélée à eux. Qua-

rante mille hommes qui avaient passé le Rhin à Strasbourg, et qui s'étaient engagés tout d'abord dans les défilés de la forêt Noire, les avaient confirmés dans l'idée que les Français suivraient la route accoutumée. De faux rapports d'espions, adroitement dépêchés par Napoléon, les avaient encore affermis davantage dans cette opinion. Ils avaient entendu parler, il est vrai, de quelques troupes françaises répandues dans le Wurtemberg, mais ils avaient supposé qu'elles venaient occuper les petits États de l'Allemagne, et peut-être secourir les Bavarois. D'ailleurs, rien n'est plus contradictoire, plus étourdissant que cette multitude de rapports d'espions ou d'officiers envoyés en reconnaissance. Les uns placent des corps d'armée où ils n'ont rencontré que des détachements, d'autres de simples détachements où ils auraient dû reconnaître des corps d'armée. Souvent ils n'ont pas vu de leurs yeux ce qu'ils rapportent, et ils n'ont fait que recueillir les ouï-dire des gens effrayés, surpris ou émerveillés. La police militaire, comme la police civile, ment, exagère, se contredit. Dans le chaos de ses rapports, l'esprit supérieur discerne la vérité, l'esprit médiocre se perd. Et surtout, si une préoccupation antérieure existe, s'il y a penchant à croire que l'ennemi arrivera par un point plutôt que par un autre, les faits recueillis sont tous interprétés dans un seul sens, quelque peu qu'ils s'y prêtent. C'est ainsi que se produisent les grandes erreurs qui ruinent quelquefois les armées et les empires.

Telle était en ce moment la situation d'esprit du général Mack. Les officiers autrichiens avaient

préconisé depuis longtemps la position qui, appuyant sa droite à Ulm, sa gauche à Memmingen, faisait face aux Français débouchant de la forêt Noire. Autorisé par une opinion qui était générale, et obéissant de plus à des instructions positives, le général Mack s'était établi dans cette position. Il y avait ses vivres, ses munitions, et il ne pouvait pas se persuader qu'il n'y fût pas très-convenablement placé. La seule précaution qu'il eût prise vers ses derrières consistait à envoyer le général Kienmayer avec quelques mille hommes à Ingolstadt, pour observer les Bavarois réfugiés dans le haut Palatinat, et pour se lier aux Russes qu'il attendait par la grande route de Munich.

Tandis que le général Mack, l'esprit dominé par une opinion faite d'avance, demeurait immobile à Ulm, les six corps de l'armée française débouchaient le 6 octobre dans la plaine de Nordlingen, au delà des montagnes de Souabe qu'ils avaient tournées, et aux bords du Danube qu'ils allaient franchir. Le 6 au soir, la division Vandamme, du corps du maréchal Soult, devançant toutes les autres, toucha au Danube, et surprit le pont de Munster à une lieue au-dessus de Donauwerth. Le lendemain, 7 octobre, le corps du maréchal Soult enleva le pont même de Donauwerth, faiblement disputé par un bataillon de Colloredo, qui, ne pouvant le défendre, essaya en vain de le détruire. Les troupes du maréchal Soult l'eurent bientôt réparé, et le passèrent en toute hâte. Murat, avec ses divisions de dragons, précédant l'aile droite, formée des corps des maréchaux Lannes et Ney, s'était porté au pont de Munster

déjà surpris par Vandamme. Il réclama ce pont pour ses troupes et celles qui le suivaient, abandonna celui de Donauwerth aux troupes du maréchal Soult, passa à l'instant même avec une division de dragons, et se jeta au delà du Danube, à la poursuite d'un objet de grand intérêt, l'occupation du pont de Rain sur le Lech. Le Lech, qui court derrière l'Iller, presque parallèlement à lui, pour se joindre au Danube, près de Donauwerth, forme une position placée au delà de celle d'Ulm et en occupant le pont de Rain, on avait tourné à la fois l'Iller et le Lech, et laissé au général Mack peu de chances de rétrograder à propos. Il ne fallut qu'un temps de galop aux dragons de Murat pour enlever Rain et le pont du Lech. 200 cavaliers culbutèrent toutes les patrouilles du corps de Kienmayer, pendant que le maréchal Soult s'établissait en forces à Donauwerth, et que le maréchal Davoust arrivait en vue du pont de Neubourg.

Napoléon se rendit ce même jour à Donauwerth. Ses espérances étaient désormais réalisées, mais il ne tenait le succès pour complétement assuré que lorsqu'il aurait recueilli jusqu'au dernier résultat de sa belle manœuvre. On avait déjà fait quelques centaines de prisonniers, et leurs rapports étaient unanimes. Le général Mack était à Ulm, sur l'Iller; c'était son arrière-garde commandée par le général Kienmayer, et destinée à le lier avec les Russes, qu'on venait de rencontrer et de refouler au delà du Danube. Napoléon songea sur-le-champ à prendre position entre les Autrichiens et les Russes, de manière à les em-

pêcher de se joindre. Le premier mouvement du général Mack, s'il savait se résoudre à temps, devait être de quitter les bords de l'Iller, de se replier sur le Lech, et de traverser Augsbourg pour rejoindre le général Kienmayer sur la route de Munich. (Voir la carte n° 29.) Napoléon, sans perdre un instant, prescrivit les dispositions suivantes. Il ne voulut pas porter le corps de Ney au delà du Danube, il le laissa sur les routes qui vont du Wurtemberg à Ulm, pour garder la rive gauche du Danube par laquelle nous arrivions. Il prescrivit à Murat et à Lannes de passer sur la rive droite, par les deux ponts dont on était maître, ceux de Munster et de Donauwerth, de remonter le fleuve, et de venir se placer entre Ulm et Augsbourg, pour empêcher le général Mack de se retirer par la grande route d'Augsbourg à Munich. Le point intermédiaire qu'ils avaient à occuper était Burgau. Napoléon ordonna au maréchal Soult de partir de l'embouchure du Lech, sur lequel il était en position, de remonter cet affluent du Danube jusqu'à Augsbourg, avec les trois divisions Saint Hilaire, Vandamme et Legrand. La division Suchet, quatrième du maréchal Soult, se trouvait déjà placée sous les ordres de Lannes. Ainsi, le maréchal Ney avec 20,000 hommes sur la gauche du Danube qu'on avait quittée, Murat et Lannes avec 40,000 sur la droite qu'on venait d'envahir, le maréchal Soult avec 30,000 sur le Lech, enveloppaient le général Mack, par quelque issue qu'il voulût s'enfuir.

De ce soin passant immédiatement à d'autres, Napoléon ordonna au maréchal Davoust de se hâter

de franchir le Danube à Neubourg, et de dégager le pont d'Ingolstadt vers lequel Marmont et Bernadotte devaient aboutir. La route que suivaient ceux-ci étant plus longue, ils étaient de deux marches en arrière. Le maréchal Davoust devait se porter ensuite à Aichach, sur la route de Munich, pour pousser devant lui le général Kienmayer, et faire l'arrière-garde des masses qui s'accumulaient autour d'Ulm. Les corps de Marmont et de Bernadotte avaient ordre d'accélérer le pas, de franchir le Danube à Ingolstadt, et de se diriger sur Munich, afin d'y replacer l'électeur dans sa capitale, un mois seulement après qu'il l'avait quittée. C'est au maréchal Bernadotte, compagnon en ce moment des Bavarois, qu'il réservait l'honneur de les réinstaller dans leur pays. Par cette disposition, Napoléon présentait aux Russes, venant de Munich, Bernadotte et les Bavarois, puis, au besoin, Marmont et Davoust, qui devaient, selon les circonstances, se porter ou sur Munich ou sur Ulm, pour aider au complet investissement du général Mack.

Le lendemain 8 octobre, le maréchal Soult remonta le Lech pour se rendre à Augsbourg. Il ne trouva point d'ennemis devant lui. Murat et Lannes, destinés à occuper l'espace compris entre le Lech et l'Iller, remontèrent de Donauwerth à Burgau, à travers une contrée légèrement accidentée, çà et là couverte de bois, ou traversée par de petites rivières qui courent se jeter dans le Danube. Les dragons marchaient en tête, lorsqu'ils rencontrèrent un corps ennemi, plus nombreux qu'aucun de ceux qu'on avait encore aperçus, posté

en avant et autour d'un gros bourg appelé Wertingen. Ce corps ennemi se composait de six bataillons de grenadiers et trois de fusiliers, commandés par le baron d'Auffenberg, de deux escadrons de cuirassiers du duc Albert, et de deux escadrons des chevau-légers de Latour. Ils étaient envoyés en reconnaissance par le général Mack, sur le bruit vaguement répandu de l'apparition des Français au bord du Danube. Il croyait toujours que ces Français devaient appartenir au corps de Bernadotte placé, disait-on, à Würtzbourg, pour secourir les Bavarois. Les officiers autrichiens étaient à table quand on vint leur annoncer qu'on apercevait les Français. Ils en furent extrêmement surpris, refusèrent d'abord d'y ajouter foi, mais, ne pouvant bientôt plus en douter, ils montèrent précipitamment à cheval pour se mettre à la tête de leurs troupes. En avant de Wertingen se présentait un hameau du nom de Hohenreichen, gardé par quelques centaines d'Autrichiens, fantassins et cavaliers. Abrités par les maisons de ce hameau, ils faisaient un feu incommode, et tenaient en échec un régiment de dragons arrivé le premier sur les lieux. Le chef d'escadron Excelmans, celui qui a depuis signalé son nom par tant de faits éclatants, alors simple aide de camp de Murat, était accouru au bruit de la fusillade. Il fit mettre pied à terre à deux cents dragons de bonne volonté, qui, se jetant le fusil à la main dans ce hameau, en délogèrent ceux qui l'occupaient. De nouveaux détachements de dragons étant survenus dans l'intervalle, on pressa plus fortement les Autrichiens, on pénétra à leur suite

dans Wertingen, on dépassa ce bourg, et on trouva, sur une espèce de plateau, les neuf bataillons formés en un seul carré, peu étendu mais serré et profond, ayant du canon et de la cavalerie sur ses ailes. Le brave chef d'escadron Excelmans chargea sur-le-champ ce carré avec une rare hardiesse, et eut un cheval tué sous lui. A ses côtés le colonel Meaupetit fut renversé d'un coup de baïonnette. Mais, quelque vigoureuse que fût l'attaque, on ne put pénétrer dans cette masse compacte. Il s'écoula ainsi un certain temps, pendant lequel les dragons français essayaient de sabrer les grenadiers autrichiens, qui leur rendaient des coups de baïonnette et des coups de fusil. Murat parut enfin avec le gros de sa cavalerie, et Lannes avec les grenadiers Oudinot, vivement attirés les uns et les autres par le bruit du canon. Murat fit aussitôt charger le carré ennemi par ses escadrons, et Lannes se hâta de diriger ses grenadiers sur la lisière d'un bois qui s'apercevait dans le fond, de manière à couper toute retraite aux Autrichiens. Ceux-ci, chargés de front, menacés par derrière, rétrogradèrent d'abord en masse serrée, puis bientôt en désordre. Si les grenadiers d'Oudinot avaient pu être rendus sur le terrain quelques instants plus tôt, les neuf bataillons autrichiens étaient pris en entier. Néanmoins on fit deux mille prisonniers, on enleva plusieurs pièces de canon et quelques drapeaux.

Lannes et Murat, qui avaient vu le chef d'escadron Excelmans sur la pointe des baïonnettes ennemies, voulurent qu'il portât à Napoléon la

nouvelle du premier succès obtenu, et les drapeaux pris à l'ennemi. L'Empereur reçut à Donauwerth le jeune et brillant officier, lui accorda un grade dans la Légion d'honneur, et lui en remit les insignes en présence de son état-major, afin de donner plus d'éclat aux premières récompenses méritées dans cette guerre.

Ce même jour, 8 octobre, le maréchal Soult était entré à Augsbourg sans coup férir. Le maréchal Davoust avait passé le Danube à Neubourg, et s'était porté à Aichach, pour prendre la position intermédiaire qui lui était assignée, entre les corps français qui allaient investir Ulm et ceux qui allaient à Munich tenir tête aux Russes. Le maréchal Bernadotte et le général Marmont faisaient les apprêts du passage du Danube, vers Ingolstadt, dans l'intention de se rendre à Munich.

Napoléon ordonna de resserrer la position d'Ulm. Il enjoignit au maréchal Ney de remonter la rive gauche du Danube, et de s'emparer de tous les ponts du fleuve, pour être en mesure d'agir sur les deux rives. Il enjoignit à Murat et à Lannes de remonter de leur côté sur la rive droite, et de contribuer avec Ney à l'investissement plus étroit des Autrichiens. Le lendemain, 9, le maréchal Ney, prompt à exécuter les ordres qu'il recevait, surtout quand ces ordres le rapprochaient de l'ennemi, atteignit les bords du Danube, et les remonta jusqu'à la hauteur d'Ulm. Les premiers ponts qui s'offraient à lui étaient ceux de Günzbourg. Il chargea la division Malher de les enlever.

Ces ponts étaient au nombre de trois. (Voir la

carte n° 7.) Le principal se trouvait devant la petite ville de Günzbourg, le second au-dessus, devant le village de Leipheim, le troisième au-dessous, devant le petit hameau de Reisensbourg. Le général Malher les fit aborder tous à la fois. Il chargea l'officier d'état-major Lefol d'attaquer celui de Leipheim avec un détachement, et le général Labassée d'attaquer celui de Reisensbourg avec le 59ᵉ de ligne. Lui-même, à la tête de la brigade Marcognet, se réserva l'attaque du pont principal, celui de Günzbourg. Le lit du Danube n'étant pas régulièrement formé dans cette partie de son cours, il fallait traverser une multitude d'îles, de petits bras bordés de saules et de peupliers. Les avant-gardes s'y jetèrent avec résolution, franchirent à gué toutes les eaux qui leur faisaient obstacle, et enlevèrent deux à trois cents Tyroliens avec le baron d'Aspre, général major qui commandait sur ce point. Nos troupes arrivèrent bientôt devant le grand bras, sur lequel était construit le pont de Günzbourg. Les Autrichiens, en se retirant, en avaient détruit une travée. Le général Malher voulut la faire rétablir. Mais sur l'autre rive étaient placés plusieurs régiments autrichiens, une artillerie nombreuse, et l'archiduc Ferdinand accouru lui-même avec des renforts considérables Les Autrichiens commençaient à comprendre combien était sérieuse l'opération entreprise sur leurs derrières, et ils voulaient tenter un grand effort pour sauver au moins les ponts les plus rapprochés d'Ulm. Ils dirigèrent sur les Français un feu meurtrier de mousqueterie et d'artillerie. Ceux-ci, n'étant plus abrités

par des îles boisées, et restant à découvert sur les graviers du fleuve, supportèrent ce feu avec une rare constance. Passer à gué était impossible. Ils s'élancèrent sur les chevalets du pont pour le réparer avec des madriers. Mais les travailleurs, abattus un à un par les balles ennemies, n'y purent réussir, et les lignes françaises, exposées pendant ce temps aux coups des Autrichiens, essuyèrent des pertes cruelles Le général Malher les fit replier dans les îles boisées, pour ne pas prolonger une témérité inutile.

Cette tentative infructueuse avait coûté quelques centaines d'hommes. Les deux autres attaques s'étaient exécutées simultanément. Des marais impraticables avaient rendu impossible celle de Leipheim Celle de Reisensbourg avait été plus heureuse. Le général Labassée, ayant à ses côtés le colonel Lacuée, commandant du 59ᵉ, s'était porté avec ce régiment au bord du grand bras du Danube. Les Autrichiens avaient encore détruit une travée du pont, mais pas assez complétement pour empêcher nos soldats de la réparer et d'y passer. Le 59ᵉ franchit le pont, enleva Reisensbourg et les hauteurs environnantes, malgré des forces triples au moins. Son colonel Lacuée y fut tué en combattant à la tête de ses soldats. En voyant un régiment français jeté seul au delà du Danube, la cavalerie autrichienne accourut au secours de son infanterie, et chargea à outrance le 59ᵉ, formé en carré. Trois fois elle s'élança sur les baïonnettes de ce brave régiment, et trois fois elle fut arrêtée par une fusillade dirigée à bout portant. Le 59ᵉ resta maître du champ de ba-

taille, après des efforts dont le souvenir mérite d'être conservé.

L'un des trois ponts étant franchi, le général Malher porta sa division entière sur Reisensbourg vers la fin du jour. Les Autrichiens n'eurent garde alors de s'obstiner à disputer Günzbourg. Ils se replièrent sur Ulm dans la nuit même, abandonnant aux Français un millier de prisonniers et 300 blessés.

De grands honneurs furent rendus au colonel Lacuée. Les divisions du corps de Ney, réunies à Günzbourg, assistèrent à ses funérailles dans la journée du 10, et payèrent à sa mémoire d'unanimes regrets. Le maréchal Ney plaça la division Dupont sur la rive gauche du fleuve, et fit passer sur la rive droite les divisions Malher et Loison, pour se tenir en communication avec Lannes.

Napoléon était resté jusqu'au 9 au soir à Donauwerth. Il en partit pour se transporter à Augsbourg, parce que là était le centre des renseignements à recueillir et des directions à donner. A Augsbourg, il était entre Ulm d'un côté, Munich de l'autre (voir la carte n° 28), entre l'armée de Souabe qu'il allait envelopper, et les Russes dont une rumeur générale annonçait l'approche. En s'éloignant d'Ulm pour un jour ou deux, il voulut y concentrer le commandement, et par une raison de parenté bien plus que par une raison de supériorité, il plaça sous les ordres de Murat les maréchaux Ney et Lannes, ce qui leur déplut fort, et amena des tiraillements fâcheux. C'étaient là les embarras inséparables du nouveau régime établi en France. La république a ses inconvénients,

qui sont les rivalités sanglantes ; la monarchie a les siens, qui sont les complaisances de famille. Murat avait ainsi une soixantaine de mille hommes à sa disposition, pour tenir le général Mack en respect sous les murs d'Ulm.

Napoléon, arrivé à Augsbourg, y trouva le maréchal Soult avec le quatrième corps. Le maréchal Davoust s'était établi à Aichach ; le général Marmont le suivait ; Bernadotte s'acheminait sur Münich. L'armée française se trouvait à peu près dans la position qu'elle avait à Milan lorsque, après avoir franchi miraculeusement le Saint-Bernard, elle était sur les derrières du général Mélas, le cherchant pour l'envelopper, mais ignorant la route où elle pourrait le saisir. La même incertitude régnait à l'égard des projets du général Mack. Napoléon s'appliquait à prévoir ce qu'il pourrait être tenté de faire dans un péril aussi pressant, et avait peine à le deviner, car le général Mack ne le savait pas lui-même. On devine plus difficilement un adversaire irrésolu qu'un adversaire résolu, et si l'incertitude ne devait vous perdre le lendemain, elle vous servirait la veille à tromper l'ennemi. Dans le doute où il se trouvait, Napoléon prêta le dessein le plus raisonnable au général Mack, celui de s'enfuir par le Tyrol. Ce général, en effet, en se dirigeant vers Memmingen, sur la gauche de la position d'Ulm, n'avait que deux ou trois marches à faire pour gagner le Tyrol par Kempten, (Voir la carte n° 28.) Il se réunissait ainsi à l'armée qui gardait la chaîne des Alpes, et à celle qui occupait l'Italie. Il se sauvait, et allait contribuer à former une masse de

200,000 hommes, masse toujours formidable, quelque position qu'elle occupe sur le théâtre général des opérations. Il échappait, en tout cas, à une catastrophe à jamais célèbre dans les annales de la guerre.

Napoléon lui attribua donc ce dessein, ne s'arrêtant pas à une autre pensée que le général Mack aurait pu concevoir, et qu'il conçut un instant, celle de s'enfuir par la rive gauche du Danube, qui n'était gardée que par l'une des divisions du maréchal Ney, la division Dupont. Ce parti désespéré était le moins supposable, car il exigeait une audace extraordinaire. Il fallait couper la route que les Français avaient suivie, et qui était encore couverte de leurs équipages et de leurs dépôts, s'exposer peut-être à les y rencontrer en masse, et leur passer sur le corps pour se retirer en Bohême. Napoléon n'admit point une telle probabilité, et ne songea qu'à fermer les routes du Tyrol. Il ordonna donc au maréchal Soult de remonter le Lech jusqu'à Landsberg, pour aller occuper Memmingen, et intercepter la route de Memmingen à Kempten. Il remplaça dans Augsbourg le corps du maréchal Soult par celui du général Marmont. Il établit en outre dans cette ville sa garde, qui suivait habituellement le quartier général. Là il attendit les mouvements de ses divers corps d'armée, rectifiant leur marche quand ils en avaient besoin.

Bernadotte, poussant l'arrière-garde de Kienmayer, entra dans Munich le 12 au matin, un mois juste après l'invasion des Autrichiens et la retraite des Bavarois. Il fit un millier de prison-

niers sur le détachement ennemi qu'il poussait devant lui. Les Bavarois, transportés de joie, reçurent les Français avec de vifs applaudissements. On ne pouvait pas venir plus vite ni plus sûrement au secours de ses alliés, surtout quand on était quelques jours auparavant à l'extrémité du continent, sur les bords de la Manche. Napoléon écrivit sur-le-champ à l'électeur pour l'engager à rentrer dans sa capitale. Il l'invita à y revenir avec toute l'armée bavaroise, qui eût été inutile à Würtzbourg, et qui fut destinée à occuper la ligne de l'Inn, conjointement avec le corps de Bernadotte. Napoléon recommanda de l'employer à faire des reconnaissances, parce que le pays lui était familier, et qu'elle pouvait donner de meilleurs renseignements sur la marche des Russes, qui arrivaient par la route de Vienne à Munich.

Le maréchal Soult, envoyé du côté de Landsberg, n'y rencontra que les cuirassiers du prince Ferdinand qui se repliaient sur Ulm à marches forcées. L'ardeur de nos troupes était si grande que le 26ᵉ de chasseurs ne craignit pas de se mesurer contre la grosse cavalerie autrichienne, et lui enleva un escadron entier avec deux pièces de canon. Cette rencontre prouvait évidemment que les Autrichiens, au lieu de s'enfuir vers le Tyrol, se concentraient derrière l'Iller, entre Memmingen et Ulm, et qu'on allait y trouver une nouvelle bataille de Marengo. Napoléon disposa tout pour la livrer avec la plus grande masse possible de ses forces. Il supposa qu'elle pourrait avoir lieu le 13 ou le 14 octobre; mais, n'étant pas pressé, puisque les Autrichiens ne prenaient

pas l'initiative, il préféra le 14, afin d'avoir plus de temps pour réunir ses troupes. D'abord il modifia la position du maréchal Davoust, qu'il porta d'Aichach à Dachau, de manière que ce maréchal, dans un poste avantageux entre Augsbourg et Munich, pouvait, en trois ou quatre heures, ou se porter à Munich pour opposer avec Bernadotte et les Bavarois 60,000 combattants aux Russes, ou se reporter vers Augsbourg pour seconder Napoléon dans ses opérations contre l'armée du général Mack. Après avoir pris ces précautions sur ses derrières, Napoléon fit les dispositions suivantes sur son front, en vue de cette journée supposée du 14. Il ordonna au maréchal Soult d'être établi le 13 à Memmingen, débordant cette position par sa gauche, et se liant par sa droite avec les corps qui allaient être portés sur l'Iller. Il envoya sa garde à Weissenhorn, où il résolut de se transporter lui-même. Il espérait ainsi rassembler cent mille hommes dans un espace de dix lieues, de Memmingen à Ulm. Les troupes, en effet, pouvant dans une journée faire une marche de cinq lieues et combattre, il lui était facile de réunir sur un même champ de bataille les corps de Ney, Lannes, Murat, Marmont, Soult et la garde. Du reste, la destinée lui réservait un tout autre triomphe que celui qu'il attendait, triomphe plus nouveau, et non moins étonnant par ses vastes conséquences.

Napoléon quitta Augsbourg le 12 à onze heures du soir pour se rendre à Weissenhorn. Sur la route il rencontra les troupes du corps de Marmont, composées de Français et de Hollandais, accablées de fatigue, chargées à la fois de leurs

armes et de leurs rations de vivres pour plusieurs jours. Le temps, qui avait été beau jusqu'au passage du Danube, était tout à coup devenu affreux, Il tombait une neige épaisse qui fondait, se changeait en boue, et rendait les routes impraticables. Toutes les petites rivières qui se jettent dans le Danube étaient débordées. Les soldats cheminaient au milieu de vrais marécages, souvent gênés dans leur marche par les convois d'artillerie. Cependant ils ne murmuraient pas, Napoléon s'arrêta pour les haranguer, les fit former en cercle autour de lui, leur exposa la situation de l'ennemi, la manœuvre par laquelle il venait de l'envelopper, et leur promit un triomphe aussi beau que celui de Marengo. Les soldats, enivrés par ses paroles, fiers de voir le plus grand capitaine du siècle leur expliquer ses plans, se livrèrent à de vifs transports d'enthousiasme, et lui répondirent par des cris unanimes de *vive l'Empereur!* Ils se remirent en route, impatients d'assister à la grande bataille. Ceux qui avaient entendu les paroles de l'Empereur les répétaient à ceux qui n'avaient pas pu les entendre, et tous s'écriaient avec joie que c'en était fait des Autrichiens, et qu'ils seraient pris jusqu'au dernier.

Il était temps que Napoléon revînt sur le Danube, car ses ordres, mal compris par Murat, auraient amené des malheurs, si les Autrichiens avaient été plus entreprenants.

Tandis que Lannes et Murat investissaient Ulm par la rive droite du Danube, Ney, resté à cheval sur le fleuve, avait deux divisions sur la rive droite, et une seule, celle du général Dupont,

sur la rive gauche. En se rapprochant d'Ulm pour l'investir, Ney avait senti le défaut d'une telle situation. Éclairé par les faits qu'il voyait de plus près, guidé par un heureux instinct de la guerre, confirmé dans son avis par le colonel Jomini, officier d'état-major du plus haut mérite, Ney avait entrevu le danger de ne laisser qu'une division sur la rive gauche du fleuve. « Pourquoi, disait-il, les Autrichiens ne saisiraient-ils pas l'occasion de fuir par la rive gauche, en foulant sous leurs pieds nos équipages et nos parcs, qui ne leur opposeraient certainement pas une grande résistance? » Murat n'admettait pas qu'il en pût être ainsi, et, s'appuyant sur les lettres mal interprétées de l'Empereur, qui, s'attendant à une affaire sérieuse sur l'Iller, ordonnait d'y concentrer toutes les troupes, il allait jusqu'à croire que c'était trop de la division Dupont sur la rive gauche, car cette division devait être hors du lieu de l'action le jour de la grande bataille. Cette divergence d'avis fit naître une vive altercation entre Ney et Murat. Ney était blessé d'obéir à un chef qu'il croyait au-dessous de lui par les talents, s'il était au-dessus par la parenté impériale. Murat, plein de l'orgueil de son nouveau rang, fier surtout d'être plus particulièrement initié à la pensée de Napoléon, fit sentir sa supériorité officielle au maréchal Ney, et finit par lui donner des ordres absolus. Sans des amis communs, ces lieutenants de l'Empereur auraient décidé leur querelle d'une manière peu conforme à leur haute position. Il résulta de cette altercation l'envoi d'ordres contradictoires à la division Dupont, et une situation

périlleuse pour elle. Mais heureusement, tandis qu'on disputait sur le poste qu'il convenait de lui faire occuper, elle sortait du péril dans lequel l'avait jetée une erreur de Murat, par un combat à jamais mémorable.

Le général Mack, ne pouvant plus douter de son infortune, avait fait un changement de front. Au lieu d'avoir sa droite à Ulm, il y avait sa gauche; au lieu d'avoir sa gauche à Memmingen, il y avait sa droite. Toujours appuyé sur l'Iller, il montrait le dos à la France, comme s'il en était venu, tandis que Napoléon montrait le dos à l'Autriche, comme si elle eût été son point de départ. C'était la position naturelle de deux généraux dont l'un a tourné l'autre. Le général Mack, après avoir attiré à lui les troupes répandues en Souabe, ainsi que celles qui étaient revenues battues de Wertingen et de Günzbourg, avait laissé quelques détachements sur l'Iller, de Memmingen à Ulm, et avait réuni la plus grande partie de ses forces à Ulm même, dans le camp retranché qui domine cette ville.

On connaît la situation et la forme de ce camp, déjà décrit dans cette histoire. (Voir la carte nº 7.) Sur ce point la rive gauche du Danube domine de beaucoup la rive droite. Tandis que la rive droite présente une plaine marécageuse légèrement inclinée vers le fleuve, la rive gauche, au contraire, présente une suite de hauteurs dessinées en terrasse, et baignées par le Danube, à peu près, comme la terrasse de Saint-Germain est baignée par la Seine. Le Michelsberg est la principale de ces hauteurs. Les Autrichiens y étaient campés

au nombre de 60,000 environ, ayant la ville d'Ulm à leurs pieds.

Le général Dupont, qui était demeuré seul sur la rive gauche, et qui, conformément aux ordres du maréchal Ney, devait se rapprocher d'Ulm le 11 octobre au matin, s'était porté en vue de cette place par la route d'Albeck. C'est ce même moment que Murat et Ney réunis à Günzbourg, employaient à disputer, et que Napoléon accouru à Augsbourg employait à faire ses dispositions générales. Le général Dupont, arrivé au village de Haslach, d'où l'on aperçoit le Michelsberg dans tout son développement, y découvrit 60,000 Autrichiens dans une attitude imposante. Les dernières marches, exécutées au milieu du plus mauvais temps et avec une extrême rapidité, avaient réduit sa division à 6,000 hommes. On lui avait cependant laissé les dragons à pied de Baraguey-d'Hilliers, lesquels, pendant le trajet du Rhin au Danube, avaient été adjoints non pas à Murat, mais au maréchal Ney. C'était un renfort de 5,000 hommes, qui aurait pu être d'une grande utilité s'il n'était resté à Langenau, trois lieues en arrière.

Le général Dupont, arrivé en présence du Michelsberg et des 60,000 hommes qui l'occupaient, se trouva devant eux avec trois régiments d'infanterie, deux de cavalerie, et quelques pièces de canon. Cet officier, si malheureux depuis, fut saisi, à cette vue, d'une inspiration qui honorerait les plus grands généraux. Il jugea que, s'il reculait, il allait déceler sa faiblesse, et être bientôt enveloppé par 10,000 chevaux lancés à sa pour-

suite; que si, au contraire, il faisait acte d'audace, il tromperait les Autrichiens, leur persuaderait qu'il était l'avant-garde de l'armée française, les obligerait à être circonspects, et aurait ainsi le temps de se retirer du mauvais pas où il était engagé.

En conséquence, il fit sur-le-champ ses dispositions pour combattre. A sa gauche, il avait le village de Haslach, entouré d'un petit bois. Il y plaça le 32ᵉ, devenu célèbre en Italie et commandé à cette époque par le colonel Darricau, le 1ᵉʳ de hussards, une partie de son artillerie. A sa droite, adossée de même à un bois, il plaça le 96ᵉ de ligne, commandé par le colonel Barrois, le 9ᵉ léger, commandé par le colonel Meunier, plus, le 17ᵉ de dragons. Un peu en avant de sa droite, il avait le village de Jungingen, entouré aussi de bouquets de bois, et il le fit occuper par un détachement.

C'est dans cette position que le général Dupont reçut les Autrichiens, détachés, au nombre de 25,000, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, pour combattre une division de 6,000 Français. Le général Dupont, toujours bien inspiré en cette circonstance, s'aperçut promptement que sa division serait détruite par la mousqueterie seule, s'il laissait les Autrichiens déployer leur ligne et étendre leurs feux. Joignant alors à l'audace d'une grande résolution l'audace d'une exécution vigoureuse, il ordonna aux deux régiments de sa droite, le 96ᵉ de ligne et le 9ᵉ léger, de charger à la baïonnette. Au signal donné par lui, ces deux braves régiments s'ébranlent, et marchent, la

baïonnette baissée, sur la première ligne autrichienne. Ils la culbutent, la mettent en désordre, et lui font quinze cents prisonniers, qu'on envoie à la gauche pour les enfermer dans le village de Haslach. Le général Dupont, après ce fait d'armes, se remet en position avec ses deux régiments, et attend immobile la suite de cet étrange combat. Mais les Autrichiens, ne pouvant se tenir pour battus, reviennent sur lui avec de nouvelles troupes. Nos soldats s'avancent une seconde fois à la baïonnette, repoussent les assaillants, et font encore de nombreux prisonniers. Dégoûtés de ces inutiles attaques de front, les Autrichiens dirigent leurs efforts sur nos ailes. Ils abordent le village de Haslach qui couvrait la gauche de la division Dupont, et qui contenait leurs prisonniers. Le 32ᵉ, dont le tour était venu de combattre, leur dispute énergiquement ce village, et les en chasse, tandis que le 1ᵉʳ de hussards, rivalisant avec l'infanterie, exécute des charges vigoureuses sur les colonnes repoussées. Les Autrichiens ne se bornent pas à attaquer Haslach, ils font une tentative à l'aile opposée, et essayent d'enlever le village de Jungingen, placé à la droite du général Dupont. Favorisés par le nombre, ils y pénètrent et s'en rendent maîtres un moment. Le général Dupont, appréciant le danger, fait réattaquer Jungingen par le 96ᵉ, et parvient à le reprendre. On le lui enlève de nouveau, il le reprend encore. Ce village est ainsi emporté de vive force cinq fois de suite, et, dans la confusion de ces attaques réitérées, les Français font chaque fois des prisonniers. Mais tandis que les Autrichiens s'épuisent

en efforts impuissants contre cette poignée de soldats, leur immense cavalerie, débordant dans tous les sens, se jette sur le 17e de dragons, le charge à plusieurs reprises, lui tue son colonel, le brave Saint-Dizier, et l'oblige à se replier dans le bois auquel il était adossé. Une nuée de cavaliers autrichiens se répand alors sur les plateaux environnants, court jusqu'au village d'Albeck d'où était partie la division Dupont, lui enlève ses bagages que les dragons de Baraguey-d'Hilliers auraient dû défendre, et ramasse ainsi quelques vulgaires trophées, triste consolation d'une défaite essuyée par 25,000 hommes contre 6,000.

Il devenait urgent de mettre un terme à un engagement aussi périlleux. Le général Dupont, après avoir fatigué les Autrichiens par cinq heures d'une lutte acharnée, se hâte de profiter de la nuit pour se retirer sur Albeck. Il y marche en bon ordre, en se faisant précéder par 4,000 prisonniers.

Si le général Dupont, en livrant ce combat extraordinaire, n'avait arrêté les Autrichiens, ceux-ci auraient fui en Bohême, et l'une des plus belles combinaisons de Napoléon aurait complétement échoué. C'est une preuve qu'aux grands généraux il faut de grands soldats, car les plus illustres capitaines ont souvent besoin que leurs troupes réparent par leur héroïsme, ou les hasards de la guerre, ou les erreurs que le génie lui-même est exposé à commettre.

Cette rencontre avec une partie de l'armée française provoqua d'orageuses délibérations dans le quartier général autrichien. On était informé de

la présence du maréchal Soult à Landsberg ; on ne supposait pas le général Dupont seul à Albeck, on commençait à se croire cerné de toutes parts. Le général Mack, sur lequel les Autrichiens ont voulu jeter toute la honte de leur désastre, était tombé dans un désordre d'esprit facile à concevoir. Quoi qu'en aient dit des juges qui ont raisonné après l'événement, il aurait fallu, pour qu'il se sauvât, qu'une inspiration du ciel lui eût révélé tout à coup la faiblesse du corps qui était devant lui, et la possibilité en l'écrasant de se retirer en Bohême. L'infortuné, qui ne savait pas ce qu'on a su depuis, et qui ne devait guère penser que les Français fussent si faibles sur la rive gauche, se mit à délibérer avec l'auguste compagnon de son triste sort, l'archiduc Ferdinand. Il perdit en agitations d'esprit un temps précieux, et ne sut se résoudre ni à fuir vers la Bohême en passant sur le corps de la division Dupont, ni à fuir vers le Tyrol en forçant le passage à Memmingen. Le parti qui lui sembla le plus sûr fut de s'établir plus solidement encore dans sa position d'Ulm, d'y concentrer son armée, et d'attendre là, en une grosse masse difficile à enlever d'assaut, l'arrivée des Russes par Munich, ou de l'archiduc Charles par le Tyrol. Il se disait que le général Kienmayer avec 20,000 Autrichiens, le général Kutusof avec 60,000 Russes, allaient paraître sur la route de Munich ; que l'archiduc Jean avec le corps du Tyrol, même l'archiduc Charles avec l'armée d'Italie, ne pouvaient manquer d'accourir à son secours par Kempten, et que ce serait alors Napoléon qui se trouverait en péril, car il serait

pressé entre 80,000 Austro-Russes arrivant de l'Autriche, 25,000 Autrichiens descendant du Tyrol, et 70,000 Autrichiens campés sous Ulm, ce qui ferait 175,000 hommes. Mais il aurait fallu que ces diverses réunions s'opérassent malgré Napoléon, placé au centre avec 160,000 Français habitués à vaincre. Dans le malheur on accueille avec empressement la moindre lueur d'espérance, et le général Mack croyait jusqu'aux faux rapports que lui faisaient les espions envoyés par Napoléon. Ces espions lui disaient tantôt qu'un débarquement d'Anglais à Boulogne allait rappeler les Français sur le Rhin, tantôt que les Russes et l'archiduc Charles débouchaient par la route de Munich.

Dans les situations difficiles, les subordonnés deviennent hardis et discoureurs; ils blâment les chefs et ont des avis. Le général Mack avait autour de lui des subordonnés qui étaient de grands seigneurs, et qui ne craignaient pas d'élever la voix. Ceux-ci voulaient s'enfuir en Tyrol, ceux-là en Wurtemberg, quelques autres en Bohême. Ces derniers, qui avaient raison par hasard, s'appuyaient sur le combat de Haslach pour soutenir que la route de Bohême était ouverte. L'ordinaire effet de la contradiction sur un esprit agité est de l'affaiblir encore, et d'amener des demi-partis, toujours les plus funestes de tous. Le général Mack, pour accorder quelque chose aux opinions qu'il combattait, prit deux résolutions fort singulières de la part d'un homme décidé à demeurer à Ulm. Il envoya la division Jellachich à Memmingen, pour renforcer ce poste que le général

Spangen gardait avec 5,000 hommes, dans l'intention de se tenir ainsi en communication avec le Tyrol. Il fit sortir le général Riesc pour s'emparer des hauteurs d'Elchingen, avec une division entière, afin de s'étendre sur la rive gauche, et d'essayer une forte reconnaissance sur les communications des Français.

A rester dans Ulm, pour y attendre des secours et y livrer au besoin une bataille défensive, il fallait y rester en masse, et ne pas envoyer des corps aux deux extrémités de la ligne qu'on occupait, car c'était les exposer à être détruits l'un après l'autre. Quoi qu'il en soit, le général Mack fit occuper par le général Riesc le couvent d'Elchingen, qui est situé sur les hauteurs de la rive gauche, tout près de Haslach, où l'on avait combattu le 11. Au pied de ces hauteurs et au-dessous du couvent, se trouvait un pont que Murat avait fait occuper par un détachement français. Les Autrichiens avaient précédemment essayé de le détruire. Le détachement de Murat, pour se couvrir à l'approche des troupes du général Riesc, acheva de le ruiner en le brûlant. Cependant il restait les pilotis enfoncés dans le fleuve, et que les eaux avaient sauvés de l'incendie. De la sorte l'armée française était sans communication avec la rive gauche, autrement que par les ponts de Günzbourg, placés fort au-dessous d'Elchingen. La division Dupont s'était retirée à Langenau. La retraite était donc ouverte aux Autrichiens. Héureusement ils l'ignoraient!

C'est sur ces entrefaites que Napoléon, parti d'Augsbourg le 12 octobre au soir, parvint à Ulm

le 13. A peine arrivé, il parcourut à cheval, par un temps affreux, toutes les positions qu'occupaient ses lieutenants. Il trouva ceux-ci fort irrités les uns à l'égard des autres, et soutenant des avis entièrement différents. Lannes, dont le sens était sûr et pénétrant à la guerre, avait jugé, comme le maréchal Ney, qu'au lieu de vouloir accepter une bataille sur l'Iller, les Autrichiens songeaient plutôt à s'enfuir en Bohême par la rive gauche, en passant sur le corps de la division Dupont. Si Napoléon loin des lieux avait pu avoir des doutes, il ne lui en resta plus un seul sur les lieux mêmes. D'ailleurs, en ordonnant de veiller à la rive gauche et d'y placer la division Dupont, il allait sans dire qu'on ne devait pas y laisser cette division sans appui, sans s'assurer surtout le moyen de passer d'une rive à l'autre, pour la secourir si elle était attaquée. Ainsi les instructions de Napoléon n'avaient pas été mieux comprises que la situation elle-même. Il donna donc complétement raison aux maréchaux Ney et Lannes contre Murat, et prescrivit de réparer sur-le-champ les fautes graves commises les jours précédents. Il résolut de rétablir les communications de la rive droite à la rive gauche par le pont le plus voisin d'Ulm, celui d'Elchingen. On aurait pu descendre jusqu'à Günzbourg, qui nous appartenait, y repasser le Danube, et remonter avec la division Dupont renforcée jusqu'à Ulm Mais c'était un mouvement fort allongé qui laissait aux Autrichiens bien du temps pour s'enfuir. Il valait bien mieux, à la pointe du jour du 14, rétablir de vive force le pont d'Elchingen qu'on avait sous

les yeux, et se transporter en nombre suffisant sur la rive gauche, pendant que le général Dupont averti remonterait de Langenau sur Albeck et Ulm.

Napoléon donna ses ordres en conséquence pour le lendemain 14. Le maréchal Soult avait été porté à l'extrémité de la ligne de l'Iller vers Memmingen; le général Marmont s'avançait en intermédiaire sur l'Iller. Lannes, Ney, Murat, réunis sous Ulm, allaient se mettre à cheval sur les deux rives du Danube, pour tendre la main à la division Dupont laissée sur la rive gauche. Mais pour cela il fallait rétablir le pont d'Elchingen. C'est à Ney que fut réservé l'honneur d'exécuter, dans la matinée du 14, l'acte de vigueur qui devait nous rendre la possession des deux rives du fleuve. (Voir la carte n° 7.)

Cet intrépide maréchal ne pouvait se consoler de quelques paroles peu convenables qu'il avait essuyées de Murat, dans la récente altercation qu'il avait eue avec lui. Murat, comme importuné de raisonnements trop longs, lui avait dit qu'il ne comprenait rien à tous les plans qu'on lui exposait, et qu'il avait l'habitude de ne faire les siens qu'en face de l'ennemi. C'était la réponse superbe qu'un homme d'action aurait pu adresser à un vain discoureur. Le maréchal Ney, à cheval, dès le matin du 14, en grand uniforme, paré de ses décorations, saisit le bras de Murat, et, le secouant fortement devant tout l'état-major et devant l'Empereur lui-même, lui dit fièrement : « Venez, prince, venez faire avec moi vos plans en face de l'ennemi. » Puis, se portant au galop

vers le Danube, il alla, sous une grêle de balles et de mitraille, ayant de l'eau jusqu'au ventre de son cheval, diriger la périlleuse opération dont il était chargé.

Il fallait réparer le pont, duquel il ne restait que les chevalets sans travées, le franchir, traverser une petite prairie qui s'étendait entre le Danube et le pied de la hauteur, s'emparer ensuite du village et du couvent d'Elchingen, qui s'élevait en amphithéâtre, et qui était gardé par 20,000 hommes et une formidable artillerie.

Le maréchal Ney, que tant d'obstacles n'effrayaient point, ordonna à un aide de camp du général Loison, le capitaine Coisel, et à un sapeur, de se saisir de la première planche, et de la porter sur les chevalets du pont, afin de rétablir le passage, sous le feu des Autrichiens. Le brave sapeur eut la jambe emportée d'un coup de mitraille, mais il fut immédiatement remplacé. Une planche fut d'abord jetée en forme de travée, puis une seconde et une troisième. Après avoir réparé cette travée, on en répara une autre, et on arriva de la sorte à couvrir le dernier chevalet, sous une fusillade meurtrière, que d'adroits tirailleurs dirigeaient de l'autre rive sur nos travailleurs. Aussitôt, les voltigeurs du 6e léger, les grenadiers du 39e et une compagnie de carabiniers, sans attendre que le pont fût entièrement consolidé, se jetèrent de l'autre côté du Danube, dispersèrent les Autrichiens qui gardaient la rive gauche, et se ménagèrent assez de place pour que la division Loison pût venir à leur secours.

Le maréchal Ney fit alors passer le 39e et le

6ᵉ léger sur l'autre rive du fleuve. Il ordonna au général Villatte de se mettre à la tête du 39ᵉ et de s'étendre à droite dans la prairie, pour la faire évacuer par les Autrichiens, tandis que lui-même avec le 6ᵉ léger enlèverait le couvent. Le 39ᵉ, arrêté, pendant qu'il traversait le pont, par la cavalerie française qui s'y précipitait avec ardeur, ne réussit pas à passer tout entier. Le 1ᵉʳ bataillon de ce régiment put seul exécuter l'ordre qu'il avait reçu. Il eut à essuyer les charges de la cavalerie autrichienne et l'attaque de trois bataillons ennemis; il fut même, après une résistance opiniâtre, ramené un moment au débouché du pont. Mais bientôt secouru par son second bataillon, rejoint par les 69ᵉ et 76ᵉ de ligne, il recouvra l'espace perdu, resta maître de toute la prairie à droite, et obligea les Autrichiens à regagner les hauteurs. Pendant ce temps Ney, à la tête du 6ᵉ léger, gravissait les rues tortueuses du village d'Elchingen, sous le feu plongeant des maisons qui étaient remplies d'infanterie. Il arracha le village, une maison après l'autre, aux mains des Autrichiens, et enleva le couvent qui est sur le sommet de la hauteur. Arrivé en cet endroit, il avait devant lui les plateaux ondulés, parsemés de bois, sur lesquels la division Dupont avait combattu le 11. Ces plateaux s'étendent jusqu'au Michelsberg, au-dessus même de la ville d'Ulm. Ney voulut s'y établir, pour n'être pas culbuté dans le Danube par un retour offensif de l'ennemi. Un fort bouquet de bois venait jusqu'au bord de la hauteur se joindre au couvent et au village d'Elchingen. Ney résolut de s'en emparer

pour y appuyer sa gauche. Il voulait, sa gauche étant bien assurée, pivoter sur elle, et porter sa droite en avant. Il jeta dans le bois le 69e de ligne, qui s'y précipita malgré une vive fusillade. Tandis que l'on combattait de ce côté avec acharnement, le reste du corps autrichien était formé en plusieurs carrés de 2,000 à 3,000 hommes chacun. Ney les fit attaquer par les dragons suivis de l'infanterie en colonne. Le 18e de dragons exécuta sur l'un d'eux une charge si vigoureuse, qu'il l'enfonça, et le contraignit à mettre bas les armes. Les Autrichiens, à cette vue, se retirèrent en toute hâte, s'enfuirent d'abord vers Haslach, et vinrent enfin se rallier sur le Michelsberg.

Sur ces entrefaites, le général Dupont, reporté de Langenau vers Albeck, avait rencontré le corps de Werneck, l'un de ceux qui étaient sortis d'Ulm la veille, dans l'intention de pousser des reconnaissances sur la rive gauche du Danube et de chercher un moyen de retraite pour l'armée autrichienne. En entendant le canon sur ses derrières, le général Werneck avait rebroussé chemin, et était revenu sur le Michelsberg par la route d'Albeck à Ulm. Il y arrivait à l'instant même où la division Dupont s'y rendait de son côté, et où le maréchal Ney enlevait les hauteurs d'Elchingen. Un nouveau combat s'engagea sur ce point entre le général Werneck qui voulait regagner Ulm, et le général Dupont qui voulait au contraire l'en empêcher. Le 32e et le 9e léger se précipitèrent en colonne serrée sur l'infanterie des Autrichiens, et la repoussèrent pendant que le 96e recevait en carré les charges de leur cava-

lerie. La journée s'acheva au milieu de cette mêlée, le maréchal Ney ayant glorieusement reconquis la rive gauche, et le général Dupont ayant coupé au corps de Werneck le retour vers Ulm. On avait fait 3,000 prisonniers et enlevé beaucoup d'artillerie. Mais ce qui valait mieux, les Autrichiens étaient définitivement enfermés dans Ulm, et cette fois sans aucune chance de se sauver, la plus heureuse inspiration leur vînt-elle à ce dernier moment.

Pendant que ces événements avaient lieu sur la rive gauche, Lannes s'était approché d'Ulm par la rive droite, le général Marmont s'était avancé vers l'Iller, et le maréchal Soult, débordant l'extrémité de la position des Autrichiens, s'était emparé de Memmingen. On travaillait encore à palissader cette ville quand le maréchal Soult y était arrivé. Il l'avait rapidement investie, et avait obligé le général Spangen à déposer les armes avec 5,000 hommes, toute son artillerie et beaucoup de chevaux. Le général Jellachich, accourant trop tard pour secourir Memmingen avec sa division, et se trouvant en face d'un corps d'armée de 30,000 hommes, se retira, non pas sur Ulm, qu'il craignait de ne pouvoir plus regagner, mais sur Kempten et le Tyrol. Le maréchal Soult s'achemina sur-le-champ vers Ochsenhausen, pour achever dans tous les sens l'investissement de la place et du camp retranché d'Ulm.

Telle était la situation à la fin de la journée du 14 octobre. Après le départ du général Jellachich et les divers combats qui avaient été livrés, le

général Mack était réduit à 50,000 hommes. Encore fallait-il en déduire le corps de Werneck, séparé de lui par la division Dupont. Ce malheureux général se trouvait donc dans une position désespérée. Il n'avait aucun bon parti à prendre. Sa seule ressource était de se précipiter l'épée à la main sur l'un des points du cercle de fer dans lequel on l'avait enfermé, pour mourir ou s'ouvrir une issue. Se jeter sur Ney et Dupont était encore le parti le moins désastreux. Certainement il eût été battu, car Lannes, Murat allaient accourir par le pont d'Elchingen au secours de Ney et de Dupont, et il ne fallait pas une telle réunion de forces pour vaincre des soldats démoralisés Cependant l'honneur des armes eût été sauvé, et, après la victoire, c'est le plus précieux résultat à obtenir. Mais le général Mack persista dans la résolution de se concentrer à Ulm, et d'y attendre les secours des Russes. Il essuya de violentes attaques de la part du prince de Schwartzenberg et de l'archiduc Ferdinand. Ce dernier surtout voulait à tout prix échapper au malheur d'être fait prisonnier. Le général Mack montra les pouvoirs de l'Empereur, qui, en cas de dissentiment, lui attribuaient l'autorité suprême. Mais c'était assez pour le rendre responsable, pas assez pour le faire obéir. L'archiduc Ferdinand résolut, grâce à sa position moins dépendante, de se soustraire aux ordres du général en chef. La nuit venue, il choisit celle des portes d'Ulm qui l'exposait le moins à rencontrer les Français, et il sortit avec 6,000 ou 7,000 chevaux et un corps d'infanterie, dans l'intention de rejoindre le général Werneck, et de s'enfuir par le

haut Palatinat vers la Bohême. En réunissant au détachement qui le suivait le corps du général Werneck, l'archiduc Ferdinand privait le général Mack d'une vingtaine de mille hommes, et le laissait dans Ulm avec 30,000 seulement, bloqué de toutes parts, et réduit à mettre bas les armes de la manière la plus ignominieuse.

On a dit faussement que le départ du prince prouvait la possibilité de sortir d'Ulm. Il est d'abord tout à fait improbable que l'armée entière avec son artillerie et son matériel pût se dérober comme un simple détachement, composé en majeure partie de troupes à cheval. Mais ce qui arriva quelques jours après à l'archiduc Ferdinand démontre que l'armée elle-même eût trouvé sa perte dans cette fuite. La grande faute était de se diviser. Il fallait ou rester, ou sortir tous ensemble; rester pour livrer une bataille acharnée à la tête de 70,000 hommes; sortir pour se précipiter avec ces 70,000 hommes sur l'un des points de l'investissement, et y trouver soit la mort, soit le succès que la fortune accorde quelquefois au désespoir. Mais se diviser, les uns pour s'enfuir avec Jellachich vers le Tyrol, les autres pour escorter la fuite d'un prince en Bohême, les autres pour signer une capitulation à Ulm, était de toutes les manières de se conduire la plus déplorable. Du reste l'expérience enseigne que, dans ces situations, l'âme humaine abattue, quand elle a commencé à descendre, descend si bas, qu'entre tous les partis elle prend le plus mauvais. Il faut ajouter, pour être juste, que le général Mack s'est toujours défendu depuis d'avoir voulu cette divi-

vision des forces autrichiennes et ces retraites séparées (1).

Napoléon avait passé la nuit du 14 au 15 dans le couvent d'Elchingen. Le 15 au matin, il résolut d'en finir, et donna l'ordre au maréchal Ney d'enlever les hauteurs du Michelsberg. Ces hauteurs placées en avant d'Ulm, quand on vient par la rive gauche, dominent cette ville, qui est comme nous l'avons dit, située à leur pied, au bord même du Danube. (Voir la carte n° 7.) Lannes avait passé avec son corps par le pont d'Elchingen, et flanquait l'attaque de Ney. Il devait enlever le Frauenberg, hauteur voisine de celle du Michelsberg. Na-

(1) Les Autrichiens n'ont jamais fait connaître leurs opérations dans cette première partie de la campagne de 1805. On a publié néanmoins beaucoup d'écrits en Allemagne, dans lesquels on s'est attaché à accabler le général Mack, à exalter l'archiduc Ferdinand, pour expliquer par l'ineptie d'un seul homme le désastre de l'armée autrichienne, et diminuer en même temps la gloire des Français. Ces écrits sont tous inexacts et injustes, et s'appuient la plupart du temps sur des circonstances fausses, dont l'impossibilité même est démontrée. Je me suis procuré avec beaucoup de peine l'un des rares exemplaires de la défense présentée par le général Mack au conseil de guerre devant lequel il fut appelé à comparaître. Cette défense, d'une forme singulière, d'un ton contraint, surtout à l'égard de l'archiduc Ferdinand, plus remplie de réflexions déclamatoires que de faits, m'a cependant fourni le moyen de bien préciser les intentions du général autrichien, et de rectifier un grand nombre de suppositions absurdes. Je crois donc être arrivé dans ce récit à la vérité, autant du moins qu'il est permis de l'espérer à l'égard d'événements qui n'ont pas été constatés par écrit même en Autriche, et qui sont presque sans témoins vivants aujourd'hui. Les principaux personnages en effet sont morts, et il y a eu en Allemagne un motif fort naturel, fort excusable de défigurer la vérité, celui de sauver l'amour-propre national en accablant un seul homme.

poléon était sur le terrain, ayant Lannes auprès de lui, observant d'un côté les positions que Ney allait aborder à la tête de ses régiments, et de l'autre plongeant ses regards sur la ville d'Ulm placée dans le fond. Tout à coup une batterie démasquée par les Autrichiens vomit la mitraille sur le groupe impérial. Lannes saisit brusquement les rênes du cheval de Napoléon pour l'éloigner de ce feu meurtrier. Napoléon qui ne recherchait pas le feu, et ne l'évitait pas non plus, qui ne s'en approchait qu'autant qu'il le fallait pour juger des choses d'après ses propres yeux, se place de manière à voir l'action avec moins de péril. Ney ébranle ses colonnes, gravit les retranchements élevés sur le Michelsberg, et les emporte à la baïonnette. Napoléon, craignant que l'attaque de Ney ne soit trop prompte, veut la ralentir pour donner à Lannes le temps d'aborder le Frauenberg, et de diviser ainsi l'attention de l'ennemi. « La gloire ne se partage pas, » répond Ney au général Dumas, qui lui apporte l'ordre d'attendre le secours de Lannes; et il continue sa marche, surmonte tous les obstacles, et parvient avec son corps sur le revers des hauteurs, au-dessus même de la ville d'Ulm. Lannes enlève de son côté le Frauenberg, et réunis ils descendent ensemble pour s'approcher des murs de la place. Dans l'ardeur qui entraînait les colonnes d'attaque, le 17e léger, sous les ordres du colonel Vedel, de la division Suchet, escalade le bastion placé le plus près du fleuve, et s'y établit. Mais les Autrichiens, s'apercevant de la position aventurée de ce régiment, se jettent sur lui, le repoussent et lui font quelques prisonniers.

Napoléon crut devoir suspendre le combat, et remettre au lendemain le soin de sommer la place, et, si elle résistait, de la prendre d'assaut. Pendant cette journée, le général Dupont, demeuré depuis la veille en face du corps de Werneck, s'était de nouveau engagé avec lui, pour l'empêcher de regagner Ulm. Napoléon avait envoyé Murat pour voir ce qui se passait de ce côté, car il avait la plus grande peine à se l'expliquer, ignorant la sortie d'une partie de l'armée autrichienne. Bientôt il devint évident pour lui que plusieurs détachements avaient réussi à se dérober par l'une des portes d'Ulm, celle qui était le moins exposée à la vue et à l'action des Français. Il chargea sur-le-champ Murat, avec la réserve de cavalerie, la division Dupont et les grenadiers Oudinot, de suivre à outrance la portion de l'armée ennemie qui s'était échappée de la place.

Le lendemain 16, il fit jeter quelques obus dans Ulm, et le soir il donna l'ordre à l'un des officiers de son état-major, M. de Ségur, de se transporter auprès du général Mack pour le sommer de mettre bas les armes. Obligé de marcher la nuit par un très-mauvais temps, M. de Ségur eut la plus grande peine à pénétrer dans la place. Il fut amené les yeux bandés devant le général Mack, qui, s'efforçant de cacher sa profonde anxiété, ne put cependant dissimuler sa surprise et sa douleur en apprenant toute l'étendue de son désastre. Il ne la connaissait pas entièrement, car il ignorait encore qu'il était cerné de plus par 100,000 Français, que 60,000 autres occupaient la ligne de l'Inn, que les Russes au contraire étaient fort loin, et

que l'archiduc Charles, retenu sur l'Adige par le maréchal Masséna, ne pourrait arriver. Chacune de ces nouvelles, qu'il ne voulait d'abord pas croire, mais qu'il était bientôt obligé d'admettre sur l'assertion réitérée et véridique de M. de Ségur, déchirait son âme. Après s'être beaucoup récrié contre la proposition de capituler, le général Mack finit par en supporter l'idée, à la condition d'attendre quelques jours le secours des Russes. Il était prêt, disait-il, à se rendre sous huit jours, si les Russes ne paraissaient pas devant Ulm. M. de Ségur avait ordre de ne lui en accorder que cinq, et à la rigueur six. En cas de refus, il devait le menacer d'un assaut, et du sort le plus rigoureux pour les troupes placées sous son commandement.

Cet infortuné général mettait son honneur, désormais perdu, à obtenir huit jours au lieu de six. M. de Ségur se retira pour porter sa réponse à l'Empereur. Les pourparlers continuèrent, et enfin Berthier, introduit lui-même dans la place, convint avec le général Mack des conditions suivantes. Si le 25 octobre, avant minuit, un corps austro-russe capable de débloquer Ulm ne se présentait pas, l'armée autrichienne devait déposer les armes, se constituer prisonnière de guerre, et être conduite en France. Les officiers autrichiens pouvaient rentrer en Autriche à la condition de ne plus servir contre la France. Chevaux, armes, munitions, drapeaux, tout devait appartenir à l'armée française.

On traitait le 19 octobre, mais on devait dater la convention du 17, ce qui en apparence donnait

au général Mack les huit jours demandés. Cet infortuné, arrivé au quartier général de l'Empereur, et reçu avec les égards dus au malheur, affirma itérativement qu'il n'était pas coupable des désastres de son armée, qu'on s'était établi à Ulm par ordre du conseil aulique, et que depuis l'investissement on s'était divisé malgré sa volonté formelle.

C'était, comme on le voit, une nouvelle convention d'Alexandrie, moins la terrible effusion de sang de Marengo.

Pendant ce temps, Murat, à la tête de la division Dupont, des grenadiers Oudinot et de la réserve de cavalerie, rachetait sa faute récente en poursuivant les Autrichiens avec une rapidité vraiment prodigieuse. Il suivait à outrance le général Werneck et le prince Ferdinand, jurant de ne pas laisser échapper un seul homme. (Voir la carte n° 29.) Parti le 16 octobre au matin, il livra le soir à Nerenstetten un combat d'arrière-garde au général Werneck, et lui enleva 2,000 prisonniers. Le lendemain, 17, il se dirigea sur Heidenheim, tâchant de déborder les flancs de l'ennemi par la marche rapide de sa cavalerie. Le général Werneck et l'archiduc Ferdinand, alors réunis, faisaient leur retraite en commun. Dans la journée, on dépassa Heidenheim, et on arriva à Neresheim à la nuit, en même temps que l'arrière-garde du corps de Werneck. On la mit en désordre, et on la contraignit à se disperser dans les bois. Le lendemain 18, Murat, marchant sans relâche, suivit l'ennemi sur Nordlingen. Le régiment de Stuart enveloppé se livra tout entier. Le général Werneck, se voyant cerné de toutes parts et ne pouvant

plus avancer avec une infanterie harassée, n'ayant plus ni l'espérance ni même la volonté de se sauver, offrit de capituler. La capitulation fut acceptée, et ce général posa les armes avec 8,000 hommes. Trois généraux autrichiens, emmenant une partie de la cavalerie, voulurent s'échapper malgré la capitulation. Murat leur envoya un officier pour les rappeler à l'exécution de leur engagement. Ils n'écoutèrent rien, et allèrent rejoindre le prince Ferdinand. Murat se promit de punir un tel manque de foi en les poursuivant plus activement encore le lendemain. Dans la nuit on s'empara du grand parc, composé de 500 voitures.

Cette route offrait un spectacle de confusion inouï. Les Autrichiens s'étaient jetés sur nos communications; ils avaient pris beaucoup de nos équipages, de nos traînards, et une partie du trésor de Napoléon. On leur reprit tout ce qu'ils avaient conquis pour un moment, plus leur artillerie, leurs équipages et leur propre trésor. On voyait des soldats, des employés des deux armées fuir en désordre, sans savoir où ils allaient, ignorant quel était le vainqueur ou le vaincu. Des paysans du haut Palatinat couraient après les fuyards, les dépouillaient, et coupaient les traits de l'artillerie autrichienne pour s'en approprier les chevaux. Murat, continuant sa poursuite, arriva le 19 à Gunzenhausen, frontière prussienne d'Anspach. Un officier prussien eut la hardiesse de venir réclamer la neutralité, quand les fugitifs autrichiens avaient obtenu l'autorisation de traverser le pays. Murat, pour toute réponse, entra de vive force dans Gunzenhausen, et suivit l'archiduc au delà. Le lende-

main, 20, il dépassa Nuremberg. L'ennemi, sentant ses forces épuisées, finit par s'arrêter. Un combat s'engagea entre les deux cavaleries. Après des charges nombreuses reçues et rendues, les escadrons de l'archiduc se dispersèrent, et la plus grande partie d'entre eux mit bas les armes. Quelque infanterie qui restait se rendit prisonnière. Le prince Ferdinand dut au dévouement d'un sous-officier, qui lui donna son cheval, l'avantage de sauver sa personne. Il gagna, avec deux ou trois mille chevaux, la route de Bohême.

Murat ne crut pas devoir pousser plus loin. Il avait marché quatre jours sans se reposer, faisant plus de dix lieues par jour. Ses troupes étaient harassées de fatigue. Prolongée au delà de Nuremberg, cette poursuite l'eût emporté hors du cercle des opérations de l'armée. D'ailleurs ce qui restait au prince Ferdinand ne valait pas une marche de plus. Dans cette circonstance mémorable, Murat avait pris 12,000 prisonniers, 120 pièces de canon, 500 voitures, 11 drapeaux, 200 officiers, 7 généraux, plus le trésor de l'armée autrichienne. Il avait donc sa glorieuse part de cette immortelle campagne.

Le plan de Napoléon était complétement réalisé. On était au 20 octobre, et en vingt jours, sans livrer bataille, par une suite de marches et quelques combats, une armée de 80,000 hommes était détruite. Il ne s'était enfui que le général Kienmayer avec une douzaine de mille hommes, le général Jellachich avec cinq ou six, le prince Ferdinand avec deux ou trois mille chevaux. On avait recueilli à Wertingen, à Günzbourg, à Haslach,

à Munich, à Elchingen, à Memmingen, dans la poursuite dirigée par Murat, environ 30,000 prisonniers (1). Il en restait 30,000 qu'on allait trouver dans Ulm. C'étaient 60,000 hommes en tout qu'on avait enlevés, avec leur artillerie composée de 200 bouches à feu, avec 4,000 ou 5,000 chevaux très-propres à remonter notre cavalerie, avec tout le matériel de l'armée autrichienne et 80 drapeaux.

L'armée française avait quelques mille éclopés par suite des marches forcées; elle comptait tout au plus 2,000 hommes hors de combat.

Napoléon, rassuré à l'égard des Russes, n'avait pas été fâché de s'arrêter quatre ou cinq jours devant Ulm, afin de donner à ses soldats le temps de se reposer, et surtout de rejoindre leurs drapeaux, car les dernières opérations avaient été si rapides, qu'un certain nombre d'entre eux étaient demeurés en arrière. « Notre Empereur, disaient-ils, a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre; il ne la fait plus avec nos bras, mais avec nos jambes. »

Cependant Napoléon ne voulait pas attendre davantage, et il tenait à gagner les trois ou quatre

(1) Voici l'énumération approximative, mais plutôt réduite qu'exagérée, de ces prisonniers :

Pris à Wertingen. . . .	2,000
à Günzbourg. . . .	2,000
à Haslach.	4,000
à Munich.	1,000
à Elchingen. . . .	3,000
à Memmingen. . . .	5,000
Pendant la poursuite dirigée par Murat. .	12 à 13,000
Total. . . .	29 à 30,000

jours qui restaient à courir, en vertu de la capitulation signée avec le général. Il le fit venir, et, en versant quelques consolations dans son cœur, il en obtint une nouvelle concession, c'était de livrer la place le 20, moyennant que Ney restât sous Ulm jusqu'au 25 octobre. Le général Mack croyait avoir rempli ses derniers devoirs en paralysant un corps français jusqu'au huitième jour. Au reste, dans la situation à laquelle il était réduit, tout ce qu'il pouvait était peu de chose. Il consentit donc à sortir le lendemain de la place.

Le lendemain en effet, 20 octobre 1805, jour à jamais mémorable, Napoléon, placé au pied du Michelsberg, en face d'Ulm, vit défiler sous ses yeux l'armée autrichienne. Il occupait un talus élevé, ayant derrière lui son infanterie rangée en demi-cercle sur le versant des hauteurs, et vis-à-vis, sa cavalerie déployée sur une ligne droite. Les Autrichiens défilaient entre deux, déposant leurs armes à l'entrée de cette espèce d'amphithéâtre. On avait préparé un grand feu de bivac, auprès duquel Napoléon assistait au défilé. Le général Mack se présenta le premier, et lui remit son épée en s'écriant avec douleur : « Voici le malheureux Mack. » Napoléon le reçut, lui et ses officiers à ses côtés. Les soldats autrichiens, avant d'arriver en sa présence, jetaient leurs armes avec un dépit honorable pour eux, et n'étaient arrachés à ce sentiment que par celui de la curiosité, qui les saisissait en approchant de Napoléon. Tous dévoraient des yeux ce terrible vainqueur, qui, depuis dix années, faisait subir de si cruels affronts à leurs drapeaux.

Napoléon, s'entretenant avec les officiers autrichiens, leur dit assez haut pour être entendu de tous : « Je ne sais pas pourquoi nous nous faisons la guerre. Je ne la voulais pas, je ne songeais qu'à la faire aux Anglais, quand votre maître est venu me provoquer. Vous voyez mon armée : j'ai en Allemagne 200,000 hommes, vos soldats prisonniers en verront 200,000 autres qui traversent la France pour venir en aide aux premiers. Je n'ai pas besoin, vous le savez, d'en avoir autant pour vaincre. Votre maître doit songer à la paix, car autrement la chute de la maison de Lorraine pourrait bien être arrivée. Ce ne sont pas de nouveaux États que je désire sur le continent, ce sont des vaisseaux, des colonies, du commerce que je veux avoir, et cette ambition vous est aussi profitable qu'à moi. » Ces paroles, prononcées avec quelque hauteur, ne rencontrèrent chez ces officiers que le silence, et le regret de les trouver méritées. Napoléon s'entretint ensuite avec les plus connus des généraux autrichiens, et assista cinq heures à ce spectacle extraordinaire. Vingt-sept mille hommes défilèrent devant lui. Il restait dans la place trois à quatre mille blessés.

Selon sa coutume, il adressa le lendemain à ses soldats une proclamation. Elle était conçue dans les termes suivants :

« Du quartier général impérial d'Elchingen, le 29 vendémiaire an XIV (21 octobre 1805).

« SOLDATS DE LA GRANDE ARMÉE,

» En quinze jours nous avons fait une campa-

» gne : ce que nous nous proposions est rempli.
» Nous avons chassé les troupes de la maison
» d'Autriche de la Bavière, et rétabli notre allié
» dans la souveraineté de ses États. Cette armée
» qui, avec autant d'ostentation que d'impru-
» dence, était venue se placer sur nos frontières
» est anéantie. Mais qu'importe à l'Angleterre?
» son but est atteint, nous ne sommes plus à
» Boulogne!...

» De 100,000 hommes qui composaient cette
» armée, 60,000 hommes sont prisonniers : ils
» iront remplacer nos conscrits dans les tra-
» vaux de nos campagnes. 200 pièces de canon,
» 90 drapeaux, tous les généraux sont en notre
» pouvoir, il ne s'est pas échappé de cette armée
» 15,000 hommes. Soldats, je vous avais annoncé
» une grande bataille, mais, grâce aux mauvaises
» combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les
» mêmes succès sans courir aucune chance; et, ce
» qui est sans exemple dans l'histoire des nations,
» un aussi grand résultat ne nous affaiblit pas de
» plus de 1,500 hommes hors de combat.

» Soldats, ce succès est dû à votre confiance
» sans bornes dans votre Empereur, à votre pa-
» tience à supporter les fatigues et les privations
» de toute espèce, à votre rare intrépidité.

» Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous
» êtes impatients de commencer une seconde cam-
» pagne. Cette armée russe que l'or de l'Angleterre
» a transportée des extrémités de l'univers, nous
» allons lui faire éprouver le même sort.

» A cette nouvelle lutte est attaché plus spécia-
» lement l'honneur de l'infanterie. C'est là que va

» se décider pour la seconde fois cette question
» qui a déjà été décidée en Suisse et en Hollande,
» si l'infanterie française est la seconde ou la pre-
» mière de l'Europe? Il n'y a point là de généraux
» contre lesquels je puisse avoir de la gloire à ac-
» quérir : tout mon soin sera d'obtenir la victoire
» avec le moins possible d'effusion de votre sang.
» Mes soldats sont mes enfants. »

Le lendemain de la reddition d'Ulm, Napoléon partit pour Augsbourg, dans l'intention d'arriver sur l'Inn avant les Russes, de marcher sur Vienne, et, comme il l'avait résolu, de déjouer les quatre attaques qui se dirigeaient contre l'Empire, par la seule marche de la grande armée sur la capitale de l'Autriche.

Pourquoi faut-il qu'après cet heureux récit nous soyons immédiatement obligé d'en placer un qui est si triste! Pendant ces mêmes journées du mois d'octobre 1805, à jamais glorieuses pour la France, la Providence infligeait à nos flottes une cruelle compensation des victoires de nos armées. L'histoire, à qui est imposée la tâche de retracer tour à tour les triomphes et les revers des nations, et de faire ressentir à la postérité curieuse les mêmes émotions de joie ou de douleur qu'éprouvèrent en leur temps les générations dont elle raconte la vie, l'histoire doit, après les merveilles d'Ulm, se résigner à décrire l'effroyable scène de destruction qui se passait, à la même époque, le long des côtes d'Espagne, en vue du cap de Trafalgar.

L'infortuné Villeneuve, en sortant du Ferrol, était agité du désir de se diriger vers la Manche,

pour se conformer aux grandes vues de Napoléon; mais il était, par un sentiment irrésistible, ramené vers Cadix. La nouvelle de la réunion de Nelson avec les amiraux Calder et Cornwallis l'avait frappé d'une sorte de terreur. Vraie sous quelques rapports, car Nelson en rentrant en Angleterre avait visité l'amiral Cornwallis devant Brest, cette nouvelle était fausse en ce qu'elle avait d'important, puisque Nelson ne s'était pas arrêté devant Brest, et avait fait voile vers Portsmouth. L'amiral Calder avait été renvoyé seul vers le Ferrol, et n'y avait paru qu'après la sortie de Villeneuve. Ils couraient donc vainement les uns après les autres, comme il arrive souvent sur le vaste espace des mers; et Villeneuve, s'il eût persisté, aurait trouvé devant Brest Cornwallis séparé à la fois de Nelson et de Calder. Il perdit ainsi la plus grande des occasions, et la fit perdre à la France, sans qu'on puisse dire cependant quel eût été le résultat de cette expédition extraordinaire, si Napoléon s'était trouvé aux portes de Londres tandis que les armées autrichiennes auraient été sur les frontières du Rhin. La rapidité de ses coups, ordinairement prompts comme la foudre, aurait seule décidé si quarante jours, écoulés du 20 août au 30 septembre, suffisaient pour subjuguer l'Angleterre, et pour donner à la France les deux sceptres réunis de la terre et des mers.

En quittant le Ferrol, Villeneuve n'avait pas osé dire au général Lauriston qu'il allait à Cadix; mais, une fois en mer, il ne lui cacha plus les inquiétudes dont il était dévoré, et qui le portaient à s'éloigner de la Manche, pour se diriger vers

l'extrémité de la Péninsule. Sur les vives instances du général Lauriston, qui s'efforça de lui retracer toute la grandeur des desseins qu'il allait faire échouer, il revint un instant à la pensée de naviguer vers la Manche, et mit le cap au nord-est. Mais un vent debout, qui soufflait du nord-est même, lui interdisant cette route, il prit définitivement le parti d'aller à Cadix, le cœur tourmenté d'un nouvel effroi, celui d'encourir la colère de Napoléon Il parut en vue de Cadix vers le 20 août. Une croisière anglaise, de médiocre force, bloquait ordinairement ce port. Arrivant à la tête des escadres combinées, il pouvait enlever cette croisière, s'il se fût présenté brusquement avec ses forces réunies. Mais toujours poursuivi des mêmes craintes, il envoya une avant-garde, pour s'assurer s'il n'y avait pas devant Cadix une force navale capable de livrer bataille, et il donna l'éveil à la croisière anglaise, qui eut ainsi le temps de s'enfuir. L'amiral Ganteaume, en 1801, ayant manqué le but de son expédition d'Égypte, prit au moins le *Swiftsure :* Villeneuve n'eut pas même la faible consolation d'entrer dans Cadix en amenant prisonniers deux ou trois vaisseaux anglais, comme dédommagement de son inutile campagne.

Il s'attendait naturellement à une vive explosion de colère de la part de Napoléon, et il passa quelques jours dans un profond désespoir. Il ne se trompait pas. Napoléon, en recevant de son aide de camp Lauriston le rapport détaillé de tout ce qui avait eu lieu, prenant pour un acte de duplicité le double langage tenu au sortir du Ferrol, et pour une sorte de trahison l'ignorance dans la-

quelle on avait laissé Lallemand du retour de la flotte à Cadix, ce qui exposait ce dernier à se présenter seul devant Brest, Napoléon, imputant surtout à Villeneuve l'avortement du plus grand dessein qu'il eût jamais conçu, le qualifia en présence du ministre Decrès des expressions les plus outrageantes, et l'appela même un lâche et un traître. L'infortuné Villeneuve n'était ni lâche ni traître. Il était bon soldat et bon citoyen; mais trop découragé par l'inexpérience de la marine française et par l'imperfection de son matériel, effrayé de la désorganisation complète de la marine espagnole, il ne voyait que des défaites certaines dans toute rencontre avec l'ennemi, et il était désespéré du rôle de vaincu auquel Napoléon le destinait nécessairement. Il n'avait pas assez compris que ce que Napoléon lui demandait, c'était non pas de vaincre, mais de se faire détruire, pourvu que la Manche fût ouverte. Ou bien s'il avait compris cette terrible destination, il n'avait pas su s'y résigner. On verra prochainement qu'il allait être amené au même sacrifice, et cette fois sans aucun résultat qui pût illustrer sa défaite.

Napoléon, dans ce torrent de grandes choses qui l'emportait, perdit bientôt de vue l'amiral Villeneuve et sa conduite. Néanmoins, avant de partir pour les bords du Danube, il jeta un dernier regard sur sa marine, et sur l'emploi qu'il jugeait convenable d'en faire. Il ordonna la séparation de la flotte de Brest, et la division de cette flotte en plusieurs croisières, conformément au plan de M. Decrès, qui consistait à éviter les grandes batailles navales jusqu'à ce que notre ma-

rine fût formée, et à entreprendre en attendant des expéditions lointaines, composées de peu de vaisseaux, presque insaisissables pour les Anglais et dommageables à leur commerce autant qu'avantageuses à l'instruction de nos marins. Il voulut en outre donner à la faible armée du général Saint-Cyr, qui occupait Tarente, l'appui de la flotte de Cadix, et des troupes de débarquement qu'elle avait à son bord. Il calculait que cette flotte, forte d'une quarantaine de vaisseaux, et même de quarante-six, après qu'elle aurait rallié la division de Carthagène, devait dominer pendant quelque temps la Méditerranée, comme y avait dominé jadis celle de Bruix, enlever la faible croisière anglaise qui stationnait devant Naples, et fournir au général Saint-Cyr l'utile secours des quatre mille soldats qu'elle venait de transporter sur toutes les mers. Il lui ordonna donc de sortir de Cadix, d'entrer dans la Méditerranée, de rallier la division de Carthagène, de se rendre ensuite à Tarente, et dans le cas où les escadres anglaises se seraient réunies devant Cadix, de ne pas s'y laisser enfermer, et de sortir si on était en nombre supérieur, car il valait mieux être battu que déshonoré par une conduite pusillanime.

Ces résolutions prises par Napoléon sous l'impression que lui avait fait éprouver la timidité de Villeneuve, point assez mûries, et surtout point assez combattues par le ministre Decrès, qui n'osait plus redire ce qu'il craignait d'avoir trop dit, furent immédiatement transmises à Cadix. L'amiral Decrès ne rapporta point à Villeneuve toutes les paroles de Napoléon; mais il lui énuméra, en

retranchant les expressions outrageantes, les reproches adressés à sa conduite depuis la sortie de Toulon jusqu'au retour en Espagne, et ne lui dissimula pas qu'il aurait de grandes choses à exécuter pour regagner l'estime de l'Empereur. En l'informant de sa nouvelle destination, il lui ordonna de mettre à la voile, et de toucher successivement à Carthagène, Naples et Tarente, pour y exécuter les instructions que nous venons de rapporter. Sans lui prescrire de sortir dans tous les cas, il lui manda que l'Empereur voulait que la marine française, lorsque les Anglais seraient inférieurs en force, ne refusât jamais le combat. Il s'en tint là, n'osant ni déclarer à Villeneuve toute la vérité, ni renouveler ses instances auprès de l'Empereur pour empêcher une grande bataille navale, qui n'avait plus alors l'excuse de la nécessité. Ainsi, tout le monde se préparait sa part de tort dans un grand désastre, Napoléon celle de la colère, le ministre Decrès celle des réticences, et Villeneuve celle du désespoir.

Prêt à se mettre en route pour Strasbourg, Napoléon donna un dernier ordre à M. Decrès, relativement aux opérations navales. « Votre ami Villeneuve, lui dit-il, sera probablement trop lâche pour sortir de Cadix. Expédiez l'amiral Rosily, qui prendra le commandement de l'escadre, si elle n'est pas encore partie, et vous ordonnerez à l'amiral Villeneuve de venir à Paris me rendre compte de sa conduite. » M. Decrès n'eut pas la force d'annoncer à Villeneuve ce nouveau malheur, qui le privait de tout moyen de se réhabiliter, et se contenta de lui apprendre le départ de Rosily

sans lui en faire connaître le motif. Il ne donna point à Villeneuve le conseil de mettre à la voile avant que l'amiral Rosily fût arrivé à Cadix, mais il espéra qu'il en serait ainsi ; et, dans son embarras entre un ami malheureux, dont il ne méconnaissait pas les fautes, et l'Empereur dont il jugeait les volontés imprudentes, il eut un tort trop fréquent, celui de livrer les choses à elles-mêmes, au lieu de prendre la responsabilité de les diriger (1).

Villeneuve, en recevant les lettres de M. Decrès, devina tout ce qu'on ne lui disait pas, et fut malheureux autant qu'il devait l'être des reproches qu'il avait encourus. Ce qui le touchait le plus, c'était l'imputation de lâcheté, qu'il savait bien n'avoir jamais méritée, et qu'il croyait entrevoir dans les réticences mêmes du ministre, son protecteur et son ami. Il répondit à M. Decrès : « Les » marins de Paris et des départements seront bien » indignes et bien fous s'ils me jettent la pierre. » Ils auront préparé eux-mêmes la condamnation » qui les frappera plus tard. Qu'ils viennent à bord » des escadres, et ils verront avec quels éléments » ils sont exposés à combattre. Au reste, *si la* » *marine française n'a manqué que d'audace,* » *comme on le prétend, l'Empereur sera prochai-* » *nement satisfait, et il peut compter sur les plus* » *éclatants succès.* »

(1) On a fait une foule de conjectures sur les causes qui amenèrent la sortie en masse de la flotte de Cadix, et la bataille de Trafalgar. Il n'y a de vrai que ce que nous rapportons ici. Notre récit est emprunté à la correspondance authentique de Napoléon, et à celle des amiraux Decrès et Villeneuve. Il n'y a dans ce triste événement rien au delà de ce qu'on va lire.

Ces paroles amères contenaient le pronostic de ce qui allait bientôt arriver. Villeneuve fit les préparatifs d'une nouvelle sortie, débarqua les troupes afin de les reposer, et les malades afin de les guérir. Il s'aida des moyens fort appauvris de l'Espagne, pour radouber ses vaisseaux fatigués d'une longue navigation, pour se procurer au moins trois mois de vivres, pour réorganiser enfin les diverses parties de sa flotte. L'amiral Gravina, par ses conseils, se débarrassa de ses mauvais bâtiments, en les échangeant contre les meilleurs de l'arsenal de Cadix. Tout le mois de septembre fut consacré à ces soins. La flotte y gagna beaucoup en matériel; le personnel resta ce qu'il était. Les équipages français avaient acquis quelque expérience pendant une navigation de près de huit mois; ils étaient pleins d'ardeur et de dévouement. Quelques-uns des capitaines étaient excellents. Mais parmi les officiers s'en trouvait un trop grand nombre empruntés récemment au commerce, et n'ayant ni les connaissances, ni l'esprit de la marine militaire. L'instruction, surtout sous le rapport de l'artillerie, était beaucoup trop négligée. Nos marins n'étaient pas alors d'aussi habiles artilleurs qu'ils le sont devenus dans ces derniers temps, grâce au soin spécial apporté à cette partie de leur éducation militaire. Ce qui manquait aussi à notre marine, c'était un système de tactique navale approprié à la nouvelle manière de combattre des Anglais. Au lieu de se metre en bataille sur deux lignes contraires, comme on faisait autrefois, de s'avancer méthodiquement, chacun gardant son rang et prenant pour adversaire le vaisseau

placé vis-à-vis de lui dans la ligne opposée, les Anglais dirigés par Rodney dans la guerre d'Amérique, par Nelson dans la guerre de la révolution, avaient contracté l'habitude de s'avancer hardiment, sans observer aucun ordre que celui qui résultait de la vitesse relative des vaisseaux, de se jeter sur la flotte ennemie, de la couper, d'en détacher une portion pour la mettre entre deux feux, de ne pas craindre enfin la mêlée, au risque de tirer les uns sur les autres. L'expérience, l'habileté de leurs équipages, la confiance qu'ils devaient à leurs succès, leur assuraient toujours dans ces entreprises téméraires l'avantage sur leurs adversaires, moins agiles, moins confiants, quoique ayant autant de bravoure, et souvent davantage. Les Anglais avaient donc opéré sur mer une révolution assez semblable à celle que Napoléon venait d'opérer sur terre. Nelson, qui avait contribué à cette révolution, n'était pas un esprit supérieur et universel comme Napoléon, il s'en fallait: il était même assez borné dans les choses étrangères à son art. Mais il avait le génie de son état: il était intelligent, résolu, et possédait à un haut degré les qualités propres à la guerre offensive, l'activité, l'audace et le coup d'œil.

Villeneuve, qui était doué d'esprit, de courage, mais non de cette fermeté d'âme qui convient à un chef d'armée, savait parfaitement en quoi péchait notre manière de combattre. Il avait écrit à ce sujet des lettres pleines de sens à M. Decrès, qui était de son avis, car tous les marins le partageaient. Mais il croyait impossible de préparer en campagne de nouvelles instructions, et de les ren-

dre assez familières à ses capitaines pour qu'ils pussent les appliquer dans une prochaine rencontre. Toutefois, à la bataille du Ferrol, il avait opposé aux Anglais, comme on s'en souvient sans doute, une manœuvre inattendue, fort approuvée par Napoléon et par M. Decrès. L'amiral Calder se portant en colonne sur la queue de sa ligne pour la couper, il avait eu l'art de la lui dérober avec beaucoup de promptitude. Mais une fois la bataille engagée, il n'avait plus su manœuvrer, il avait laissé oisive une partie de ses forces, et lorsqu'il aurait suffi d'un mouvement en avant, exécuté par toute sa ligne, pour reprendre deux vaisseaux espagnols désemparés, il n'avait pas osé le prescrire. Villeneuve néanmoins montra dans cette bataille de véritables talents, au jugement de Napoléon, mais pas assez de caractère pour ce qu'il possédait d'esprit. Depuis il n'adressa à ses capitaines d'autre instruction que d'obéir aux signaux qu'il ferait dans le moment de l'action, si l'état du vent permettait de manœuvrer, et s'il ne le permettait pas, de faire de leur mieux pour se porter au feu et se chercher un adversaire. — « On ne doit pas attendre, disait-il, les signaux de l'amiral, qui dans la confusion d'une bataille navale ne peut souvent ni voir ce qui se passe, ni donner des ordres, ni surtout les faire parvenir. Chacun ne doit écouter que la voix de l'honneur, et se porter au plus fort du danger. Tout capitaine est a son poste, s'il est au feu. » Telles furent ses instructions, et, du reste, l'amiral Bruix lui-même, si supérieur à Villeneuve, n'en avait pas adressé d'autres aux officiers qu'il commandait. Si dans

toutes nos grandes rencontres en mer chaque capitaine avait suivi ces simples prescriptions, dictées par l'honneur autant que par l'expérience, les Anglais auraient compté moins de triomphes, ou les auraient payés plus cher.

Ce qui alarmait surtout l'amiral Villeneuve, c'était l'état de la flotte espagnole. Elle se composait de beaux et grands vaisseaux, l'un d'eux notamment, *le Santisima Trinidad*, de 140 canons, le plus grand qu'on eût construit en Europe. Mais ces vastes machines de guerre, qui rappelaient l'ancien éclat de la monarchie espagnole sous Charles III, étaient, comme les vaisseaux turcs, superbes en apparence, inutiles dans le danger. Le dénûment des arsenaux espagnols n'avait pas permis de les gréer convenablement, et ils étaient quant aux équipages d'une faiblesse désespérante. On les avait armés avec un ramassis de gens de toute sorte, recueillis sans choix dans les villes maritimes de la Péninsule, n'ayant aucune instruction, aucune habitude de la mer, et incapables sous tous les rapports de se mesurer avec les vieux marins de l'Angleterre, quoique le généreux sang espagnol coulât dans leurs veines. Les officiers, pour la plupart, ne valaient pas mieux que les matelots. Cependant, dans le nombre, quelques-uns, comme l'amiral Gravina et le vice-amiral Alava, comme les capitaines Valdès, Churruca et Galiano, étaient dignes des plus beaux temps de la marine espagnole.

Villeneuve, très-décidé à prouver qu'il n'était pas un lâche, employa le mois de septembre et les premiers jours d'octobre à mettre quelque choix

et quelque ordre dans cet amalgame des deux marines. Il forma deux escadres, l'une de bataille, l'autre de réserve. Il prit lui-même le commandement de l'escadre de bataille composée de 21 vaisseaux, et la distribua en trois divisions de 7 vaisseaux chacune. Il avait sous ses ordres directs la division du centre; l'amiral Dumanoir, dont le pavillon était arboré sur *le Formidable*, commandait la division de l'arrière-garde; le vice-amiral Alava, dont le pavillon flottait sur *le Santa Ana*, commandait celle de l'avant-garde. L'escadre de réserve était composée de 12 vaisseaux, et distribuée en deux divisions de 6 vaisseaux chacune. L'amiral Gravina était le chef de cette escadre, et avait sous lui, pour en diriger la seconde division, le contre-amiral Magon, monté sur *l'Algésiras*. C'était avec cette escadre de réserve, détachée du corps de bataille, et agissant à part, que Villeneuve voulait parer aux manœuvres imprévues de l'ennemi, si toutefois le vent lui permettait à lui-même de manœuvrer. Dans le cas contraire, il s'en fiait au devoir d'honneur, imposé à tous ses capitaines, de se porter au feu.

L'escadre combinée était donc composée de 33 vaisseaux, 5 frégates et 2 bricks. Dans son impatience de mettre à la voile, Villeneuve voulut profiter, le 8 octobre (16 vendémiaire), d'un vent d'est pour sortir de la rade, car il faut, pour déboucher de Cadix, des vents du nord-est au sud-est. Mais trois des vaisseaux espagnols venaient de quitter le bassin, et les équipages y étaient embarqués de la veille : c'étaient *le Santa Ana*, *le Rayo*, et *le San Justo*. Propres tout au plus à

appareiller avec la flotte, ils étaient incapables de tenir leur place dans une ligne de bataille. C'est ce que firent remarquer les officiers espagnols. Villeneuve, pour couvrir sa responsabilité, voulut assembler un conseil de guerre. Les plus braves officiers des deux armées déclarèrent qu'ils étaient prêts à se porter partout où il faudrait, pour seconder les vues de l'empereur Napoléon, mais que se présenter immédiatement à l'ennemi, dans l'état de la plupart des bâtiments, était une imprudence des plus périlleuses; que la flotte, au sortir de la rade, ayant eu à peine le temps de manœuvrer quelques heures, rencontrerait une flotte anglaise, de force égale ou supérieure, et serait infailliblement détruite; qu'il valait mieux attendre quelque occasion favorable, comme une séparation des forces anglaises produite par une cause quelconque, et jusque-là terminer l'organisation des vaisseaux qui avaient été armés les derniers.

Villeneuve envoya cette délibération à Paris, ajoutant à cet avis le sien propre, qui était contraire à toute grande bataille, dans l'état présent des deux marines. Mais il envoya ces inutiles documents comme pour faire ressortir davantage sa tranquille résignation, et il ajouta qu'il avait pris la résolution d'appareiller au premier vent d'est qui lui permettrait de mettre la flotte hors de rade.

Il attendait donc impatiemment un moment propice pour quitter Cadix à tout risque. Il avait enfin devant lui ce redoutable Nelson, dont l'image, le poursuivant sur toutes les mers, lui avait

fait manquer la plus grande des missions par crainte de le rencontrer. Et maintenant il ne craignait plus sa présence, bien qu'elle fût plus à redouter que jamais, parce que son âme, tendue par le désespoir, souhaitait le péril, presque la défaite, pour prouver qu'il avait eu raison d'éviter la rencontre de la marine britannique.

Nelson, après avoir touché un instant aux rivages de la Grande-Bretagne, qu'il ne devait plus revoir, avait fait voile vers Cadix. Il amenait avec lui l'une des flottes que l'amirauté britannique, pénétrant après deux ans les projets de Napoléon, avait réunies dans la Manche. Il était naturellement conduit à Cadix par le bruit répandu sur l'Océan du retour de Villeneuve vers l'extrémité de la Péninsule.

Nelson avait à sa disposition à peu près la même force navale que Villeneuve, c'est-à-dire trente-quatre ou trente-cinq vaisseaux, mais tous éprouvés par de longues croisières, ayant sur la flotte combinée de France et d'Espagne la supériorité qu'ont toujours les escadres bloquantes sur les escadres bloquées. Ne doutant pas, aux préparatifs dont il était exactement informé par des espions espagnols, de saisir bientôt Villeneuve au passage, il observait ses mouvements avec le plus grand soin, et avait adressé aux officiers anglais, pour la bataille qu'il prévoyait, des instructions connues depuis, et admirées de tous les hommes de mer.

Il leur avait prescrit sa manœuvre de prédilection, en ayant soin d'en détailler les motifs. « Se mettre en ligne, disait-il, faisait perdre trop de

temps, car tous les vaisseaux ne se comportaient pas également au vent, et alors il fallait qu'une escadre réglât ses mouvements sur ceux qui marchaient le plus mal. On donnait ainsi à un ennemi qui voulait éviter la bataille le temps de se dérober. Or il fallait se garder de laisser échapper en cette occasion la flotte franco-espagnole. » Nelson supposait que Villeneuve avait rallié la division Lallemand, et peut-être la division de Carthagène, ce qui aurait composé une escadre de quarante-six vaisseaux. Il espérait lui-même en avoir quarante, en comptant ceux dont l'arrivée prochaine était annoncée; et plus sa flotte devait être nombreuse, moins il voulait essayer de la mettre en ligne. Il avait donc ordonné de former deux colonnes, l'une directement placée sous son commandement, l'autre sous le commandement du vice-amiral Collingwood, de les porter vivement sur la ligne ennemie, sans observer aucun ordre que celui de vitesse, de couper cette ligne en deux endroits, au centre et vers la queue, d'envelopper ensuite les portions qu'on aurait coupées, et de les détruire. « La partie de la flotte ennemie que vous laisserez en dehors du combat, avait-il ajouté en se fondant sur les nombreuses expériences du siècle, viendra difficilement au secours de la partie attaquée, et vous aurez vaincu avant qu'elle arrive. » On ne pouvait prévoir avec plus de sagacité et de justesse les conséquences d'une pareille manœuvre. Nelson en avait d'avance fait entrer la pensée dans l'esprit de chacun de ses lieutenants, et il attendait à chaque instant l'occasion de la réaliser. Pour ne pas trop intimider

son adversaire, il avait même soin de ne pas serrer Cadix de trop près. Il en observait la rade par de simples frégates, et, quant à lui, il croisait avec ses vaisseaux dans la large embouchure du détroit, courant des bordées de l'est à l'ouest, bien loin de la vue des côtes.

Informé du véritable état des forces de Villeneuve, qui n'avait rallié ni Salcedo ni Lallemand, il n'avait pas craint de laisser quatre vaisseaux à Gibraltar, d'en donner un à l'amiral Calder, qui venait d'être rappelé en Angleterre, et d'en renvoyer encore un autre à Gibraltar pour y faire de l'eau. Cette circonstance, connue à Cadix, confirma Villeneuve dans sa résolution de mettre à la voile. Il croyait les Anglais plus en force, car il leur supposait trente-trois ou trente-quatre vaisseaux, et il fut charmé d'apprendre qu'ils n'en avaient pas autant. Il leur en supposa même moins qu'ils n'en possédaient réellement, c'est-à-dire ving-trois ou vingt-quatre.

C'est sur ces entrefaites qu'arrivèrent à Cadix les dernières dépêches de Paris, annonçant le départ de l'amiral Rosily. Villeneuve n'en fut pas d'abord très-affecté. L'idée de servir honorablement sous un chef, son supérieur d'âge et de grade, et de se conduire à ses côtés en vaillant lieutenant, soulagea son âme accablée du poids d'une trop grande responsabilité. Mais déjà l'amiral Rosily était à Madrid, qu'aucune dépêche du ministre n'avait expliqué à Villeneuve le sort qui lui était réservé sous le nouvel amiral. Villeneuve commença bientôt à croire qu'il était destitué purement et simplement du commandement de la

flotte, et qu'il n'aurait pas la consolation de se réhabiliter en combattant au second rang d'une manière éclatante. Pressé de se soustraire à ce déshonneur, et profitant de ses instructions qui l'autorisaient à sortir, qui lui en faisaient même un devoir, lorsque l'ennemi serait en force inférieure, il considéra les avis reçus dernièrement comme une autorisation d'appareiller. Sur-le-champ il en fit le signal. Le 19 octobre (27 vendémiaire) une faible brise du sud-est s'étant déclarée, il mit hors de rade le contre-amiral Magon avec une division. Celui-ci donna la chasse à un vaisseau et à quelques frégates de l'ennemi, et mouilla la nuit en dehors de la rade. Le lendemain 20 (28 vendémiaire), Villeneuve appareilla lui-même avec toute la flotte. Les vents faibles et variables venaient de la partie de l'est. Il mit le cap au sud, ayant en tête et un peu à sa gauche l'escadre de réserve sous l'amiral Gravina. La flotte combinée était, comme nous l'avons dit, forte de 33 vaisseaux, 5 frégates et 2 bricks. Elle avait belle apparence. Les vaisseaux français manœuvraient bien, mais les espagnols assez mal, au moins pour la plupart.

Quoiqu'on ne vît pas encore l'ennemi, le mouvement de ses frégates donnait lieu de penser qu'il n'était pas loin. Un vaisseau, *l'Achille*, finit par l'apercevoir, mais ne découvrit et ne signala que 18 voiles. On se flatta un moment de rencontrer les Anglais en force très-inférieure. Une lueur d'espérance se fit jour dans l'âme de Villeneuve : ce devait être la dernière de sa vie.

Il ordonna le soir de se mettre en bataille par

rang de vitesse, en formant la ligne sur le vaisseau qui serait le plus sous le vent, ce qui signifiait que chaque vaisseau se placerait d'après sa marche, non d'après son rang accoutumé, et s'alignerait sur celui qui aurait le plus cédé au vent. La brise avait varié. On avait le cap au sud-est, c'est-à-dire vers l'entrée du détroit. Le branlebas de combat était fait sur tous les bâtiments de la flotte.

Pendant la nuit on ne cessa de voir et d'entendre les signaux des frégates anglaises, qui par des feux et des coups de canon indiquaient à Nelson la direction de notre marche. A la pointe du jour les vents étant à l'ouest, toujours faibles et variables, la mer houleuse, la vague haute, mais ne brisant pas, le soleil brillant, on aperçut enfin l'ennemi formé en plusieurs groupes, dont le nombre parut aux uns de deux, aux autres de trois. Il se dirigeait vers la flotte française, et en était encore à cinq ou six lieues de distance.

Sur-le-champ Villeneuve ordonna de former régulièrement la ligne, chaque vaisseau gardant le rang qu'il avait pris la nuit, se serrant le plus possible à son voisin, et ayant les armures à tribord, disposition dans laquelle on recevait le vent par la droite, ce qui était naturel, puisqu'on avait des vents d'ouest pour aller vers le sud-est, de Cadix au détroit. La ligne fut assez mal formée. La vague était forte, la brise faible, et on manœuvrait difficilement, circonstances qui rendaient plus regrettable encore l'inexpérience d'une partie des équipages.

L'escadre de réserve, composée de 12 vais-

seaux, marchait indépendante de l'escadre principale. Elle s'était constamment tenue au-dessus de celle-ci dans la direction du vent, ce qui était un avantage, car en *laissant arriver*, c'est-à-dire en cédant au vent, elle pouvait toujours la rejoindre, en prenant telle position qu'il lui conviendrait de prendre, comme par exemple de mettre l'ennemi entre deux feux, lorsqu'il serait occupé à nous combattre. Si la création d'une escadre de réserve était motivée, c'était sans doute pour la circonstance où l'on se trouvait. L'amiral Gravina, dont l'esprit était prompt et juste au milieu de l'action, fit signal à Villeneuve pour lui demander la faculté de manœuvrer d'une manière indépendante. Villeneuve la lui refusa par des motifs qu'on a peine à comprendre. Peut-être craignait-il que l'escadre de réserve ne fût compromise par sa position avancée, et désespérait-il de pouvoir aller à son secours, vu qu'il était placé au-dessous d'elle par rapport au vent. Cette raison elle-même n'était pas suffisante, car s'il n'était pas assuré de pouvoir aller à elle, il était toujours assuré de pouvoir l'amener à lui; et en la faisant rentrer immédiatement en ligne, il se privait sans retour d'un détachement mobile, très-utilement placé pour manœuvrer; il allongeait sans profit sa ligne déjà trop longue, puisqu'elle était de 21 vaisseaux, et qu'elle allait être de 33. Néanmoins il enjoignit à l'amiral Gravina de venir s'aligner sur la flotte principale. Ces signaux étaient visibles pour toute l'escadre. Le contre-amiral Magon, qui n'était pas moins heureusement doué que l'amiral Gravina, aperçut aux mâts des deux

amiraux la demande et la réponse, s'écria que c'était une faute, et en exprima vivement son chagrin, de manière à être entendu de tout son état-major.

Vers huit heures et demie l'intention de l'ennemi devint plus manifeste. Les divers groupes de l'escadre anglaise, moins difficiles à discerner à mesure qu'ils s'approchaient, parurent n'en plus former que deux. Ils révélaient distinctement le projet de Nelson de couper notre ligne sur deux points. Ils s'avançaient toutes voiles déployées, et vent arrière, très-favorisés dans leur projet de se jeter en travers de notre marche, puisque avec des vents d'ouest ils venaient sur nous, qui formions une longue ligne du nord au sud, un peu inclinée à l'est. La première colonne, placée au nord de notre position et forte de 12 vaisseaux, commandée par Nelson, menaçait notre arrière-garde. La seconde, placée au sud de la première, forte de 15 vaisseaux, commandée par l'amiral Collingwood, menaçait notre centre. Villeneuve, par ce mouvement instinctif qui porte toujours à garantir la partie menacée, voulut aller au secours de son arrière-garde, et se maintenir en même temps en communication avec Cadix, qui était derrière lui au nord, afin d'avoir, en cas de défaite, un refuge assuré. Il fit donc le signal de virer tous à la fois, chaque vaisseau par cette manœuvre tournant sur lui-même, la ligne restant comme elle était, longue et droite, mais remontant au nord au lieu de descendre au sud.

Cette manœuvre ne pouvait avoir d'autre avantage que celui de se rapprocher de Cadix. Notre

flotte, remontant en colonne vers le nord, au lieu de descendre vers le sud, devait être rencontrée en des points différents, mais rencontrée toujours par les deux colonnes ennemies qui venaient la prendre par le travers. C'était le cas de regretter plus que jamais la position indépendante, et au vent, qu'avait un peu auparavant l'escadre de réserve, position qui en cet instant lui aurait permis de manœuvrer contre l'un des deux groupes de la flotte anglaise. Dans l'état des choses, tout ce qu'il y avait de praticable, c'était de serrer la ligne, de la rendre régulière, et autant que possible de ramener à leur poste les vaisseaux qui, étant tombés sous le vent, laissaient des vides à travers lesquels l'ennemi pouvait passer.

Mais se remettre dans la ligne n'était pas facile aux vaisseaux qui en étaient sortis, surtout dans l'état des vents et avec l'inexpérience des équipages. On aurait pu *laisser arriver* tous ensemble, afin de chercher à s'aligner sur les vaisseaux *sous-ventés,* ce qui aurait entraîné un déplacement général, et peut-être de nouvelles irrégularités, plus grandes que celles qu'on voulait corriger. On ne crut pas devoir le faire. La ligne resta donc mal formée, la distance n'étant pas égale entre tous les vaisseaux, plusieurs même étant ou à droite ou en arrière de leur poste. La brise variable ayant agi davantage sur l'arrière-garde et sur le centre, il s'était produit un peu d'engorgement dans ces parties. Villeneuve avait ordonné de forcer de voiles à la tête, pour donner aux parties engorgées le moyen de se développer. Il multipliait ainsi les signaux, pour amener chacun

à sa place, et n'y réussissait guère, malgré la bonne volonté et l'obéissance de tout le monde. Les frégates rangées à la droite, et sous le vent de l'escadre, chacune à la hauteur de son vaisseau amiral, étaient un peu trop éloignées pour rendre d'autres services que celui de répéter les signaux.

Enfin, vers onze heures du matin, les deux colonnes ennemies, s'avançant vent arrière, et toutes voiles dehors, joignirent notre flotte. Elles marchaient par rang de vitesse, avec la seule précaution de placer en tête leurs vaisseaux à trois ponts. Elles en comptaient sept, et nous quatre seulement, malheureusement espagnols, c'est-à-dire moins capables de rendre leur supériorité utile. Aussi, bien que les Anglais eussent 27 vaisseaux et nous 33, ils possédaient le même nombre de bouches à feu, et dès lors une force égale. Ils avaient pour eux l'expérience de la mer, l'habitude de vaincre, un grand général, et ce jour-là même les faveurs de la fortune, puisque l'avantage du vent était de leur côté. Nous manquions de toutes ces conditions du succès, mais nous avions une vertu qui peut quelquefois conjurer le destin, la résolution de combattre jusqu'à la mort.

On était arrivé à portée de canon. (Voir la carte n° 30.) Villeneuve, par une précaution souvent ordonnée à la mer, mais fort peu souhaitable cette fois, avait prescrit de ne tirer que lorsqu'on serait à bonne portée. Les deux colonnes anglaises présentant une grande accumulation de vaisseaux, chaque coup leur aurait causé de nombreuses

avaries. Quoi qu'il en soit, vers midi la colonne du sud, commandée par l'amiral Collingwood, devançant un peu celle du nord, commandée par Nelson, atteignit le milieu de notre ligne, à la hauteur du *Santa Ana*, vaisseau espagnol à trois ponts. Le vaisseau français *le Fougueux*, placé derrière *le Santa Ana*, se hâta de tirer sur *le Royal Souverain*, vaisseau de tête de la colonne anglaise, armé de 120 canons, et portant le pavillon de l'amiral Collingwood. Toute la ligne française suivit cet exemple, et dirigea le feu le plus vif sur l'escadre ennemie. Les avaries qu'on lui fit essuyer donnèrent lieu de regretter que le feu eût commencé si tard. *Le Royal Souverain*, continuant son mouvement, essaya de se porter entre *le Santa Ana* et *le Fougueux*, pour passer entre ces deux vaisseaux, qui n'étaient pas assez rapprochés. *Le Fougueux* força de voiles pour remplir le vide, mais il n'arriva pas à temps. *Le Royal Souverain*, passant derrière *le Santa Ana* et devant *le Fougueux*, envoya sa bordée de bâbord au *Santa Ana*, en tirant à double charge, boulet et mitraille, et en le prenant dans sa longueur, ce qui produisit beaucoup de ravage sur le vaisseau espagnol Il envoya au même instant sa bordée de tribord au *Fougueux*, mais sans beaucoup d'effet, tandis qu'il reçut de lui un notable dommage. Les autres vaisseaux anglais de cette colonne, qui avaient suivi de près leur amiral, et s'étaient rabattus sur la ligne française du nord au sud. cherchaient à la couper en s'engageant dans les intervalles, et à la mettre entre deux feux en se portant vers son extrémité. Ils étaient

quinze et se trouvaient engagés contre seize. Si donc chacun avait fait son devoir, ces seize vaisseaux français et espagnols auraient pu tenir contre les quinze anglais, indépendamment de tout secours de l'avant-garde. Mais plusieurs vaisseaux, mal dirigés, s'étaient déjà laissé entraîner hors de leur poste. *Le Bahama*, *le Montanez*, *l'Argonauta*, tous espagnols, étaient ou à droite ou en arrière de la place qu'ils auraient dû occuper dans la ligne de bataille. *L'Argonaute*, vaisseau français, ne suivait pas un meilleur exemple. Au contraire, *le Fougueux*, *le Pluton*, *l'Algésiras*, s'étaient engagés avec une rare vigueur, et par leur énergie avaient attiré sur eux le plus grand nombre des vaisseaux ennemis, de manière que chacun d'eux en avait plusieurs à combattre. *L'Algésiras* notamment, que montait le contre-amiral Magon, s'était pris corps à corps avec *le Tonnant*, qu'il canonnait avec une extrême violence, et faisait ses préparatifs d'abordage. *Le Prince des Asturies*, commandé par l'amiral Gravina, terminait notre ligne, et, entouré d'ennemis, vengeait l'honneur du pavillon espagnol de la mauvaise conduite de la plupart des siens.

Il y avait à peine une demi-heure que le combat était commencé, et déjà la fumée, que la brise expirante n'emportait plus, enveloppait les deux armées. De ce nuage épais s'échappait une détonation épouvantable et continue, et tout autour flottaient les débris des mâtures et de nombreux cadavres horriblement mutilés.

La colonne du nord, commandée par Nelson, était arrivée vingt ou trente minutes après celle

de Collingwood à la hauteur de notre centre, par le travers du *Bucentaure*. (Voir la carte n° 30.) Il y avait là sept vaisseaux rangés dans l'ordre suivant : *le Santisima Trinidad*, monté par le vice-amiral Cisneros, immédiatement après *le Bucentaure*, monté par l'amiral Villeneuve, tous deux en ligne, et si rapprochés que le beaupré du second touchait la poupe du premier; *le Neptune*, vaisseau français, *le San Leandro*, vaisseau espagnol, tombés l'un et l'autre sous le vent, et ayant laissé un double vide dans la ligne; *le Redoutable*, parfaitement à son poste et dans les eaux du *Bucentaure*, mais placé à l'égard de celui-ci à la distance de deux vaisseaux; enfin *le San Justo* et *l'Indomptable*, tombés sous le vent, et laissant encore deux postes vacants entre ce groupe et *le Santa Ana*, qui était le premier du groupe attaqué par Collingwood. Sur ces sept vaisseaux il n'y avait donc en ligne que *le Santisima Trinidad* et *le Bucentaure*, tout à fait serrés l'un à l'autre, et *le Redoutable*, ayant deux postes vides devant lui, et deux derrière. Heureusement, non pour le succès de la bataille, mais pour l'honneur de nos armes, il y avait là des hommes dont le courage était supérieur à tous les dangers. C'est contre ces trois bâtiments, seuls restés à leur poste sur sept, que vint fondre tout entière la colonne de Nelson, composée de douze vaisseaux, dont plusieurs à trois ponts.

Le Victory, sur lequel Nelson avait son pavillon, devait être précédé par *le Téméraire*. Les officiers de l'état-major anglais, s'attendant à voir leur premier vaisseau foudroyé, avaient supplié

Nelson de permettre que *le Téméraire* devançât *le Victory*, pour ne pas trop exposer une vie aussi précieuse que la sienne. « Je le veux bien, avait répondu Nelson ; que *le Téméraire* passe le premier, s'il le peut. » Puis il avait couvert *le Victory* de toutes ses voiles, et il était resté ainsi en tête de la colonne. A peine *le Victory* arriva-t-il à portée de canon, que *le Santisima Trinidad*, *le Bucentaure* et *le Redoutable* ouvrirent sur lui un feu terrible. En quelques minutes ils lui enlevèrent l'un de ses mâts de hune, lui déchirèrent son gréement, et lui mirent 50 hommes hors de combat. Nelson, qui cherchait le vaisseau amiral français, crut le reconnaître, non dans le géant espagnol *le Santisima Trinidad*, mais dans *le Bucentaure*, vaisseau français de 80, et il essaya de le tourner en passant dans l'intervalle qui le séparait du *Redoutable*. Mais un intrépide officier commandait *le Redoutable*, c'était le capitaine Lucas. Comprenant l'intention de Nelson à l'allure de son vaisseau, il avait déployé toutes ses voiles pour recueillir un dernier souffle de vent, et il avait été assez heureux pour arriver à temps, si bien qu'avec son beaupré il rencontra et fracassa le couronnement qui ornait la poupe du *Bucentaure*. Nelson trouva donc l'espace fermé. Il n'était pas homme à reculer. Il s'obstina, et, ne pouvant avec sa proue séparer les deux vaisseaux si fortement unis, il se laissa tomber le long du *Redoutable*, en appliquant son flanc au sien. Par le choc et un reste de brise, les deux bâtiments furent emportés hors de la ligne, et le chemin se trouva ouvert de nouveau derrière *le*

Bucentaure. Plusieurs vaisseaux anglais s'y jetèrent à la fois, afin d'envelopper *le Bucentaure* et *le Santisima Trinidad.* D'autres remontèrent le long de la ligne française, où dix vaisseaux demeuraient sans ennemis, leur lâchèrent quelques bordées, et se rabattirent immédiatement sur les vaisseaux français du centre, dont trois opposaient à leurs assaillants une résistance héroïque.

Les dix vaisseaux français de la tête devinrent donc à peu près inutiles, comme Nelson l'avait prévu. Villeneuve fit arborer à ses mâts de misaine et d'artimon les pavillons qui signifiaient que tout capitaine n'était pas à son poste, s'il n'était au feu. Les frégates, d'après les règles, répétèrent le signal, plus visible à leur mât qu'à celui de l'amiral, toujours enveloppé d'un nuage de fumée; et, d'après les mêmes règles, elles ajoutèrent au signal les numéros des vaisseaux restés hors du feu, jusqu'à ce que ceux qui étaient désignés de la sorte répondissent à la voix de l'honneur.

Pendant qu'on appelait ainsi au danger ceux que la manœuvre de Nelson en avait séparés, une lutte sans exemple s'était engagée au centre. *Le Redoutable*, outre *le Victory* appliqué à son flanc gauche, avait à combattre *le Téméraire*, qui était venu se placer un peu en arrière de son flanc droit, et soutenait contre ces deux ennemis un combat furieux. Le capitaine Lucas, après plusieurs décharges de ses batteries de bâbord, qui avaient causé un effroyable ravage sur *le Victory*, avait été obligé de renoncer à tirer de sa batterie basse, parce que dans cette partie les flancs arrondis des vaisseaux se touchant, il n'y avait plus

moyen de se servir de l'artillerie. Il avait porté ses matelots devenus disponibles dans les hunes et les haubans, pour diriger sur le pont du *Victory* un feu meurtrier de grenades et de mousqueterie. En même temps il se servait de toutes ses batteries de tribord contre *le Téméraire* placé à quelque distance. Pour en finir avec *le Victory*, il avait ordonné l'abordage; mais son vaisseau n'étant qu'à deux ponts et *le Victory* à trois, il avait la hauteur d'un pont à franchir, et de plus une espèce de fossé à traverser pour passer d'un bord à l'autre, car la forme rentrante des vaisseaux laissait un vide entre eux, bien qu'ils se touchassent à la ligne de flottaison. Le capitaine Lucas ordonna sur-le-champ d'amener ses vergues pour établir un moyen de passage entre les deux bâtiments. Pendant ce temps le feu de mousqueterie continuait du haut des hunes et des haubans du *Redoutable* sur le pont du *Victory*. Nelson, revêtu d'un vieux frac qu'il portait dans les jours de bataille, ayant à ses côtés son capitaine de pavillon, le commandant Hardy, n'avait pas voulu se dérober un instant au péril. Déjà près de lui son secrétaire avait été tué, le capitaine Hardy avait eu une boucle de soulier arrachée, et un boulet ramé avait emporté huit matelots à la fois. Ce grand homme de mer, juste objet de notre haine et de notre admiration, impassible sur son gaillard d'arrière, observait cette horrible scène, lorsqu'une balle, partie des hunes du *Redoutable*, vint le frapper à l'épaule gauche, et se fixer dans les reins. Ployant sur ses genoux, il tomba sur le pont, faisant effort pour se soutenir sur l'une de

ses mains. En tombant, il dit à son capitaine de pavillon : « Hardy, les Français en ont fini avec moi. — Non, pas encore, lui répondit le capitaine Hardy. — Si, je vais mourir, » ajouta Nelson. On l'emporta au poste où l'on panse les blessés, mais il avait presque perdu connaissance, et il ne lui restait que peu d'heures à vivre. Recouvrant ses esprits par intervalles, il demandait des nouvelles de la bataille, et répétait un conseil qui prouva bientôt sa profonde prévoyance. « Mouillez, disait-il, mouillez l'escadre à la fin de la journée. »

Cette mort avait produit une singulière agitation à bord du *Victory*. Le moment était favorable pour l'aborder. Ignorant ce qui s'y passait, le brave Lucas, à la tête d'une troupe de matelots d'élite, était déjà monté sur l'une des vergues étendues entre les deux vaisseaux, quand le *Téméraire*, ne cessant de seconder *le Victory*, lâche une épouvantable bordée de mitraille. Près de deux cents Français tombent morts ou blessés. C'était presque tout ce qui allait s'élancer à l'abordage. Il ne restait plus assez de monde pour persister dans cette tentative. On retourne aux batteries de tribord, et on redouble contre *le Téméraire* un feu vengeur, qui le démâte et le maltraite horriblement. Mais comme s'il ne suffisait pas de deux vaisseaux à trois ponts, pour en combattre un à deux ponts, un nouvel ennemi vient se joindre aux premiers pour écraser *le Redoutable*. Le vaisseau anglais *le Neptune*, le prenant par la poupe, lui envoie des bordées qui le mettent bientôt dans un état déplorable. Deux

mâts du *Redoutable* sont tombés sur le pont; une partie de son artillerie est démontée; l'une de ses murailles, presque démolie, ne forme plus qu'un vaste sabord; le gouvernail est hors de service; plusieurs trous de boulets, placés à la ligne de flottaison, introduisent dans sa cale l'eau par torrents, tout l'état-major est blessé, dix aspirants sur onze sont frappés à mort. Sur 640 hommes d'équipage 522 sont hors de combat, parmi lesquels 300 morts et 222 blessés. Dans un pareil état cet héroïque vaisseau ne peut plus se défendre. Il amène enfin son pavillon: mais, avant de le rendre, il a vengé sur la personne de Nelson les malheurs de la marine française.

Le Victory et *le Redoutable* ayant été entraînés hors de la ligne en s'abordant, le chemin avait été ouvert aux vaisseaux ennemis qui cherchaient à envelopper *le Bucentaure* et *le Santisima Trinidad*. Ces deux vaisseaux se tenaient fortement liés l'un à l'autre, car *le Bucentaure* avait son beaupré engagé dans la galerie de poupe du *Santisima Trinidad*. Au-devant d'eux *le Héros*, qui était le plus rapproché des dix vaisseaux restés inactifs, leur avait d'abord prêté secours; mais après avoir essuyé une assez vive canonnade, il s'était laissé aller au vent, et avait abandonné *le Santissima Trinidad* et *le Bucentaure* à leur funeste sort. *Le Bucentaure* au début du combat avait reçu du *Victory* quelques bordées, qui, le prenant en poupe, lui avaient causé beaucoup de mal. Bientôt plusieurs vaisseaux anglais remplaçant *le Victory* l'avaient entouré. Les uns étaient venus se placer vers la poupe, les autres doublant la ligne

étaient venus se placer à tribord. Il était ainsi foudroyé en arrière et à droite par quatre vaisseaux, dont deux à trois ponts. Villeneuve, aussi ferme au milieu des boulets qu'indécis au milieu des angoisses du commandement, se tenait sur son gaillard, espérant que, parmi tant de vaisseaux français et espagnols qui l'environnaient, il s'en détacherait quelqu'un pour secourir leur général. Il combattait avec la dernière énergie, et non sans quelque espérance. N'ayant pas d'ennemis à gauche, et plusieurs en arrière et à droite, par suite du mouvement que les Anglais avaient fait en passant en dedans de la ligne, il avait voulu changer de position, pour soustraire sa poupe ainsi que ses batteries de tribord fort maltraitées, et montrer à l'ennemi celles de bâbord. Mais, engagé par son beaupré dans la galerie du *Santisima Trinidad*, il ne pouvait se mouvoir. Il fit ordonner à la voix au *Santisima Trinidad* de *laisser arriver*, pour amener la séparation des deux vaisseaux. L'ordre ne fut point exécuté parce que le vaisseau espagnol, privé de tous ses mâts, était réduit à une complète immobilité.

Le Bucentaure, cloué à sa position, était donc obligé de supporter un feu écrasant par l'arrière et par la droite, sans pouvoir faire usage de ses batteries de gauche. Cependant, soutenant noblement l'honneur du pavillon, il répondait par un feu tout aussi actif que celui qu'il endurait. Après une heure de ce combat, le capitaine de pavillon Magendie fut blessé. Le lieutenant Daudignon, qui l'avait remplacé, fut blessé aussi, et remplacé à son tour par le lieutenant de vaisseau Fournier.

Bientôt le grand mât et le mât d'artimon s'abattirent sur le pont, et y produisirent un affreux désordre. On arbora le pavillon au mât de misaine. Plongé dans un épais nuage de fumée, l'amiral ne distinguait plus ce qui se passait dans le reste de l'escadre. Ayant aperçu à la faveur d'une éclaircie les vaisseaux de tête toujours immobiles, il leur ordonna, en arborant ses signaux au dernier mât qui lui restait, de virer de bord tous à la fois, afin de se porter au feu. Enveloppé de nouveau de cette nuée meurtrière qui vomissait le ravage et la mort, il continua de combattre, prévoyant qu'il lui faudrait sous peu d'instants abandonner son vaisseau amiral, pour aller remplir ses devoirs sur un autre. Vers trois heures son troisième mât tomba sur le pont, et acheva de l'encombrer de débris.

Le Bucentaure, avec son flanc droit déchiré, sa poupe démolie, ses mâts abattus, était rasé comme un ponton. « Mon rôle sur *le Bucentaure* est fini, s'écria l'infortuné Villeneuve, je vais essayer sur un autre vaisseau de conjurer la fortune. » Il voulut alors se jeter dans un canot, et se transporter à l'avant-garde pour l'amener lui-même au combat. Mais les canots placés sur le pont du *Bucentaure* avaient été écrasés par la chute successive de toute la mâture. Ceux qui étaient sur les flancs avaient été criblés de boulets. On héla à la voix *le Santisima Trinidad* pour lui demander une embarcation : vains efforts! au milieu de cette confusion, aucune voix humaine ne pouvait se faire entendre. L'amiral français se vit donc attaché au cadavre de son

vaisseau prêt à couler, ne pouvant plus donner d'ordre, ni rien tenter pour sauver la flotte qui lui était confiée. Sa frégate, *l'Hortense*, qui aurait dû venir à son secours, ne faisait aucun mouvement, soit qu'elle en fût empêchée par le vent, soit qu'elle fût terrifiée par cet horrible spectacle. Il ne restait à l'amiral qu'à mourir, et l'infortuné en forma plus d'une fois le vœu. Son chef d'état-major, M. de Prigny, venait d'être blessé à ses côtés. Presque tout son équipage était hors de combat. *Le Bucentaure*, entièrement privé de mâture, criblé de boulets, ne pouvant se servir de ses batteries qui étaient démontées ou obstruées par les débris de gréement, n'avait pas même la cruelle satisfaction de rendre un seul des coups qu'il recevait. Il était quatre heures un quart; aucun secours n'arrivant, l'amiral fut obligé d'amener son pavillon. Une chaloupe anglaise vint le chercher et le conduire à bord du vaisseau *le Mars*. Il y fut accueilli avec les égards dus à son grade, à ses malheurs, à sa bravoure : faible dédommagement d'une si grande infortune! Il avait enfin trouvé ce sinistre désastre qu'il avait craint de rencontrer tantôt aux Antilles, tantôt dans la Manche. Il le trouvait là même où il avait cru l'éviter, à Cadix, et il succombait sans la consolation de périr pour l'accomplissement d'un grand dessein.

Pendant ce combat, *le Santisima Trinidad*, entouré d'ennemis, avait été pris. Ainsi, des sept vaisseaux du centre attaqués par la colonne de Nelson, trois, *le Redoutable*, *le Bucentaure*, *le Santisima Trinidad*, avaient été accablés sans

être secourus par les quatre autres, *le Neptune*, *le San Leandro*, *le San Justo*, *l'Indomptable*. Ces derniers, tombés sous le vent au commencement de l'action, n'avaient pu se remettre en bataille. Ils n'avaient plus d'autre moyen d'être utiles que de descendre en dedans de la ligne, sous l'impulsion bien faible du vent, qui continuait à souffler de l'ouest, et d'aller combattre avec les seize vaisseaux attaqués par l'amiral Collingwood. Un seul, *le Neptune*, bâtiment français, commandé par un bon officier, le capitaine Maistral, exécuta cette manœuvre, en se tenant toujours près du danger. Il envoya successivemeut des bordées au *Victory*, au *Royal Souverain*, et essaya de porter quelque secours à l'arrière-garde engagée avec la colonne de Collingwood. Les trois autres, *le San Leandro*, *le San Justo*, *l'Indomptable* se laissèrent entraîner loin du champ de bataille par la brise expirante.

Toutefois restaient les dix vaisseaux de la tête, qui, après avoir échangé quelques boulets avec la colonne de Nelson, étaient demeurés sans ennemis. Le signal qui les appelait au poste de l'honneur les avait trouvés, ou déjà *sous-ventés*, ou presque réduits à l'immobilité par la faiblesse de la brise. *Le Héros*, placé le plus près du centre, après avoir soutenu, un moment, comme on l'a vu, ses deux voisins, *le Bucentaure* et *le Santisima Trinidad*, s'était laissé aller à ce léger souffle de l'atmosphère qui régnait encore, et qui malheureusement ne donnait d'impulsion que pour s'éloigner du combat. Du moins le sang avait coulé sur le pont de ce vaisseau; mais son vaillant

capitaine, Poulain, tué dès le début, avait emporté l'âme qui l'animait. *Le San Augustino*, placé au-dessus du *Héros*, ayant perdu son poste de très-bonne heure, était poursuivi et pris par les Anglais vainqueurs du *Bucentaure*. *Le San Francisco* ne faisait pas mieux. En remontant cette ligne de l'avant-garde, venaient successivement *le Mont-Blanc, le Duguay-Trouin, le Formidable, le Rayo, l'Intrépide*, *le Scipion*, *le Neptune*. Le contre-amiral Dumanoir leur avait répété le signal de virer de bord pour se rabattre sur le centre. La plupart étaient restés immobiles, faute de savoir manœuvrer, de le pouvoir ou de le vouloir. A la fin, il y en eut quatre qui obéirent au signal du chef de la division, en s'aidant de leur canots mis à la mer pour virer de bord. Ce furent le *Mont-Blanc*, *le Duguay-Trouin*, *le Formidable* et *le Scipion*. Le contre amiral Dumanoir leur avait prescrit une bonne manœuvre : c'était, au lieu de virer *vent arrière*, ce qui devait les porter en dedans de la ligne, de virer *vent devant*, ce qui devait, au contraire, les porter en dehors, et leur ménager le moyen, seulement en *laissant arriver*, de se jeter dans la mêlée lorsqu'ils le jugeraient utile.

Le contre-amiral Dumanoir, avec *le Formidable* qu'il montait, et qui avait acquis tant de gloire au combat d'Algésiras, avec *le Scipion*, *le Duguay-Trouin*, *le Mont-Blanc*, se mit donc à descendre du nord au sud, le long de la ligne de bataille. Il pouvait, là où il se porterait, mettre les Anglais entre deux feux. Mais il était tard, trois heures au moins. Il apercevait presque partout des désas-

tres consommés, et, sans la résolution de s'ensevelir dans le malheur commun de la marine française, il devait trouver de bonnes raisons pour ne pas s'engager à fond. Parvenu à la hauteur du centre, il vit *le Bucentaure* amariné, *le Santisima Trinidad* pris, *le Redoutable* vaincu depuis longtemps, et les Anglais, quoique fort maltraités eux-mêmes, courant sur les vaisseaux qui étaient tombés sous le vent. Pendant ce trajet, il essuya un feu assez vif, qui causa des avaries à ses quatre vaisseaux et diminua leur aptitude à combattre. Chaudement accueilli par la colonne victorieuse de Nelson, et ne voyant personne à secourir, il continua son mouvement, et parvint à l'arrière-garde, où combattaient les seize vaisseaux français et espagnols engagés avec la colonne de Collingwood. Là, en se dévouant, il pouvait sauver quelques vaisseaux, ou ajouter de glorieuses morts à celles qui devaient nous consoler d'une grande défaite. Découragé par le feu qui venait d'endommager sa division, consultant la prudence plutôt que le désespoir, il n'en fit rien. Traité par la fortune comme Villeneuve, il devait bientôt, pour avoir voulu éviter un désastre glorieux, rencontrer ailleurs un désastre inutile.

A cette extrémité de la ligne qui avait été engagée la première avec la colonne de Collingwood, tous les vaisseaux français, un seul excepté, *l'Argonaute,* combattaient avec un courage digne d'une gloire immortelle. Et quant aux vaisseaux espagnols, deux, *le Santa Ana* et *le Prince des Asturies*, secondaient bravement la conduite des Français.

Après une lutte de deux heures, *le Santa Ana*, qui était le premier de l'arrière-garde, ayant perdu tous ses mâts, et rendu au *Royal Souverain* presque autant de mal qu'il en avait reçu, venait d'amener son pavillon. Le vice-amiral Alava, gravement blessé, s'était noblement conduit. *Le Fougueux*, voisin le plus proche du *Santa Ana*, après avoir fait de grands efforts pour le secourir en empêchant *le Royal Souverain* de forcer la ligne, avait été abandonné par *le Monarca*, son vaisseau d'arrière. Tourné alors, et assailli par deux vaisseaux anglais, *le Fougueux* les avait désemparés l'un et l'autre. Engagé ensuite et bord à bord avec *le Téméraire*, il avait eu à repousser plusieurs abordages, et sur 700 hommes en avait perdu environ 400. Le capitaine Baudouin qui le commandait, ayant été tué, le lieutenant Bazin l'avait remplacé immédiatement, et avait aussi vaillamment résisté que son prédécesseur aux assauts des Anglais. Ceux-ci revenant à la charge, et s'étant emparés du gaillard d'avant, le brave Bazin, blessé, couvert de sang, n'ayant plus que quelques hommes autour de lui, et réduit au gaillard d'arrière, s'était vu contraint de rendre *le Fougueux* après la plus glorieuse résistance.

Derrière *le Fougueux*, à la place même abandonnée par *le Monarca*, le vaisseau français *le Pluton*, commandé par le capitaine Cosmao, manœuvrait avec autant d'audace que de dextérité. Se hâtant de remplir l'espace laissé vide par *le Monarca*, il avait arrêté tout court un vaisseau ennemi, *le Mars*, qui cherchait à y passer, l'avait criblé de coups, et allait l'enlever à l'abordage, lorsqu'un

bâtiment à trois ponts était venu le canonner en poupe. Il s'était alors dérobé habilement à ce nouvel adversaire, et, lui montrant le travers au lieu de la poupe, avait évité son feu en lui envoyant plusieurs bordées meurtrières. Revenu à son premier ennemi, et sachant se donner l'avantage du vent, il avait réussi à le prendre en poupe, à lui couper deux mâts, et à le mettre hors de combat. Débarrassé de ces deux assaillants, *le Pluton*, cherchait à courir au secours des Français qui étaient accablés par le nombre, grâce à la retraite des vaisseaux infidèles à leur devoir.

En arrière du *Pluton, l'Algésiras*, que montait le contre-amiral Magon, livrait un combat mémorable, digne de celui qu'avait soutenu *le Redoutable* et tout aussi sanglant. Le contre-amiral Magon, né à l'île de France d'une famille de Saint-Malo, était jeune encore, et aussi beau qu'il était brave. Au commencement de l'action il avait assemblé son équipage, et promis de donner au matelot qui s'élancerait le premier à l'abordage un superbe baudrier, que lui avait décerné la Compagnie des Philippines. Tous voulaient mériter de sa main une pareille récompense. Se conduisant comme l'avaient fait les commandants du *Redoutable*, du *Fougueux*, du *Pluton*, le contre-amiral Magon porta d'abord *l'Algésiras* en avant, pour fermer le chemin aux Anglais, qui voulaient couper la ligne. Dans ce mouvement il rencontra *le Tonnant*, vaisseau de 80, autrefois français, devenu anglais après Aboukir, et monté par un courageux officier, le capitaine Tyler. Il s'en approcha de fort près, lui envoya son feu, puis, virant de bord, il engagea

profondément son beaupré dans les haubans du vaisseau ennemi. Les haubans, comme on sait, sont ces échelles de cordes qui, liant les mâts au corps du navire, servent à les roidir, et à y monter. Attaché ainsi à son adversaire, Magon rassembla autour de lui ses plus vigoureux matelots pour les mener à l'abordage. Mais il leur arriva ce qui était arrivé à l'équipage du *Redoutable*. Déjà réunis sur le pont et le beaupré, ils allaient s'élancer sur *le Tonnant*, quand ils essuyèrent, d'un autre vaisseau anglais placé en travers, plusieurs décharges à mitraille qui abattirent un grand nombre d'entre eux. Il fallut alors, avant de songer à continuer l'abordage, riposter au nouvel ennemi qui était survenu, et à un troisième qui allait se joindre aux deux autres, pour canonner les flancs déjà déchirés de *l'Algésiras*. Tandis qu'il se défendait ainsi contre trois vaisseaux, Magon fut abordé par le capitaine Tyler, qui voulut à son tour se montrer sur le pont de *l'Algésiras*. Il le reçut à la tête de son équipage, et lui-même, une hache d'abordage à la main, donnant l'exemple à ses matelots, il repoussa les Anglais. Trois fois ils revinrent à la charge, trois fois il les rejeta hors du pont de *l'Algésiras*. Son capitaine de pavillon, Letourneur, fut tué à ses côtés. Le lieutenant de vaisseau Plassan, qui prit le commandement, fut immédiatement blessé aussi Magon, que son brillant uniforme désignait aux coups de l'ennemi, reçut une balle au bras, et perdit bientôt une grande quantité de sang. Il ne tint compte de cette blessure, et voulut rester à son poste. Mais une seconde vint l'atteindre à la cuisse. Ses forces com-

mencèrent alors à l'abandonner. Comme il se soutenait à peine sur le pont de son vaisseau couvert de débris et de cadavres, l'officier qui, après la mort de tous les autres, était devenu capitaine de pavillon, M. de la Bretonnière, le supplie de descendre un moment à l'ambulance, pour faire au moins bander ses plaies, et ne pas perdre ses forces avec son sang. L'espérance de pouvoir revenir au combat décide Magon à écouter les prières de M. de la Bretonnière. Il descend dans l'entre-pont appuyé sur deux matelots. Mais les flancs déchirés du navire donnaient un libre passage à la mitraille. Magon reçoit un biscaïen dans la poitrine, et tombe foudroyé sous ce dernier coup. Cette nouvelle répand la consternation dans l'équipage. On combat avec fureur pour venger un chef qu'on aimait autant qu'on l'admirait. Mais les trois mâts de *l'Algériras* étaient abattus, et les batteries démontées ou obstruées par les débris de la mâture. Sur 641 hommes, 150 étaient tués, 180 blessés. L'équipage, refoulé sur le gaillard d'arrière, ne possédait plus qu'une partie du vaisseau. On était sans espoir, sans ressource; on fait alors une dernière décharge sur l'ennemi, et on rend ce pavillon du contre-amiral si vaillamment défendu.

D'autres luttaient encore derrière *l'Algésiras*, quoique la journée fût fort avancée. *Le Bahama* s'était éloigné, mais *l'Aigle* combattait avec bravoure, et ne se rendait qu'après des pertes cruelles et la mort de son chef, le capitaine Gourrège. *Le Swiftsure*, que les ennemis tenaient à reconquérir parce qu'il avait été anglais, se comportait aussi bravement, et ne cédait qu'au nombre, ayant déjà

sept pieds d'eau dans sa cale. Derrière *le Swiftsure*, le vaisseau français *l'Argonaute*, après avoir éprouvé quelques avaries, se retirait. *Le Berwick* combattait honorablement à sa place. Les vaisseaux espagnols *le Montanez*, *l'Argonauta*, *le San Nepomuceno*, *le San Ildefonso* avaient abandonné le champ de bataille. Au contraire, l'amiral Gravina, monté sur *le Prince des Asturies*, enveloppé par les vaisseaux anglais qui avaient doublé l'extrémité de la ligne, se défendait seul contre eux avec une rare énergie. Cerné de toutes parts, criblé, il tenait ferme, et aurait succombé s'il n'eût été secouru par *le Neptune*, qu'on a vu s'efforcer de regagner le vent pour se rendre utile, et par *le Pluton*, qui, ayant réussi à se débarrasser de ses adversaires, était venu chercher de nouveaux dangers. Malheureusement, au terme de ce combat, l'amiral Gravina reçut une blessure mortelle.

Enfin, à l'extrémité de cette longue ligne, marquée par les flammes, par les débris flottants des vaisseaux, par des milliers de cadavres mutilés, une dernière scène vint saisir d'horreur les combattants, et d'admiration nos ennemis eux-mêmes. *L'Achille*, assailli de plusieurs côtés, se défendait avec opiniâtreté. Au milieu de la canonnade, le feu avait pris au corps du bâtiment. C'était le cas d'abandonner les canons pour courir à l'incendie, qui déjà s'étendait avec une activité effrayante. Mais les matelots de *l'Achille*, craignant que, pendant qu'ils seraient occupés à l'éteindre, l'ennemi ne profitât de l'inaction de leur artillerie pour prendre l'avantage, aimèrent mieux se laisser envahir par le feu que d'abandonner leurs canons.

Bientôt des torrents de fumée, s'élevant du sein du vaisseau, épouvantèrent les Anglais, et les décidèrent à s'éloigner de ce volcan qui menaçait de faire explosion, et d'engloutir ses assaillants comme ses défenseurs. Ils le laissèrent seul, isolé au milieu de l'abîme, et se mirent à considérer ce spectacle, qui, d'un instant à l'autre, devait se terminer par une horrible catastrophe. L'équipage français, déjà fort décimé par la mitraille, se voyant délivré des ennemis, s'occupa seulement alors d'éteindre les flammes qui dévoraient son navire. Mais il n'était plus temps; il fallut songer à se sauver. On jeta à la mer tous les corps propres à surnager, barriques, mâts, vergues, et on chercha sur ces asiles flottants un refuge contre l'explosion attendue à chaque minute. A peine quelques matelots s'étaient-ils précipités à la mer, que le feu, parvenu aux poudres, fit sauter *l'Achille* avec un fracas effroyable, qui terrifia les vainqueurs eux-mêmes. Les Anglais se hâtèrent d'envoyer leurs chaloupes pour recueillir les infortunés qui s'étaient si noblement défendus. Un bien petit nombre réussit à se soustraire à la mort. La plupart, demeurés à bord, furent lancés dans les airs avec les blessés qui encombraient le vaisseau.

Il était cinq heures. Le combat était fini presque partout. La ligne, coupée d'abord en deux points, bientôt en trois ou quatre, par l'absence des vaisseaux qui n'avaient pas su se tenir en bataille, se trouvait ravagée d'une extrémité à l'autre. A l'aspect de cette flotte, ou détruite ou fugitive, l'amiral Gravina, dégagé par *le Neptune* et *le Pluton*, et devenu général en chef, donna le signal

de la retraite. Outre les deux vaisseaux français qui venaient de le secourir, et *le Prince des Asturies* qu'il montait, Gravina en pouvait encore rallier huit, trois français, *le Héros*, *l'Indomptable*, *l'Argonaute*, cinq espagnols, *le Rayo*, *le San Francisco de Asis*, *le San Justo*, *le Montanez*, *le Leandro*. Ces derniers, nous devons le dire, avaient sauvé leur existence beaucoup plus que leur honneur. C'étaient onze échappés au désastre, indépendamment des quatre du contre-amiral Dumanoir, qui faisaient une retraite séparée, en tout quinze. Il faut à ce nombre ajouter les frégates, qui, placées sous le vent, n'avaient pas fait ce qu'on aurait pu attendre d'elles pour secourir la flotte. Dix-sept vaisseaux français et espagnols étaient devenus prisonniers des Anglais; un avait sauté. L'escadre combinée avait perdu six ou sept mille hommes, tués, blessés, noyés ou prisonniers. Jamais plus grande scène d'horreur ne s'était vue sur les flots.

Les Anglais avaient obtenu une victoire complète, mais une victoire sanglante, cruellement achetée. Sur les vingt-sept vaisseaux dont se composait leur escadre, presque tous avaient perdu des mâts; quelques-uns étaient hors de service, ou pour toujours, ou jusqu'à un radoub considérable. Ils avaient à regretter environ 3,000 hommes, un grand nombre de leurs officiers, et l'illustre Nelson, plus regrettable pour eux qu'une armée. Ils traînaient à leur remorque dix-sept vaisseaux, presque tous démâtés ou près de couler à fond, et un amiral prisonnier. Ils avaient la gloire de l'habileté, de l'expérience, unies à une incontestable

bravoure. Nous avions la gloire d'une défaite héroïque, sans égale peut-être dans l'histoire, par le dévouement des vaincus.

A la chute du jour, Gravina s'achemina vers Cadix avec onze vaisseaux et cinq frégates. Le contre-amiral Dumanoir, craignant de trouver l'ennemi entre lui et les Français, se dirigea vers le détroit.

L'amiral Collingwood prit des signes de deuil pour la mort de son chef, mais il ne crut pas devoir suivre le conseil de ce chef mourant, et résolut, au lieu de mouiller l'escadre, de passer la nuit sous voiles. On voyait la côte et le sinistre cap de Trafalgar, qui a donné son nom à la bataille. Un vent dangereux commençait à se lever, la nuit à devenir sombre, et les vaisseaux anglais, manœuvrant difficilement à cause de leurs avaries, étaient obligés de remorquer ou d'escorter dix-sept vaisseaux prisonniers. Bientôt le vent acquit plus de violence, et aux horreurs d'une sanglante bataille succédèrent les horreurs d'une affreuse tempête, comme si le ciel eût voulu punir les deux nations les plus civilisées du globe, les plus dignes de le dominer utilement par leur union, des fureurs auxquelles elles venaient de se livrer. L'amiral Gravina et ses onze vaisseaux avaient dans Cadix une retraite assurée et prochaine. Mais, trop éloigné de Gibraltar, l'amiral Collingwood n'avait que l'étendue des flots pour se reposer des fatigues et des souffrances de la victoire. En peu d'instants la nuit, plus cruelle que le jour lui-même mêla vaincus et vainqueurs, et les fit trembler tous sous une main plus puissante que

celle de l'homme victorieux, sous celle de la nature en courroux. Les Anglais furent obligés d'abandonner les vaisseaux qu'ils traînaient à la remorque, ou de renoncer à surveiller ceux qu'ils avaient sous leur escorte. Singulières vicissitudes de la guerre de mer! Quelques-uns des vaincus, pleins de joie à l'aspect terrifiant de la tempête, conçurent l'espérance de reconquérir leurs vaisseaux et leur liberté. Les Anglais qui gardaient *le Bucentaure*, se voyant sans secours, rendirent eux-mêmes notre vaisseau amiral aux restes de l'équipage français. Ceux-ci, ravis d'être délivrés par un affreux péril, élevèrent quelques mâts de fortune sur leur bâtiment démâté, y attachèrent quelques débris de voiles, et se dirigèrent vers Cadix, poussés par l'ouragan. *L'Algésiras*, digne de l'infortuné Magon dont il emportait le cadavre, voulut aussi devoir sa délivrance à la tempête. Soixante et dix officiers et matelots anglais gardaient ce noble vaincu. Tout mutilé qu'il était, *l'Algésiras*, récemment construit, se soutenait sur les flots, malgré ses profondes blessures. Mais il avait ses trois mâts coupés, le grand mât à quinze pieds du pont, celui de misaine à neuf, celui d'artimon à cinq. Le vaisseau qui le remorquait, songeant à son propre salut, avait lâché le câble qui le retenait prisonnier. Les Anglais chargés de le garder avaient tiré du canon pour demander du secours, et n'avaient obtenu aucune réponse. Alors, s'adressant à M. de la Bretonnière, ils le prièrent de les aider avec son équipage à sauver le navire, et avec le navire leur vie à tous. M. de la Bretonnière, saisi à cette proposition d'une

lueur d'espérance, demande à conférer avec ses compatriotes détenus à fond de cale. Il va trouver les officiers français, et leur fait partager l'espoir d'arracher *l'Algésiras* à ses vainqueurs. Tous ensemble conviennent d'accepter la proposition qui leur est communiquée, et puis, une fois mis en possession du bâtiment, de se précipiter sur les Anglais, de leur enlever leurs armes, de les combattre à outrance au milieu de cette sombre nuit, et de pourvoir ensuite comme ils pourraient à leur propre salut. Il restait 270 Français, désarmés, mais prêts à tout pour arracher leur vaisseau des mains de l'ennemi. Les officiers se répandent parmi eux, leur font part de ce projet qui est accueilli avec transport. Il est convenu que M. de la Bretonnière sommera d'abord les Anglais, et que, s'ils refusent de se rendre, les Français, à un signal donné, se jetteront sur eux. L'effroi de la tempête, la crainte de la côte dont on est près, tout est oublié : on ne songe plus qu'à ce nouveau combat, espèce de guerre civile en présence des éléments déchaînés.

M. de la Bretonnière retourne auprès des Anglais, et leur dit que l'abandon dans lequel on laisse le vaisseau au milieu d'un si grand péril a dissous tous leurs engagements, que dès ce moment les Français se regardent comme libres, et que si du reste, leurs gardiens croient leur honneur intéressé à combattre, ils le peuvent; que l'équipage français, quoique sans armes, va fondre sur eux au premier signal. Deux matelots français, en effet, dans leur impatiente ardeur, s'élancent sur les factionnaires anglais, et en reçoivent de

larges blessures. M. de la Bretonnière contient le tumulte, et donne aux officiers anglais le temps de la réflexion. Ceux-ci, après avoir délibéré un instant, songeant à leur petit nombre, à la cruauté de leurs compatriotes, au danger commun qui menace vaincus et vainqueurs, se rendent aux Français, à condition qu'ils redeviendront libres quand ils auront touché le rivage de France. M. de la Bretonnière promet de demander leur liberté à son gouvernement, si on réussit à rentrer dans Cadix. Alors les cris de joie éclatent sur le vaisseau; on se met à l'œuvre; on cherche des mâts de hune dans les approvisionnements de réserve, on les hisse, on les fixe sur les tronçons des grands mâts, on y attache quelques voiles, et on se dirige ainsi vers Cadix.

Le jour avait paru, et, loin de dissiper le mauvais temps, l'avait rendu plus mauvais encore. L'amiral Gravina était rentré dans Cadix avec les débris des escadres combinées. La flotte anglaise était à la vue de ce port, suivie de quelques-uns de ses prisonniers, qu'elle tenait sous la pointe de ses canons. Après avoir lutté toute la journée contre la tempête; le commandant la Bretonnière, quoique sans pilote, mais aidé d'un marin à qui les parages de Cadix étaient familiers, arrive à l'entrée de la rade. Il ne lui restait qu'une seule ancre de bossoir et un gros câble, pour résister au vent qui portait violemment à la côte. Il jette cette ancre et s'y confie, dévoré néanmoins d'inquiétude, car si elle cède, *l'Algésiras* doit périr sur les rochers. Ne connaissant pas la rade, il avait mouillé près d'un écueil redoutable, appelé la

Pointe-du-Diamant. La nuit se passe dans de cruelles angoisses. Enfin le jour reparaît, et répand une redoutable lueur sur cette plage désolée. *Le Bucentaure*, toujours malheureux, est venu s'y briser. Toutefois on a sauvé une partie de son équipage à bord de *l'Indomptable* mouillé non loin de là. Ce dernier, qui avait peu d'avaries, parce qu'il avait peu combattu, était attaché à de bonnes ancres et à de bons câbles. Pendant la journée entière *l'Algésiras* tire le canon de détresse pour réclamer du secours. Quelques barques périssent avant de le joindre. Une seule parvient à lui remettre une ancre de jet très-faible. *L'Algésiras* reste amarré près de *l'Indomptable*, lui demandant la remorque, que celui-ci promet dès qu'il sera possible de rentrer dans Cadix. La nuit s'étend de nouveau sur la mer et sur les deux vaisseaux mouillés l'un à côté de l'autre : c'est la seconde depuis la funeste bataille. L'équipage de *l'Algésiras* regarde avec effroi les deux ancres si faibles sur lesquelles repose son salut, et avec envie celles de *l'Indomptable*. La tempête redouble, et tout à coup on entend un cri effroyable *L'Indomptable*, dont les puissantes ancres ont cédé, arrive subitement tout couvert de ses fanaux, ayant sur son pont son équipage au désespoir, passe à quelques pieds de *l'Algésiras*, et vient se briser avec un fracas horrible sur la Pointe-du-Diamant. Les fanaux qui l'éclairent, les cris qui retentissent, tout s'évanouit dans les flots. Quinze cents hommes périssent à la fois, car *l'Indomptable* portait son équipage presque entier, celui du *Bucentaure*, valides et blessés, et une par-

tie des troupes embarquées à bord de l'amiral.

Après ce cruel spectacle et les désolantes réflexions qu'il provoque, *l'Algésiras* voit reparaître le jour et la tempête s'apaiser. Il rentre enfin dans la rade de Cadix, et va s'engager presque au hasard dans un lit de vase, où il est désormais hors de péril. Juste récompense du plus admirable héroïsme!

Tandis que ces tragiques aventures signalaient le retour miraculeux de *l'Algésiras, le Redoutable*, celui qui avait si glorieusement lutté contre *le Victory*, et duquel était partie la balle qui avait tué Nelson, venait de couler à fond. Sa poupe, minée par les boulets, s'était écroulée subitement, et on avait eu à peine le temps d'en retirer 119 Français. *Le Fougueux,* désemparé, jeté sur la côte d'Espagne, s'y était perdu.

Le Monarca, abandonné de même, s'était brisé devant les rochers de San-Lucar.

Il ne restait plus que quelques-unes de leurs prises aux Anglais, et avec leurs vaisseaux les moins maltraités ils tenaient la mer, en vue de Cadix, toujours contrariés par les vents, qui ne leur avaient pas permis de regagner Gibraltar. Le brave commandant du *Pluton*, le capitaine Cosmao, à cet aspect, ne put contenir le zèle dont il était animé. Son vaisseau était criblé, son équipage réduit de moitié; mais aucune de ces raisons ne put l'arrêter. Il emprunta quelques matelots à la frégate *l'Hermione*, il rapiéça son gréement à la hâte, et, usant du commandement qui lui appartenait, car tous les amiraux et contre-amiraux étaient morts, blessés ou prisonniers, il fit signal

d'appareiller aux vaisseaux qui étaient encore capables de tenir la mer, afin d'aller arracher à la flotte de Collingwood les Français qu'elle traînait à sa suite. L'intrépide Cosmao sortit donc, accompagné du *Neptune*, qui pendant la bataille avait fait de son mieux pour se porter au feu, et de trois autres vaisseaux français et espagnols qui n'avaient pas eu l'honneur de combattre dans la journée de Trafalgar. Ils étaient cinq en tout, suivis des cinq frégates qui avaient aussi à réparer leur conduite récente. Malgré le mauvais temps, ces dix bâtiments s'approchèrent de la flotte anglaise. Collingwood, les prenant pour autant de vaisseaux de ligne, fit avancer sur-le-champ ses dix vaisseaux les moins avariées. Dans ce mouvement une partie des prises fut abandonnée. Les frégates en profitèrent pour saisir et remorquer *le Santa Ana* et *le Neptune*. Le commandant Cosmao, qui n'était pas en forces, et qui avait contre lui le vent soufflant vers Cadix, rentra, amenant avec lui les deux vaisseaux reconquis, seul trophée qu'il pût remporter à la suite de tels malheurs. Ce ne fut point l'unique résultat de cette sortie. L'amiral Collingwood, craignant de ne pouvoir conserver ses prises, coula à fond ou brûla *le Santisima Trinidad*, *l'Argonauta*, *le San Agustino*, *l'Intrépide*.

L'Aigle échappa au vaisseau anglais *le Defiance*, et alla s'échouer devant le port de Sainte-Marie. *Le Berwick* se perdit par un acte de dévouement semblable à celui qui avait sauvé *l'Algésiras*.

Parmi les vaisseaux qui avaient suivi le commandant Cosmao, il y en eut un qui ne put ren-

trer; ce fut l'espagnol *le Rayo*, qui périt entre Rota et San-Lucar.

Enfin l'amiral anglais revint à Gibraltar, n'emmenant que quatre de ses prises sur dix-sept, dont une française, *le Swiftsure*, et trois espagnoles. Encore fallut-il couler à fond *le Swiftsure*.

Telle fut cette fatale bataille de Trafalgar. Des marins inexpérimentés, des alliés plus inexpérimentés encore, une discipline faible, un matériel négligé, partout la précipitation avec ses conséquences; un chef sentant trop vivement ces désavantages, en concevant des pressentiments sinistres, les portant sur toutes les mers, faisant sous leur influence manquer les grands projets de son souverain; ce souverain irrité ne tenant pas assez compte des obstacles matériels, moins difficiles à surmonter sur terre que sur mer, désolant par l'amertume de ses reproches un amiral qu'il fallait plaindre plutôt que blâmer; cet amiral se battant par désespoir, et la fortune, cruelle pour le malheur, lui refusant jusqu'à l'avantage des vents; la moitié d'une flotte paralysée par l'ignorance et par les éléments, l'autre moitié se battant avec fureur; d'une part une bravoure calculée et habile, de l'autre une inexpérience héroïque, des morts sublimes, un carnage effroyable, une destruction inouïe; après les ravages des hommes, les ravages de la tempête; l'abîme devorant les trophées du vainqueur; enfin le chef triomphant enseveli dans son triomphe, et le chef vaincu projetant le suicide comme seul refuge à sa douleur, telle fut, nous le répétons, cette fatale bataille de

Trafalgar, avec ses causes, ses résultats, ses tragiques aspects.

On pouvait cependant tirer de ce grand désastre d'utiles conséquences pour notre marine. Il fallait raconter au monde ce qui s'était passé. Les combats du *Redoutable*, de *l'Algésiras*, de *l'Achille* méritaient d'être cités avec orgueil à côté des triomphes d'Ulm. Le courage malheureux n'est pas moins admirable que le courage heureux : il est plus touchant. D'ailleurs les faveurs de la fortune à notre égard étaient assez grandes pour qu'on pût avouer publiquement quelques-unes de ses rigueurs. Il fallait ensuite combler de récompenses les hommes qui avaient si dignement rempli leur devoir, et appeler devant un conseil de guerre ceux qui, cédant à l'horreur de ce spectacle, s'étaient éloignés du feu. Et, se fussent-ils bien conduits en d'autres occasions, il fallait les immoler à la nécessité d'établir la discipline par de terribles exemples. Il fallait surtout que le gouvernement trouvât dans cette sanglante défaite une leçon pour lui-même; il fallait qu'il se dît bien que rien ne se fait vite, et particulièrement quand il s'agit de marine; il fallait qu'il renonçât à présenter en ligne de bataille des escadres qui ne seraient pas éprouvées à la mer, et qu'en attendant il s'appliquât à les former toutes par des croisières fréquentes et lointaines.

L'excellent roi d'Espagne, sans se livrer à tous ces calculs, enveloppa dans une même mesure de récompense les braves et les lâches, ne voulant mettre en lumière que l'honneur fait à son pavillon par la conduite de quelques-uns de ses

marins. C'était une faiblesse naturelle à une cour vieillie, mais une faiblesse inspirée par la bonté. Nos marins, un peu remis de leurs souffrances, étaient mêlés avec les marins espagnols dans le port de Cadix, lorsqu'on leur annonça que le roi d'Espagne donnait un grade à tout Espagnol qui avait assisté à la bataille de Trafalgar, indépendamment des distinctions particulières accordées à ceux qui s'étaient le mieux conduits. Les espagnols, presque honteux d'être récompensés quand les Français ne l'étaient pas, dirent à ceux-ci que probablement ils allaient recevoir de leur côté le prix de leur courage. Il n'en fut rien : les braves, les lâches parmi les Français furent confondus aussi dans le même traitement, et ce traitement fut l'oubli.

Quand la nouvelle du désastre de Trafalgar parvint à l'amiral Decrès, il en fut saisi de douleur. Ce ministre, malgré son esprit, malgré sa profonde connaissance de la marine, n'avait jamais que des revers à annoncer à un souverain qui, en toute autre chose, n'obtenait que des succès. Il manda ces tristes détails à Napoléon, qui déjà s'avançait sur Vienne du vol de l'aigle. Quoiqu'une nouvelle malheureuse eût peine à se faire jour dans une âme enivrée de triomphes, la nouvelle de Trafalgar chagrina Napoléon, et lui causa un profond déplaisir. Cependant il fut cette fois moins sévère que de coutume à l'égard de l'amiral Villeneuve, car cet infortuné avait vaillamment combattu, quoique très-imprudemment. Napoléon agit ici comme agissent souvent les hommes, aussi bien les plus forts que les plus faibles; il tâcha d'ou-

blier ce chagrin, et s'efforça de le faire oublier aux autres. Il voulut qu'on parlât peu de Trafalgar dans les journaux français, et qu'on en fît mention comme d'un combat imprudent, dans lequel nous avions plus souffert de la tempête que de l'ennemi. Il ne voulut, non plus, ni récompenser ni punir, ce qui était une cruelle injustice, indigne de lui et de l'esprit de son gouvernement. Il se passait alors quelque chose dans son âme, qui contribua puissamment à lui inspirer cette conduite si mesquine; il commençait à désespérer de la marine française. Il trouvait une manière de battre l'Angleterre, plus sûre, plus praticable, c'était de la battre dans les alliés qu'elle soldait, de lui enlever le continent, d'en expulser tout à fait son commerce et son influence. Il devait naturellement préférer ce moyen, dans l'emploi duquel il excellait, et qui, bien ménagé, l'aurait certainement conduit au but de ses efforts. A partir de ce jour, Napoléon pensa moins à la marine, et voulut que tout le monde y pensât moins aussi.

L'Europe elle-même, quant à la bataille de Trafalgar, se prêta volontiers au silence qu'il désirait garder. Le bruit retentissant de ses pas sur le continent empêcha d'entendre les échos du canon de Trafalgar. Les puissances, qui avaient sur la poitrine l'épée de Napoléon, n'étaient guère rassurées par une victoire navale, profitable à l'Angleterre seule, sans autre résultat qu'une nouvelle extension de sa domination commerciale, domination qu'elles n'aimaient guère, et ne toléraient que par jalousie de la France. D'ailleurs la gloire britannique ne les consolait pas de leur propre humi-

liation. Trafalgar n'effaça donc point l'éclat d'Ulm, et, comme on le verra bientôt, n'amoindrit aucune de ses conséquences.

FIN DU TOME QUATORZIÈME.